



UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE
COMMISSION BANCAIRE

RAPPORT ANNUEL 2012

UNION MONETAIRE OUEST AFRICAINE

COMMISSION BANCAIRE

RAPPORT ANNUEL 2012



Siège du Secrétariat Général de la Commission Bancaire à Abidjan (Côte d'Ivoire)

COMMISSION BANCAIRE

Abidjan, le 15 juillet 2013

Le Président

En 2012, le système bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) a poursuivi sa consolidation, à la faveur notamment du rebond de la conjoncture interne.

En effet, dans un environnement international peu favorable, marqué principalement par la persistance de l'impact négatif de la crise financière et un repli de la croissance mondiale, les économies des Etats membres de l'Union ont fait montre d'une grande résilience, à la faveur d'une reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire, ainsi que de l'essor de la production minière et du redressement des activités industrielles et agricoles dans plusieurs autres Etats membres. Ainsi, le Produit Intérieur Brut de l'Union a enregistré, en termes réels, une croissance de 6,4% contre 0,7% en 2011.

Dans ce contexte, le montant total du bilan des établissements de crédit de l'Union s'est accru de 12,9%, malgré la réduction du nombre d'établissements de crédit agréés. De même, le réseau et le nombre de comptes clientèle se sont respectivement renforcés de 5,2% et 14,5%.

S'agissant des principaux indicateurs de gestion, ils ont poursuivi leur évolution favorable. La rentabilité du système bancaire a progressé de 12,4%, en liaison essentiellement avec le résultat net qui s'est accru de 53,6%. Quant au produit net bancaire, il a enregistré une progression de 14,2%, sous l'effet d'une hausse de 12,5% des crédits à la clientèle.

Au plan prudentiel, la situation des établissements de crédit de l'Union s'est, dans l'ensemble, consolidée. Quelques entités ont toutefois connu des difficultés financières et de gouvernance.

La solvabilité globale du système bancaire de l'Union s'est améliorée, avec un ratio de couverture des risques qui est passé de 12,6% en 2011 à 12,8% en 2012.

Le paysage bancaire de l'Union a été par ailleurs caractérisé par l'émergence rapide de groupes dont le nombre et l'influence se sont renforcés, induisant ainsi de nouveaux défis en termes de supervision.

Durant l'année écoulée, le cadre légal et réglementaire a été également marqué par l'adoption d'une importante décision du Conseil des Ministres en sa session du 14 décembre 2012, qui ramène de 75% à 50% la norme de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables et supprime le ratio de structure du portefeuille. Ces mesures visent une plus grande convergence de la réglementation prudentielle de la zone avec les normes et pratiques internationales. Elles devraient également contribuer à l'amélioration du financement des économies de l'Union.

L'année 2012 a vu l'adoption par le Bénin de la nouvelle loi portant réglementation bancaire. En conséquence, la loi issue de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO s'applique désormais de manière uniforme dans l'ensemble des Etats membres.

La consolidation de ces résultats favorables demeure assurément tributaire d'un effort constant de renforcement des capacités techniques et professionnelles des acteurs, en vue d'une maîtrise accrue des principaux risques. Elle nécessite également, de la part de l'Autorité de contrôle, une surveillance basée sur l'identification des principaux risques auxquels les établissements sont exposés et l'évaluation des fonds propres nécessaires à leur couverture adéquate.

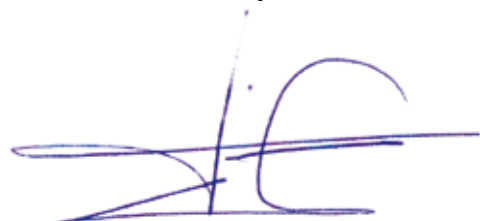
A cet égard, la mise en conformité totale de la supervision bancaire dans l'Union avec les 29 principes de Bâle et l'adoption des dispositions pertinentes de Bâle II et Bâle III ainsi que des normes IFRS, constituent des défis majeurs à même de conforter davantage la stabilité du système bancaire de l'Union. De même, l'adoption prochaine d'un dispositif de garantie des dépôts et la promotion des bureaux d'information sur le crédit (crédit bureau), contribueront à l'amélioration de la qualité des cadres d'exercice de l'activité bancaire dans l'Union.

Au plan de la coopération internationale, la Commission Bancaire poursuit ses efforts de renforcement des relations de collaboration avec les Autorités de contrôle homologues, dans un contexte de diversification de l'actionnariat des établissements installés dans l'UMOA. A ce titre, elle a procédé à la signature, le 20 septembre 2012, d'une convention de coopération avec la Banque Centrale du Nigeria et intensifié les échanges, avec les autres pays membres de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO). Cette coopération internationale devrait se renforcer dans les prochaines années avec les autorités de supervision des autres pays d'accueil et d'origine des groupes bancaires exerçant dans l'Union.

Au titre de la stabilité financière, les Autorités de régulation et de supervision des différents segments du système financier de l'Union ont approuvé, au cours de l'année 2012, les orientations visant la mise en place d'un dispositif réglementaire et de supervision des groupes financiers opérant dans l'Union ainsi qu'une charte relative à la coopération en matière de surveillance des groupes financiers. Le Comité de Stabilité Financière, qui est le cadre de réflexion et de concertation pour la réalisation de ces chantiers, œuvre également à la mise en place d'une cartographie des risques et des indicateurs d'alerte précoce du système financier.

En définitive, la mise en œuvre de l'ensemble de ces actions ainsi que le renforcement de la gouvernance des établissements de crédit constituent des piliers majeurs autour desquels les Autorités monétaires et de contrôle entendent mettre l'accent pour consolider davantage la stabilité du secteur financier de l'Union et accroître ainsi le financement sain et adéquat de l'économie.

Tiémoko Meyliet KONE

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'T' and 'K' with a horizontal line crossing through them.

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

Président de la Commission Bancaire de l'UMOA



Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
Président de la Commission Bancaire de l'UMOA.

LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE EN 2012

Président : M. Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la BCEAO

MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS	MEMBRES NOMMES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES
<p>M. Houéssou Yaovi HADONOU Directeur des Affaires Monétaires et Financières à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Bénin</p>	<p>M. Nicolas Luc Aurélien ASSOGBA Magistrat – Bénin</p>
<p>M. Moumounou GNANKAMBARY Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Burkina</p>	<p>M. Kouka Célestin ZALLE Ancien Directeur National de la BCEAO Burkina</p>
<p>M. Adama KONE Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire</p>	<p>M^{me} Nestore Marie-Louise OBOUDOU Juriste, Inspecteur Général des Services Fiscaux Côte d'Ivoire</p>
<p>M. Emmanuel Benito Santos COSTA Directeur de la Monnaie, du Crédit et du Marché Financier Régional au Ministère des Finances de la Guinée-Bissau</p>	<p>M. Carlos Luis PINTO Economiste – Guinée-Bissau</p>
<p>M^{me} SIDIBE Zamilatou CISSE Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère des Finances du Mali</p>	<p>M. Ousmane SIDIBE Inspecteur Commercial, diplômé MBA Mali</p>
<p>M. Baaré MARANKAN BADAGE Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Épargne au Ministère de l'Economie et des Finances du Niger</p>	<p>M. Ibrahim KOUSSOU Inspecteur du Trésor, diplômé de l'ITB Niger</p>
<p>M^{me} Oulimata DIOP Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal</p>	<p>M. Amadou Sadickh DIOP Economiste – Sénégal</p>
<p>M^{me} Ahéba JOHNSON Directrice de l'Economie au Ministère de l'Economie et des Finances du Togo</p>	<p>M^{me} Kafui Brigitte ADJAMAGBO-JOHNSON Juriste, Consultante Togo</p>
<p>M. Yves CHARPENTIER Conseiller Financier pour l'Afrique (Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique) au Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie de la France</p>	<p>M. Michel DABADIE Inspecteur Général à la Banque de France France</p>

Secrétaire Général : M. Bolo SANOU

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2012

13 -14 février	Concertation avec les membres du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CSZMAO) à Abidjan (Côte d'Ivoire), portant sur la conclusion d'accords de coopération bilatérale
30 mars	87 ^{ème} session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
16-18 avril	8 ^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CSZMAO) à Accra (Ghana)
14 juin	Réunion statutaire du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA) à Dakar (Sénégal)
30 juin	88 ^{ème} session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Dakar (Sénégal)
9 juillet	Nomination par le Conseil des Ministres de l'UMOA de deux (2) nouveaux Commissaires
20 septembre	Signature de la convention de coopération avec la Banque Centrale du Nigeria
26 septembre	89 ^{ème} session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Cotonou (Bénin)
17-18 octobre	10 ^{ème} réunion du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF) à Tunis (Tunisie)
30 novembre	Rencontre entre Monsieur le Gouverneur de la BCEAO et les Présidents des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers (APBEF), à Dakar (Sénégal)
11 décembre	90 ^{ème} session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Niamey (Niger)
17 décembre	Réunion statutaire du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA) à Dakar (Sénégal)
18-20 décembre	17 ^{ème} Assemblée du Comité des Superviseurs Bancaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC) à Abuja (Nigeria)

QUELQUES CHIFFRES CLES DU SYSTEME BANCAIRE DE L'UMOA

1 - Evolution de la structure du système bancaire entre 2011 et 2012

	2011	2012	Variation (absolue)	Variation (%)
- Nombre d'établissements de crédit agréés	121	119	-2	-1,7
dont :				
banques :	107	106	-1	-0,9
dont succursales	4	4	-	-
établissements financiers	14	13	-1	-7,1
dont succursales	3	3	-	-
- Nombre d'établissements de crédit en activité¹	116	118	2	1,7
Banques généralistes	84	85	1	1,2
Banques spécialisées	19	20	1	5,3
Etablissements financiers à caractère bancaire	13	13	-	-
- Nombre de holdings bancaires² installés dans l'Union	7	7	-	-
- Nombre de groupes bancaires	22	24	2	10,0
- Réseau				
Guichets (agences, bureaux et points de vente)	1 851	1 949	98	5,3
GAB / DAB	1 694	1 893	199	11,7
Succursales d'établissements de crédit	7	7	-	-
- Effectif employés du système bancaire	20 007	21 740	1 733	8,7
- Nombre de comptes de la clientèle	6 903 140	7 905 585	1 002 445	14,5

2 - Indicateurs d'activité et ratios caractéristiques des établissements de crédit sur base sociale

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2010	2011	2012 (*)
Total bilan	13 330	15 369	17 356
Crédits à la clientèle	7 389	8 475	9 539
Autres emplois	3 263	3 890	4 529
Dépôts et emprunts	9 885	11 188	12 276
Fonds propres nets	1 159	1 297	1 478
Autres ressources	743	873	984
Produit net bancaire	856	973	1 112
Résultat brut d'exploitation après amortissements	259	332	414
Taux brut de dégradation de portefeuille	17,0%	16,3%	15,6%
Taux net de dégradation du portefeuille	6,6%	6,1%	6,4%
Taux de provisionnement des créances en souffrance	65,5%	66,3%	62,8%
Taux de provisionnement des créances douteuses et litigieuses	78,4%	80,6%	80,0%
Marge globale	7,9%	7,3%	7,3%
Coefficient net d'exploitation	75,3%	71,0%	68,5%

(*) : données provisoires

1- Le nombre d'établissements de crédit en activité intègre 7 succursales en 2011 et 2012.

2- Les holdings bancaires ne sont pas agréés comme des établissements de crédit, au sens de la réglementation bancaire.

RESUME

L'activité économique au sein des pays de l'UEMOA a été globalement bien orientée en 2012. Le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union a en effet enregistré une progression de 6,4% contre 0,7% en 2011. L'exécution des opérations financières des Etats s'est traduite par une légère contraction (1%) du déficit budgétaire, base engagement, hors dons, par rapport à 2011. Les estimations de la balance des paiements font ressortir un solde négatif de 261,1 Mds qui a induit une détérioration à due concurrence de la position extérieure nette des institutions monétaires, établie à 5.578,3 Mds. Le crédit intérieur a pour sa part enregistré une hausse de 15,2% pour atteindre 11.690,2 Mds. En conséquence, la masse monétaire s'est accrue de 9,8%.

Le nombre total d'établissements de crédit agréés s'est établi à 119 unités (106 banques dont 4 succursales, et 13 établissements financiers à caractère bancaire, dont 3 succursales) contre 121 l'année précédente.

Les actifs du système bancaire ont augmenté de 12,9% sur l'année, en passant de 15.370 Mds à 17.357 Mds. Les efforts d'extension du réseau des banques se sont traduits par un accroissement tant du nombre d'agences et de bureaux que de celui des comptes clientèle, qui ont progressé respectivement de 98 unités (+5,2%) et 1.002.445 unités (+14,5%). Le nombre de guichets automatiques des banques s'est établi à 1.893, en hausse de 199 unités (+11,7%).

Les emplois nets ont augmenté de 13,8% pour atteindre 14.067 Mds. Ils sont constitués à 67,8% de crédits à la clientèle. Le taux brut de dégradation du portefeuille a légèrement fléchi de 16,3% en 2011 à 15,6% en 2012. Cependant, le taux net s'est détérioré de 6,1% à 6,4% sur la période, sous l'effet d'une baisse du taux de couverture des créances en souffrance par des provisions.

Les ressources collectées par le système bancaire se sont aussi accrues de 10,3% à 14.738 Mds, après une hausse de 13,3% en 2011. Elles sont constituées à hauteur de 83,3% de dépôts et emprunts de la clientèle. En ce qui concerne les fonds propres nets, ils se sont consolidés de 180 Mds, traduisant notamment la poursuite des efforts de recapitalisation de certaines unités dans le cadre de la mesure de relèvement du capital social minimum.

Sur le plan de la rentabilité, le Produit Net Bancaire (PNB) a augmenté de 14,2% pour se fixer à 1.112 Mds, après 13,7% en 2011. Le résultat brut d'exploitation a crû de 24,7% à 413 Mds, contre 331 Mds l'année précédente. Reflétant ces tendances, le coefficient net d'exploitation s'est amélioré, passant de 71,0% en 2011 à 68,5% en 2012.

Sur le plan du respect des normes prudentielles, le ratio moyen de solvabilité des banques de l'Union est ressorti à 12,8%, pour un minimum de 8% requis pour chaque établissement, contre 12,6% en 2011.

La Commission Bancaire a tenu quatre (4) sessions au cours desquelles elle a pris les mesures qu'elle appelle la situation particulière de certains établissements. A cet égard, elle a prononcé deux (2) mises en garde, douze (12) injonctions, un (1) avertissement et quatre (4) blâmes.

Les actions de coopération se sont renforcées, en vue d'une meilleure réactivité, concernant notamment les implications transfrontalières de l'activité bancaire. A ce titre, des contacts sont entretenus avec d'autres Autorités de contrôle, dans le cadre de forums et de conventions de coopération. L'accent est également mis sur le renforcement du suivi des groupes financiers transfrontaliers et des systèmes financiers décentralisés de grande taille (désormais inclus dans le champ de supervision de la Commission Bancaire), ainsi que la prise en compte des exigences d'un contrôle basé sur les risques.

SOMMAIRE

	PAGES
I - L'ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE BANCAIRE	15
1 - Environnement économique et financier des pays de l'UMOA	15
2 - Evolution du cadre légal et réglementaire	21
II - L'ACTIVITE BANCAIRE DANS L'UMOA	23
1 - Paysage bancaire	23
2 - Evolution de l'activité et des résultats	34
III - LA SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	44
1 - Fonctionnement de la Commission Bancaire et de son Secrétariat Général	44
2 - Suivi du dispositif prudentiel	50
3 - Actes et mesures de l'année	56
IV - ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION	66
1 - Groupes régionaux de superviseurs	66
2 - Autres rencontres	67
3 - Actions de formation	68
CONCLUSION	73
LISTE DES ENCADRES	
ENCADRÉ N°1 : LES COLLÈGES DE SUPERVISEURS : OBJECTIFS ET FONCTIONNEMENT	29
ENCADRÉ N°2 : EVOLUTION DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE DES INSTITUTIONS BANCAIRES	64
ENCADRÉ N°3 : DÉFIS POSÉS PAR LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS BANCAIRES TRANSFRONTALIÈRES EN AFRIQUE	69
ANNEXES	75

I - L'ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE BANCAIRE

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA

En 2012, l'environnement économique international a continué de se ressentir des effets de la crise financière mondiale, en particulier celle des dettes souveraines dans les pays industrialisés. Selon les estimations publiées par le Fonds Monétaire International (FMI) en avril 2013, l'économie mondiale a enregistré une croissance modérée de 3,2% en 2012, contre 4,0% en 2011.

L'économie mondiale a enregistré une croissance modérée de 3,2% en 2012 contre 4,0% en 2011

En dépit de cet environnement peu favorable, les économies des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont fait montre d'une grande résilience aux chocs exogènes.

1.1. SECTEUR REEL

Le produit intérieur brut de l'Union est ressorti en progression de 6,4% en 2012, contre 0,7% un an plus tôt, en relation avec l'essor de la production minière, le redressement de la production agricole et de celle des industries ainsi que l'amélioration de la disponibilité de l'offre d'énergie électrique. Le regain de croissance a été perceptible dans tous les États membres de l'Union, en particulier en Côte d'Ivoire, à l'exception de la Guinée-Bissau et du Mali, affectés par des crises socio-politiques et sécuritaires.

Le produit intérieur brut de l'Union est en progression de 6,4% en 2012, contre 0,7% un an plus tôt

TABLEAU N°1 :

TAUX DE CROISSANCE RÉEL DU PIB DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
2011	3,5%	5,0%	-4,7%	5,3%	2,7%	2,1%	2,6%	4,9%	0,7%
2012	5,4%	9,0%	9,8%	-1,5%	-1,2%	10,8%	3,5%	5,9%	6,4%

Source : Comités Nationaux de Produit Intérieur Brut

1.1.1. Secteur primaire

La campagne agricole 2012/2013 s'est globalement bien déroulée dans l'Union, en liaison avec les conditions climatiques favorables et les actions engagées par les États aux plans national et communautaire pour stimuler la production vivrière ainsi que celle des cultures d'exportation.

La production vivrière est estimée à 48.967.785 tonnes, en hausse de 10,9% par rapport à la campagne précédente. Les récoltes ont augmenté de 43,2%, 31,4%, et 28,7% respectivement au Sénégal, au Burkina et au Niger. Au Mali, malgré la crise, la production vivrière est en accroissement de 13,5%, portée notamment par

la progression de 19,2% de la production de riz. En Guinée-Bissau, au Togo et en Côte d'Ivoire, les estimations indiquent des hausses respectives de 15,9%, 4,9% et 3,2%. En revanche, la production vivrière a baissé de 2,4% au Bénin, à cause des inondations de champs de riz dans certaines localités septentrionales.

Les cultures d'exportation affichent également de bonnes performances. La production de coton graine est estimée à 1.648.263 tonnes, en progression de 18,7% d'une campagne à l'autre.

La production de café s'est améliorée à la faveur des actions mises en œuvre pour redynamiser la filière. La production atteindrait 132.501 tonnes au cours de la campagne agricole 2012/2013 contre 51.238 tonnes au terme de la campagne précédente. Par contre, la production de cacao, évaluée à 1.399.000 tonnes, est retombée à un niveau proche de la moyenne des cinq (5) dernières années, en raison du vieillissement et du manque d'entretien des plantations.

Les statistiques disponibles sur la noix de cajou indiquent une augmentation de 9,5% de la production régionale qui s'est élevée à 771.330 tonnes, portée par la consolidation des récoltes au Bénin (+25,0%) et en Côte d'Ivoire (+10,0%). En Guinée-Bissau, les récoltes ont baissé de 7,5%.

Les récoltes arachidières évaluées à 1.933.976 tonnes, sont en hausse de 5,0% par rapport à la campagne précédente. Au Sénégal, la production a enregistré un redressement de 31,3%, après la mauvaise campagne 2011/2012. Elle est, en revanche, en recul de 26,3% au Niger.

1.1.2. Secteur secondaire

L'Indice de la Production Industrielle (IPI) a connu, en moyenne, une hausse de 4,7% en 2012

La reprise de l'activité dans l'industrie s'est poursuivie en 2012. L'Indice de la Production Industrielle (IPI) a connu, en moyenne, une hausse de 4,7%, après 2,4% en 2011. Cette évolution est imputable à l'amélioration de la production des sous-secteurs des industries manufacturières, de l'énergie et des industries extractives.

La production manufacturière a enregistré une progression de 5,1%, en liaison avec le dynamisme des unités de textile et de transformation agro-alimentaire.

Dans le secteur des mines, l'indice a augmenté en moyenne de 3,7%, contre un recul de 6,0% en 2011, en relation avec la hausse de la production d'or au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Mali, ainsi que celle d'uranium au Niger et de phosphate au Togo.

La production d'électricité, de gaz et d'eau est en hausse de 18,3%, reflétant l'augmentation de l'offre d'énergie électrique dans tous les pays, en particulier au Burkina (+22,2%), en Côte d'Ivoire (+30,0%) et au Bénin (+6,2%).

1.1.3. Secteur tertiaire

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, calculé par la BCEAO, a augmenté en moyenne de 15,1%, après une hausse de 8,2% en 2011, en rapport avec l'amélioration de la conjoncture dans les services marchands.

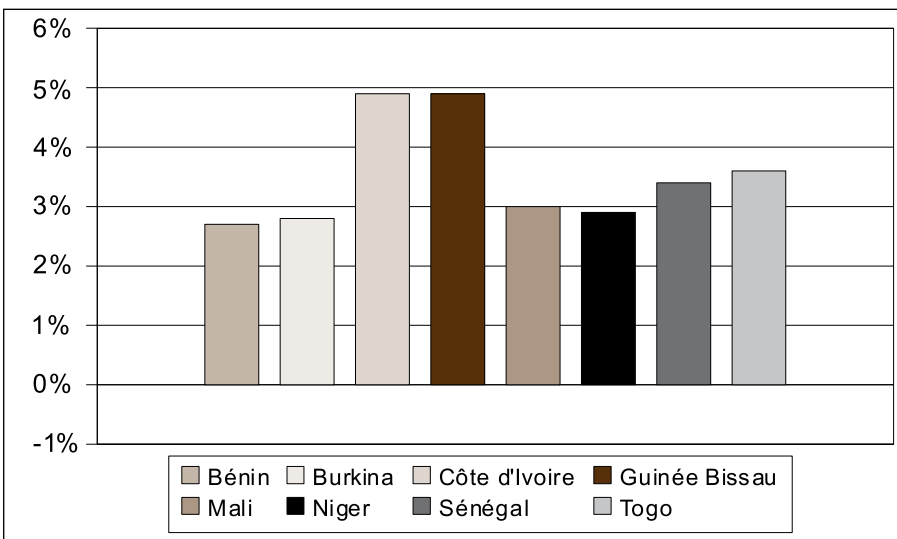
L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, calculé par la BCEAO, a augmenté en moyenne de 15,1% en 2012

1.1.4. Prix

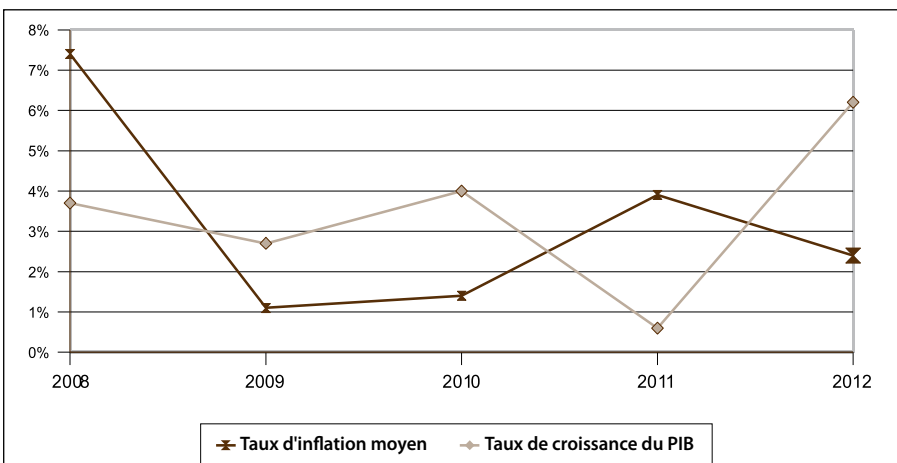
Le taux d'inflation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation, s'est établi en moyenne à 2,4% en 2012, contre 3,9% en 2011. Les taux d'inflation les plus faibles ont été enregistrés au Niger (0,5%), en Côte d'Ivoire (1,3%) et au Sénégal (1,4%). Par contre, le taux le plus élevé a été observé au Bénin (6,7%), du fait de la hausse des prix des carburants ainsi que des services des transports, à la suite de la diminution des subventions sur les prix des hydrocarbures au Nigeria, principale source d'approvisionnement du pays. Au Mali, le niveau élevé de l'inflation découle de l'accentuation des contraintes induites par le contexte de crise.

Le taux d'inflation de l'Union s'est établi en moyenne à 2,4% en 2012

GRAPHIQUE N° 1 :
EVOLUTION MOYENNE DES PRIX PAR PAYS EN 2012



GRAPHIQUE N° 2
EVOLUTIONS DU TAUX DE CROISSANCE ET DU TAUX D'INFLATION DANS L'UNION



1.2 FINANCES PUBLIQUES

La situation financière des Etats s'est légèrement améliorée par rapport à l'année précédente.

L'exécution des opérations financières des Etats s'est déroulée dans un contexte difficile, caractérisé par des pressions sur les dépenses. En dépit de cette contrainte, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est contracté, passant de 2.357,5 milliards en 2011 à 2.124,7 milliards, représentant une réduction de près d'un (1) point de pourcentage du PIB, soit un taux de 5,3% en 2012.

Les recettes budgétaires, estimées à 7.677,6 milliards à fin décembre 2012, enregistrent une augmentation de 1.309,1 milliards par rapport à l'année précédente. Dans la quasi-totalité des pays, il est noté un recouvrement plus vigoureux des recettes fiscales, fruit des réformes engagées en vue d'améliorer l'efficacité des régies financières et d'élargir la base imposable.

Les dépenses et prêts nets se sont inscrits en hausse de 12,3%, en passant de 8.726,0 milliards à fin décembre 2011 à 9.802,4 milliards à fin décembre 2012. En dépit des efforts déployés pour contenir les transferts et subventions, les dépenses courantes ont augmenté de 749,1 milliards. La masse salariale et les charges d'intérêt sur la dette publique ont enregistré respectivement des progressions de 16,9% et 10,1%.

Le niveau des dépenses en capital est ressorti à 2.985,9 milliards, en hausse de 434,3 milliards par rapport à 2011, en liaison avec la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans le domaine des infrastructures. En pourcentage du PIB, elles sont ressorties à 7,5% contre 6,9% en 2011.

1.3. BALANCE DES PAIEMENTS

Les estimations de la balance des paiements font ressortir un solde des échanges extérieurs négatif de 261,1 milliards

En 2012, les estimations de la balance des paiements font ressortir un profil défavorable marqué par un solde des échanges extérieurs négatif de 261,1 milliards, en liaison avec la forte dégradation du compte courant, partiellement compensée par l'augmentation des flux de financements extérieurs.

Les transactions courantes, hors dons, enregistrent un déficit de l'ordre de 3.038,4 milliards. Cette aggravation du déficit, qui passe de 4,1% du PIB en 2011 à 7,6% du PIB en 2012, est due à la dégradation des balances commerciale, des services et des revenus.

La balance commerciale ressort déficitaire de 630,7 milliards, après un excédent de 395,1 milliards en 2011, sous l'effet de l'augmentation des importations (+17,4%) nettement supérieure à celle des exportations (+7,6%). La hausse significative des importations est imputable aux acquisitions de biens d'équipement et intermédiaires destinés à la réalisation des investissements dans les Etats membres de l'Union. Elle s'explique également par l'accroissement des approvisionnements en produits alimentaires, en liaison notamment avec la crise alimentaire dans les pays du Sahel, ainsi que l'alourdissement de la facture pétrolière dans certains pays. Quant aux exportations, leur dynamisme est porté principalement par la hausse des ventes d'or et de coton.

Le déficit de la balance des services se creuse d'une année à l'autre, en raison de l'accroissement du frêt des marchandises et des autres services spécialisés sollicités auprès des non-résidents par les secteurs des industries extractives et des télécommunications en pleine expansion. Il serait également accentué par le recul des recettes touristiques.

La détérioration du solde de la balance des revenus serait liée essentiellement aux paiements de dividendes effectués par les principales entreprises exportatrices et celles des télécommunications, dont les chiffres d'affaires ont enregistré une évolution favorable.

Les transferts courants nets s'inscrivent en hausse, sous l'effet d'une amélioration des aides budgétaires et des appuis reçus notamment dans le cadre des soutiens aux populations affectées par la crise alimentaire dans les pays du Sahel. Nonobstant le contexte difficile dans les principaux pays d'accueil, les envois de fonds des travailleurs migrants afficheraient une bonne tenue.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières se renforcerait de 64,1% pour s'établir à 2.501,9 milliards. Cette évolution retrace essentiellement les remises de dette accordées à la Côte d'Ivoire à la suite de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTe), et l'augmentation des dons projets. Elle reflète également la hausse des investissements directs étrangers, notamment dans le cadre de projets miniers et pétroliers dans certains Etats de l'Union.

1.4. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER

Le profil des agrégats monétaires est caractérisé par un léger repli de la position extérieure nette créditrice des institutions monétaires et la poursuite de l'accroissement du crédit intérieur, en relation avec le regain d'activité dans l'Union.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis à 5.578,3 milliards à fin décembre 2012, en baisse de 261,1 milliards par rapport à leur niveau de la même période de l'année précédente. Ce recul est consécutif aux sorties nettes de ressources, à travers les transferts émis aux fins des règlements des factures d'importation de produits alimentaires, d'hydrocarbures et de biens d'équipement acquis pour la réalisation des infrastructures de base.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis à 5.578,3 milliards à fin décembre 2012, en baisse de 261,1 milliards par rapport à leur niveau de la même période de l'année précédente

L'encours du crédit intérieur a augmenté de 1.546,1 milliards ou 15,2%, pour s'établir à 11.690,2 milliards à fin décembre 2012. Cette évolution est imputable à la progression des crédits à l'économie (+12,8% soit 1.010,2 milliards) et à la détérioration de la Position Nette débitrice des Gouvernements (+23,0% ou 535,9 milliards), consécutive au recours accru des Etats au financement bancaire.

Le crédit intérieur a augmenté de 1.546,1 milliards ou 15,2%, pour s'établir à 11.690,2 milliards à fin décembre 2012

Suivant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire progresse de 9,8%, en ressortant à 15.010,2 milliards. Cette hausse de la liquidité globale se reflète dans la croissance de 11,1% des dépôts et de 6,3% de la circulation fiduciaire.

La masse monétaire progresse de 9,8%, en ressortant à 15.010,2 milliards

Comparativement à son niveau à fin décembre 2011, la base monétaire s'est contractée de 1,1%, en se situant à 5.749,0 milliards, en raison principalement de la baisse de 348,7 milliards des réserves des banques, atténuée par l'accroissement de 217,3 milliards de la circulation fiduciaire.

Dans un contexte marqué par une atténuation progressive des tensions inflationnistes et des perspectives d'une inflation modérée, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a imprimé une orientation accommodante à la politique monétaire, pour contribuer à l'atteinte des objectifs de croissance économique des Etats membres. Il a décidé de baisser les taux directeurs de la BCEAO de 25 points de base, avec date d'effet le 16 juin 2012. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de la Banque Centrale ont été ramenés respectivement à 3,00% et à 4,00%.

Dans le souci de desserrer les contraintes apparues au cours des premiers mois de l'année 2012 sur la liquidité des banques et de conforter les conditions d'un financement approprié de l'activité économique, le Comité de Politique Monétaire a ramené le coefficient des réserves obligatoires à 5% sur l'ensemble des places de l'Union, soit une baisse de deux (2) points de pourcentage, à compter du 16 mars 2012.

En ligne avec la diminution continue de la liquidité propre des banques entamée en 2011, les interventions globales de l'Institut d'émission se sont sensiblement accrues, passant de 1.441,1 milliards à 1.732,4 milliards au 31 décembre 2012, soit une augmentation de 20,2% d'une année à l'autre. Les refinancements en faveur des établissements de crédit se sont établis à 1.049,7 milliards, en progression de 45,1%. Ils représentent 9,0% du crédit intérieur contre 7,1% en 2011. Quant aux concours aux Trésors nationaux, ils se sont situés à 682,7 milliards, soit 4,9% de moins qu'en décembre 2011, en liaison avec les remboursements des concours monétaires consolidés et des concours adossés aux allocations de DTS effectuées par le FMI.

L'évolution des taux sur le marché monétaire fait apparaître une poursuite de la détente. Le taux moyen pondéré des appels d'offres d'injections de liquidités à une semaine s'est replié, passant de 3,52% en moyenne en 2011 à 3,20% en 2012.

Sur le marché interbancaire, le volume des opérations s'est inscrit en hausse, passant de 44,7 milliards, en moyenne en 2011, à 71,8 milliards en 2012. Les taux interbancaires ont connu des tensions persistantes jusqu'à la fin du troisième trimestre 2012. Ces tensions se sont apaisées au dernier trimestre de l'année, à la faveur de la baisse des taux directeurs de la Banque Centrale en juin 2012 et de l'accroissement des injections de liquidités sur la période. Ainsi, le taux interbancaire sur les opérations à une semaine, qui représentent les deux-tiers (2/3) du volume global des transactions, est ressorti à 3,99% contre 3,56% en 2011.

Au niveau du marché financier régional, les indices de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ont affiché une tendance haussière par rapport à

2011, en liaison avec le regain d'activité, notamment en Côte d'Ivoire. Le principal indice boursier (BRVM10) a progressé de 16,1% entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012.

La capitalisation boursière a connu une hausse de 25,5% au cours de la même période, s'établissant à 4.863,2 milliards, contre 3.875,1 milliards au 31 décembre 2011.

Sur le marché de titres publics, le rythme des émissions est resté soutenu. L'encours des effets publics (bons et obligations) est ressorti à 3.112,0 milliards à fin décembre 2012 contre 2.650,5 milliards à la même période de l'année précédente. Le taux d'intérêt moyen des opérations sur le marché des bons est resté quasiment stable d'une année à l'autre. Il est ressorti à 5,15% en 2012 contre 5,14% en 2011.

2. EVOLUTION DU CADRE LEGAL ET REGLEMENTAIRE

L'évolution du cadre réglementaire a été notamment marquée, au cours de l'année 2012, par l'adoption par le Conseil des Ministres de l'UMOA, lors de sa session tenue le 14 décembre 2012, de quatre (4) décisions portant respectivement sur :

- la révision du dispositif prudentiel ;
- le projet de décret uniforme portant autorisation des établissements financiers à caractère bancaire à recevoir des dépôts de fonds du public ;
- le projet de loi uniforme sur le contentieux des infractions à la réglementation des relations financières extérieures des Etats membres de l'UMOA ;
- la fixation de la date limite d'insertion de la loi uniforme relative au traitement des comptes dormants dans les livres des organismes financiers des Etats membres de l'UMOA dans l'ordre juridique interne des Etats membres de l'Union.

La Décision relative à la révision du dispositif prudentiel, prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2013, porte sur :

- la diminution de 75% à 50% du seuil de la norme de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables ;
- la suppression du ratio de structure du portefeuille.

Concernant le décret uniforme, il a été adopté dans le cadre de l'adaptation du cadre légal et réglementaire induite par l'entrée en vigueur de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO intervenue le 1^{er} avril 2010 ainsi que de la nouvelle Loi portant réglementation bancaire.

Le nouveau décret uniforme vise à compléter l'instruction n° 11/12/2010/RB du Gouverneur de la BCEAO relative au classement, à la forme juridique et aux

opérations des établissements financiers à caractère bancaire. Aussi, porte-il principalement sur le volet relatif à l'autorisation de réception des dépôts de fonds du public par les établissements financiers à caractère bancaire.

S'agissant du projet de loi uniforme sur le contentieux des infractions à la réglementation des relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA ainsi que de ses décrets d'application, ils visent notamment à mettre en cohérence les lois nationales en vigueur avec le nouveau Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, adopté par le Conseil des Ministres de l'Union, le 1^{er} octobre 2010.

La Décision fixant la date limite d'insertion de la loi uniforme relative au traitement des comptes dormants dans l'ordre juridique interne des Etats membres de l'Union engage les Etats membres à insérer ladite loi dans leur ordre juridique interne au plus tard le 31 décembre 2013.

L'année 2012 a également été marquée par l'adoption de la loi n° 2012-24 du 24 juillet 2012 portant réglementation bancaire en République du Bénin. En conséquence, la loi portant réglementation bancaire, issue de la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO, s'applique désormais de manière uniforme sur le territoire de l'ensemble des huit Etats membres de l'UMOA.

II - L'ACTIVITE BANCAIRE DANS L'UMOA

1. PAYSAGE BANCAIRE

Le système bancaire de l'Union compte, au 31 décembre 2012, cent dix-neuf (119) établissements de crédit agréés (106 banques, dont 4 succursales et 13 établissements financiers à caractère bancaire (EF), dont 3 succursales), contre cent vingt-et-un (121) en 2011.

106 banques et 13 établissements financiers bénéficient d'un agrément à fin 2012.

Cette évolution résulte d'une part, de l'agrément d'une (1) banque en Côte d'Ivoire, et d'autre part, du retrait de l'agrément de deux (2) banques installées au Bénin et au Niger ainsi que d'un (1) établissement financier au Togo.

La répartition des établissements de crédit agréés par pays se présente comme suit :

TABLEAU N° 2 :
NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AGRÉÉS PAR PAYS

Pays	Banques	Succursales bancaires	Etablissements financiers	Succursales d'EF	Total
Bénin	12	-	-	-	12
Burkina	11	1	4	1	17
Côte d'Ivoire	23	1	1	-	25
Guinée-Bissau	4	-	-	-	4
Mali	13	-	1	1	15
Niger	10	-	1	-	11
Sénégal	18	1	1	1	21
Togo	11	1	2	-	14
Total	102	4	10	3	119

1.1. ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE

TABLEAU N° 3 :
REPARTITION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE PAR PAYS (*)

Pays	Nombre d'établissements			Total bilans en M. F.CFA	Parts de marché (**)	Guichets (***)	GAB/DAB (****)	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Banques	Etablissements financiers	Total						
Bénin	12	-	12	2 161 016	12,4%	182	197	766 635	2 272
Burkina	12	5	17	2 283 879	13,2%	207	208	954 884	2 495
Côte d'Ivoire	23	1	24	4 736 955	27,3%	557	572	2 810 899	6 363
Guinée-Bissau	4	-	4	136 405	0,8%	23	19	69 556	310
Mali	13	2	15	2 168 658	12,5%	328	282	1 267 689	2 798
Niger	10	1	11	880 311	5,1%	114	81	324 906	1 310
Sénégal	19	2	21	3 650 713	21,0%	363	377	1 087 074	4 373
Togo	12	2	14	1 338 648	7,7%	175	157	623 942	1 819
UMOA	105	13	118	17 356 585	100,0%	1 949	1 893	7 905 585	21 740

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de vente

(***) Guichets Automatiques de Banques / Distribution Automatique de Billets

Le nombre d'unités en activité dans l'Union ressort à 118 à fin décembre 2012.

Durant l'année 2012, à la suite de son retrait d'agrément, Cauris Investissement a cessé ses activités tandis que BGFIBANK-Côte d'Ivoire, Guaranty Trust Bank-Côte d'Ivoire et la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA) au Togo sont entrées en activité. Ces évolutions portent à cent dix-huit (118) le nombre d'unités en activité dans l'Union à fin décembre 2012 (105 banques dont 4 succursales et 13 établissements financiers dont 3 succursales), soit un accroissement de deux (2) unités. La filiale ivoirienne de Coris Bank International était le seul établissement de crédit agréé n'ayant pas démarré ses activités à fin 2012.

Au terme de l'exercice 2012, les établissements de crédit de l'Union affichent un total de bilan de 17.357 Mds, en augmentation de 12,9% par rapport à fin 2011, imputable à l'évolution des actifs dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau (+15,1% au Bénin, +18,4% au Burkina, +11,4% en Côte d'Ivoire, +6,3% au Mali, +25,3% au Niger, +8,9% au Sénégal, +25,4% au Togo et -4,6% en Guinée-Bissau).

Le réseau bancaire (agences, bureaux et points de vente) s'est accru de 5,2% pour se fixer à 1.949 unités. Les progressions sont comprises dans un intervalle de 2 guichets en Guinée-Bissau à 57 au Togo. Le nombre de Guichets Automatiques de Banques ou Distributeurs Automatiques de Billets (GAB/DAB) a augmenté de 11,7% pour s'établir à 1.893 unités au 31 décembre 2012.

Les emplois créés par le secteur bancaire se sont accrus de 1.733 postes, soit 8,7%. Le nombre total des employés des établissements de crédit est ainsi ressorti à 21.740 à fin 2012, contre 20.007 en 2011. Cette évolution est essentiellement due à l'augmentation du nombre d'agents non-cadres de 1.751, soit 14,5%, le personnel d'encadrement ayant pour sa part légèrement diminué de 0,2%.

Le nombre de comptes de la clientèle s'est accru de 14,5% pour s'établir à 7.905.585. Les comptes de particuliers ont augmenté de 13,8% contre 40,9% un an auparavant et ceux détenus par les personnes morales de 23,1% contre une baisse de 8,4% l'année précédente.

Le taux de bancarisation est estimé, sur la base des données provisoires reçues des établissements de crédit et pour une population totale évaluée à 101,3 millions d'habitants, à 7,2% en 2012.

La répartition du taux de bancarisation estimatif par pays se présenterait comme suit :

TABLEAU N°4 :
REPARTITION DU TAUX DE BANCARISATION ESTIMATIF PAR PAYS

Libellés \ Pays	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
Nombre des comptes des particuliers	690.496	836.775	2.703.810	62.954	1.145.512	292.209	975.592	561.525	7.268.873
Population en millions d'habitants	9,6	16,3	22,7	1,5	15,4	15,7	14,1	6,0	101,3
Taux de bancarisation estimatif	7,2%	5,1%	11,9%	4,2%	7,4%	1,9%	6,9%	9,4%	7,2%

1.2. ANALYSE DES ETABLISSEMENTS EN ACTIVITE SELON LA TAILLE DU BILAN

TABLEAU N° 5 :
REPARTITION DES ETABLISSEMENTS SELON LA TAILLE DU BILAN

Catégories	Nombre d'établissements									Parts de marché (*)	Guichets (**)	GAB/DAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
– Grande : Supérieur à 200 Mds (banques uniquement)	3	5	8	-	5	-	5	1	27	62,4%	1 028	1 216	4 636 613	11 707
– Moyenne : Entre 100 Mds et 200 Mds (banques uniquement)	4	3	3	-	2	4	7	6	29	24,8%	564	439	2 391 335	5 483
– Petite : Inférieure à 100 Mds	5	9	13	4	8	7	9	7	62	12,8%	357	238	877 637	4 550
– Banques	5	4	12	4	6	6	7	5	49	12,0%	335	216	874 227	4 294
– Etablissements financiers	-	5	1	-	2	1	2	2	13	0,8%	22	22	3 310	256
Total	12	17	24	4	15	11	21	14	118	100,0%	1 949	1 893	7 905 585	21 740

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de ventes

Le critère de classification des établissements de crédit de l'Union est basé sur la taille de leur bilan, selon trois (3) catégories : grande pour un total de bilan supérieur à 200 Mds, moyenne pour un total compris entre 100 Mds et 200 Mds et petite pour un total inférieur à 100 Mds.

Le paysage bancaire est constitué de 27 grandes banques, 29 banques moyennes et 62 établissements de petite taille.

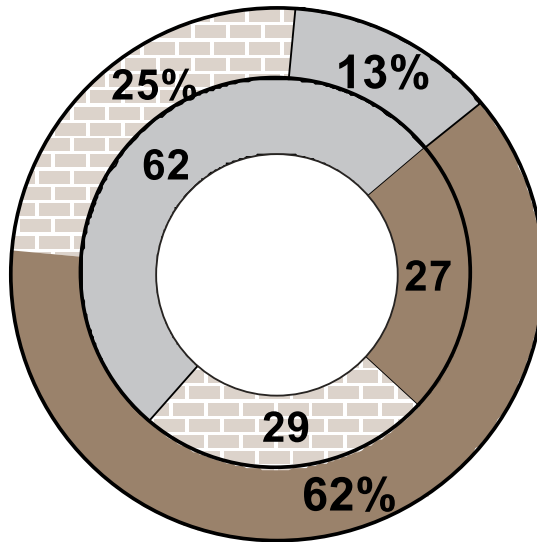
Sur cette base, le paysage bancaire se composait au 31 décembre 2012 de 27 grandes banques, 29 banques moyennes et 62 établissements de petite taille. La part des actifs détenus par les établissements de crédit de grande taille dans l'Union est de 62,4%. Ceux-ci couvrent 52,7% du réseau d'agences, 64,2% des GAB, 58,6% des comptes bancaires et 53,9% des effectifs.

Le cumul des actifs des banques de taille moyenne représente 24,8% de ceux du système bancaire de l'Union. Cette catégorie regroupe 28,9% des implantations, 23,2% des GAB, 30,2% des comptes de la clientèle et 25,2% des effectifs.

Les soixante-deux (62) petits établissements détiennent ensemble 12,8% des actifs avec 18,3% des bureaux et agences, 12,6% des GAB, 11,1% des comptes bancaires et 20,9% des employés du système bancaire.

GRAPHIQUE N° 3
REPARTITION DU TOTAL DE BILAN ET DU NOMBRE D'ETABLISSEMENTS SELON LA CATEGORIE

COURONNE EXTERIEURE : Part dans le total de bilan
COURONNE INTERIEURE : Nombre d'établissements



■ GRANDS ■ MOYENS ■ PETITS

1.3. ANALYSE DES ETABLISSEMENTS SELON LA NATURE DES ACTIVITES

TABLEAU N° 6 :
REPARTITION DES ETABLISSEMENTS PAR SECTEUR CIBLE PRIVILEGIE

Activités principales	Nombre d'établissements									Parts de marché (*)	Guichets (**)	GAB/DAB (***)	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
Banques	12	12	23	4	13	10	19	12	105	99,1%	1 927	1 891	7 902 275	21 484
- Généralistes	10	10	20	3	9	8	14	11	85	90,8%	1735	1743	6 965 441	19369
- Spécialisées	2	2	3	1	4	2	5	1	20	8,3%	192	148	936 834	2115
• agriculture	-	-	1	-	1	1	1	-	4	2,9%	94	62	348 652	801
• habitat	1	1	1	-	1	-	1	-	5	2,5%	37	27	283 526	558
• Microfinance	1	1	1	1	2	1	2	1	10	1,9%	60	59	304 250	714
• Marché	-	-	-	-	-	-	1	-	1	1,0%	1	0	406	42
Etablissements financiers	-	5	1	-	2	1	2	2	13	0,9%	22	2	3 310	256
- Prêt	-	1	-	-	-	-	-	-	1	0,0%	8	-	3 310	54
- Crédit bail ou Location avec option d'achat	-	4	1	-	1	-	2	-	8	0,6%	11	2	-	164
- Cautionnement	-	-	-	-	1	1	-	2	4	0,3%	3	-	-	38

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de vente

(***) Guichets automatiques bancaires/Distributeur Automatique de Billets

Au 31 décembre 2012, les cent cinq (105) banques en activité se répartissent entre quatre-vingt-cinq (85) établissements à vocation généraliste ou universelle et vingt (20) unités spécialisées notamment dans le financement de l'agriculture (4), de l'habitat (5), dans la microfinance (10) et des opérations de marché (1). Ces deux catégories d'établissements de crédit cumulent 99,1% des actifs dans le système bancaire de l'Union, à raison de 90,8% pour les banques généralistes et 8,3% pour les banques spécialisées. Elles totalisent respectivement 89,0% et 9,9% du réseau des agences et bureaux ainsi que 92,1% et 7,8% des GAB, couvrent 88,1% et 11,9% des comptes de la clientèle et emploient 89,1% et 9,7% des effectifs du personnel.

Sur les treize (13) établissements financiers à caractère bancaire que compte l'Union au 31 décembre 2012, huit (8) sont spécialisés dans les opérations de crédit ou location avec option d'achat, quatre (4) opèrent dans des activités de garantie et un (1) dans le financement par des prêts. Leur poids sur le marché est de 0,9%. Ils détiennent 1,1% des guichets, 0,1% des GAB et emploient 1,2% des effectifs du personnel dans le système bancaire.

ENCADRE N°1 : LES COLLEGES DE SUPERVISEURS : OBJECTIFS ET FONCTIONNEMENT

Le développement des activités bancaires et financières internationales rend indispensable une procédure d'assistance et de consultation mutuelle, en vue de faciliter l'accomplissement des missions dévolues aux autorités chargées de la surveillance bancaire.

Les normes internationales, et en particulier les principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace définis par le Comité de Bâle, requièrent une coopération accrue des contrôleurs bancaires pour la surveillance des établissements assujettis qui ont une activité transfrontalière.

En effet, la coopération, la collaboration et les relations entre les autorités du pays d'origine et du pays d'accueil d'un groupe bancaire transfrontalier sont consacrées par les principes 3 et 13 des 29 principes de Bâle pour un contrôle bancaire efficace.

Les Principes ci-dessus énoncés stipulent ce qui suit :

- **Principe 3** – Coopération et collaboration : les lois, règlements et autres dispositions offrent un cadre de coopération et de collaboration avec les pouvoirs publics nationaux et autorités de contrôle étrangères concernés. Ces dispositions reflètent la nécessité de protéger les informations confidentielles.
- **Principe 13** – Relations entre les autorités du pays d'origine et du pays d'accueil : l'autorité de contrôle du pays d'origine et celle du pays d'accueil d'un groupe bancaire transfrontalier partagent les informations et coopèrent en vue d'assurer un contrôle efficace du groupe et de ses entités et de gérer les situations de crise avec efficacité. Les autorités de contrôle exigent que les activités exercées dans leur propre pays par des banques étrangères obéissent au même niveau de normes que celui auquel sont soumis les établissements nationaux.

Les cadres de travail dédiés à cet effet incluent les Collèges de superviseurs qui ont vocation à promouvoir une coopération renforcée entre les autorités responsables de la supervision des entités d'un groupe bancaire précis situées dans différents Etats.

I. Objectifs et structuration

Les principaux objectifs de ces Collèges consistent à :

- partager des informations sur la situation globale du groupe, afin de permettre une évaluation commune de son profil de risque ;
- faire converger les approches sur l'application de la réglementation prudentielle aux différentes entités du groupe ;
- coordonner les actions de surveillance, notamment dans le cadre du contrôle sur place.

L'Autorité de contrôle organise les réunions des Collèges des superviseurs en fonction de la pertinence de l'activité de surveillance à planifier ou à coordonner, et, notamment, de l'impact potentiel sur la stabilité du système financier dans les Etats concernés.

La structure des Collèges peut revêtir un caractère universel, tous les organes de contrôle des pays hôtes étant représentés, ou restreint (« core ») à un cercle de superviseurs ayant sous leur juridiction une unité du groupe bancaire concerné par la rencontre, ayant une importance significative.

A titre d'illustration, pour prendre sa décision relative à l'importance significative de cette unité, l'Autorité de Contrôle peut tenir compte, dans la mesure où ils sont pertinents, des éléments suivants :

- la part de marché en termes de dépôts dans le pays d'accueil ;
- l'incidence probable d'une suspension ou de l'arrêt des opérations de l'établissement de crédit sur la liquidité du marché et les systèmes de paiement, de règlement et de compensation dans l'Etat d'accueil ;
- la taille et l'importance de la filiale ou succursale, du point de vue du nombre de clients, au sein du système bancaire ou financier de l'Etat d'accueil.

II. Mode de fonctionnement et nature des informations échangées

L'Autorité de contrôle qui organise la rencontre informe à l'avance tous les membres du Collège. Pour assurer une efficacité dans le fonctionnement du collège, le Comité de Bâle recommande les actions suivantes dans son document intitulé « Good practice principles on supervisory colleges », publié en octobre 2010 :

- transmettre en temps utile aux membres du Collège l'ordre du jour et la liste des contacts des membres ;
- élaborer les comptes rendus des réunions et assurer la traçabilité des actions correctives à entreprendre par le groupe bancaire et les différents superviseurs ;
- convenir d'une approche commune pour le partage des informations et des différents rôles entre superviseurs ;
- gérer les canaux de communication entre superviseurs ;
- faciliter la communication entre le groupe bancaire, les membres du Collège et les différentes autorités concernées, particulièrement dans les situations d'urgence ;
- mettre en œuvre les recommandations en cas de décision d'actions coordonnées de supervision ;
- organiser des réunions à caractère sous-régional pour l'examen de questions spécifiques entre autorités concernées.

Les informations à échanger dans le cadre du Collège dépendent de la structure de celui-ci. Elles concernent cependant, de manière générale, l'environnement dans les principaux pays d'implantation, le profil de risques du groupe, sa stratégie et son organisation, les plans de surveillance prudentielle des autorités, la situation financière incluant les positions en matière de fonds propres et de liquidité, les conclusions des rapports d'audit, etc.

L'interaction avec les dirigeants du groupe bancaire objet de la réunion peut prendre trois formes :

- les informations à communiquer par les superviseurs au groupe bancaire (plans d'actions, programmes de contrôle, partage des rôles entre superviseurs, etc...) ;
- les informations à communiquer par le groupe, en réponse aux préoccupations du Collège ;
- la participation aux réunions du Collège, en vue de présenter notamment la stratégie et les perspectives du groupe, et de discuter avec certains superviseurs hôtes de points spécifiques et selon des formats adaptés.

Certaines informations hautement confidentielles peuvent être échangées dans le cadre des Collèges restreints, notamment avec les superviseurs ayant signé des conventions de coopération avec l'Autorité de contrôle du pays d'origine du groupe bancaire.

Dans l'UMOA, les groupes bancaires ayant des activités transfrontalières occupent une place prépondérante dans le paysage bancaire.

Dans ce contexte, les besoins d'identification et d'évaluation par le superviseur du pays d'origine des risques pris dans le pays d'accueil, ainsi que l'appréciation de la situation du groupe par les superviseurs des pays d'accueil, conduisent de plus en plus à une coopération renforcée entre les Autorités de contrôle bancaire.

L'organisation des Collèges de superviseurs sur les principaux groupes bancaires est une voie à explorer pour l'approfondissement des échanges entre superviseurs et la compréhension plus fine des risques transfrontaliers. Ils servent également de cadre approprié pour procéder à des exercices de simulation de crise et pour discuter de la prévention des conflits et crises systémiques.

1.4. ANALYSE DES ETABLISSEMENTS SELON L’AFFILIATION A UN GROUPE

TABLEAU N° 7 : PRINCIPAUX GROUPES BANCAIRES (*)

Groupe	Nombre d'établissements	Parts de marché (**)	Guichets (***)	GAB/DAB	Nombre de comptes de la clientèle	Effectifs
ETI	8	15,8%	228	322	1 324 386	2 337
SOCIETE GENERALE	4	10,6%	141	151	589 931	2 294
BOA Group	7	10,5%	164	180	740 554	1 784
ATTIJARIWafa BANK	5	8,1%	217	199	592 091	2 091
ABI	7	7,0%	169	157	439 891	1 363
BNP Paribas	4	5,6%	97	139	479 018	1 407
UBA	4	3,5%	60	84	243 147	713
DIAMOND BANK	4	3,0%	24	0	71 401	406
BIAO	1	2,7%	42	76	203 036	550
BSIC	7	2,4%	81	58	85 050	947
CBI	1	2,4%	27	18	139 217	252
Total	52	71,6%	1 250	1 384	4 907 722	14 144

(*) détenant au moins 2% de parts de marché

(**) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(***) Agences, bureaux et points de vente

Plusieurs groupes bancaires, de dimension internationale ou régionale, opèrent dans la zone.

Au 31 décembre 2012, l'effectif des principaux groupes bancaires de l'Union s'est renforcé de trois (3), en s'établissant à onze (11). Il s'agit de : Ecobank Transnational Incorporated (ETI), Société Générale, Bank Of Africa (BOA), Attijariwafa Bank, Atlantic Business International (ABI) qui s'est substitué au groupe AFG, BNP Paribas, United Bank for Africa (UBA), DIAMOND BANK, BIAO, Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce (BSIC) et Coris Bank International (CBI).

Avec cinquante deux (52) des cent dix-huit (118) unités en activité, les principaux groupes étendent leur influence à l'ensemble des pays de l'Union. Ils concentrent 71,6% du total des bilans, 64,1% des guichets, emploient 65,1% des agents, détiennent 62,1% des comptes de la clientèle et contrôlent 73,1% des GAB.

Le groupe ETI, avec une part des actifs de 15,8%, demeure le plus important. Il est présent dans tous les pays de l'Union et détient 11,7% du réseau, 17,0% des GAB, 16,8% des comptes de la clientèle et 10,7% des effectifs.

Le groupe Société Générale occupe la deuxième place avec toutefois une part qui recule à 10,6% des actifs de l'Union. Présent dans quatre (4) pays de l'Union, il totalise 7,2% des guichets, 8% des GAB, 7,5% des comptes bancaires de la clientèle et emploie 10,6% des salariés. Comme en 2011, deux (2) des trois (3) plus grands établissements de l'Union, par la taille de bilan, font partie de ce groupe.

Constitué de huit (8) banques dans l'UMOA, dont sept (7) en activité à fin 2012, le groupe BOA conserve le troisième rang. Il concentre 10,5% du total des bilans, 8,4% des guichets, 9,5% des GAB, 9,4% des comptes bancaires de la clientèle et 8,2% des agents.

A la quatrième place, avec un cumul de 8,1% des actifs de l'Union, le groupe Attijariwafa Bank dispose de quatre (4) filiales et une (1) succursale dans la zone. Il détient 11,1% du réseau, 10,5% des GAB, 7,5% des comptes-clientèle et 9,6% des employés.

Le groupe ABI couvre 7,0% de part de marché. Hormis la Guinée-Bissau, il est présent dans les autres pays de l'Union et concentre 8,7% du réseau, 8,3% des GAB, 5,6% des comptes-clientèle et 6,3% des salariés.

Le groupe BNP Paribas affiche 5,6% de part de marché à fin décembre 2012, contre 7,0% en 2011. Avec ses quatre (4) filiales, le groupe détient 5,0% des guichets, 7,3% des GAB, 6,1% des comptes de la clientèle et 6,5% des employés.

Le groupe UBA, avec ses quatre (4) unités, détient 3,5% des actifs totaux, couvre 3,1% du réseau, 4,4% des GAB, 3,1% des comptes de la clientèle et 3,3% de l'effectif total des employés du secteur.

Le groupe DIAMOND BANK, avec une filiale et trois (3) succursales, figure désormais parmi les principaux groupes. Il représente 3,0% du total des bilans de l'Union, détient 1,2% des guichets de l'Union, 0,9% des comptes de la clientèle et 1,9% des salariés.

La BIAO-Côte d'Ivoire détient 2,7% des actifs bancaires de l'Union, 2,2% du réseau, 4,0% des GAB, 2,6% des comptes de la clientèle et 2,5% des effectifs.

Avec sept (7) unités, le groupe BSIC représente 2,4% du total des actifs de l'Union et concentre 4,2% du réseau, 3,1% des GAB, 1,1% des comptes de la clientèle et 4,4% des salariés.

Le groupe Coris Bank International avec deux (2) banques, dont une seule en activité en 2012, ressort également parmi les principaux groupes. Il représente 2,4% du total des bilans de l'Union, détient 1,4% des guichets de l'Union, 1,8% des comptes de la clientèle et 1,2% des salariés.

Treize (13) autres groupes, de moindre envergure, détenant moins de 2% des actifs chacun, font également partie du paysage bancaire : CITI (2 banques), Banque Islamique de Développement (BID - 2 banques), Oragroup (2 banques), Libyan Foreign Bank (LFB - 4 banques), BGFIBANK (2 banques), Standard Chartered Bank BV (1 banque), Bridge Bank Group (1 banque), Banque Régionale de Solidarité (BRS - 8 banques), COFIPA (1 banque), Access Bank Plc (1 banque), Guaranty Trust Bank (GTB - 1 banque), International Commercial Bank-Sénégal (ICBS - 1 banque) et SAFCA-Alios Finance (4 établissements financiers dont 3 succursales).

Ensemble, ils contrôlent 30 établissements de crédit de l'Union, totalisent 8,4% des actifs, détiennent 6,8% des implantations, 5,3% des GAB/DAB, 3,3% des comptes de la clientèle et emploient 9,9% des effectifs.

Au total, les vingt-quatre (24) groupes bancaires exerçant dans l'Union au 31 décembre 2012 contrôlent quatre-vingt-deux (82) établissements de crédit dont sept (7) succursales, disposent de 80,0% des parts de marché, 71,0% des implantations, 78,4% des GAB/DAB, 65,3% des comptes de la clientèle et emploient 75,0% des effectifs du personnel. Sept (7) de ces groupes sont liés à des holdings installés dans l'Union. Il s'agit de ETI, COFIPA, ABI, Bridge Group West Africa, BRS, Oragroup et BOA West Africa.

Pour assurer le suivi de ces holdings, l'Autorité de contrôle leur fait obligation de produire un rapport d'activités trimestriel retraçant principalement les faits marquants en termes de gouvernance et de gestion des risques, les tendances pour l'activité ainsi que la rentabilité et la solvabilité du groupe. Les contrôles sur place peuvent également s'étendre à ces entités, en vertu du droit de suite prévu à l'article 17 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire.

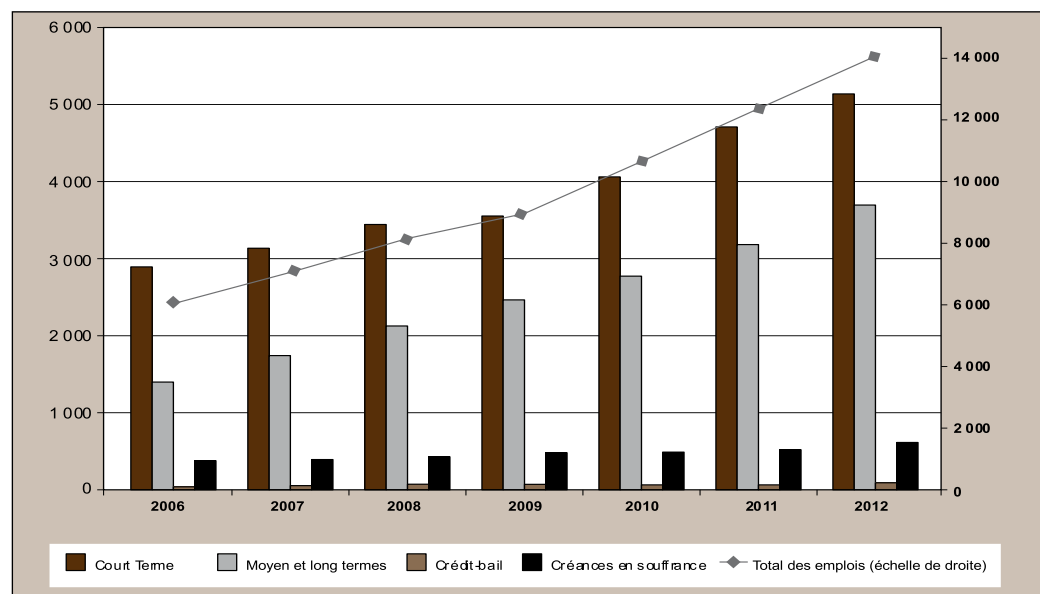
2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

2.1. EMPLOIS

GRAPHIQUE N° 4

UMOA : EVOLUTION DES EMPLOIS (en Mds de FCFA)

(2012 : données provisoires)



Les emplois nets de l'Union se sont consolidés de 13,8% pour s'établir à 14.067 Mds.

Les emplois nets du système bancaire de l'UMOA se sont consolidés de 13,8% pour s'établir à 14.067 Mds en 2012, après une hausse de 16,1% en 2011. Les parts des grandes banques et des établissements de taille moyenne sont ressorties en légère hausse respectivement à 63,0% et 24,9%, alors que les banques de petite taille ont vu leur part reculer à 12,1% contre 15,0% en 2011.

Sur la même tendance que l'exercice précédent, les plus fortes contributions à la croissance des emplois proviennent des établissements de crédit de la Côte d'Ivoire (26,6%) et du Sénégal (21,8%).

Les crédits à la clientèle représentent 67,8% des emplois nets et s'élèvent à 9.539 Mds, soit une progression de 12,5% en glissement annuel. La répartition de ces encours fait apparaître une légère progression de la part des grandes banques à 62,4% contre 60,4% l'année précédente. Les établissements de taille moyenne concentrent 24,7% des encours contre 24,2% en 2011 au détriment des établissements de petite taille dont la part fléchit de 15,4% à 13,0%.

Les crédits à la clientèle ont crû de 12,5% pour s'établir à 9.539 Mds.

Après une hausse de 16,0% en 2011, les crédits à court terme affichent une progression plus modérée de 9,1% à 5.139 Mds, incluant cependant une forte augmentation de 46,2% pour les crédits de campagne. Les concours à court terme bénéficient essentiellement aux secteurs du commerce, des restaurants et hôtels (41,0%), aux industries manufacturières (19,0%), aux services fournis à la collectivité (11,0%) et aux transports, entrepôts et communications (8,0%).

Les crédits à court terme affichent une progression de 9,1% pour s'établir à 5.139 Mds.

Les crédits à moyen terme enregistrent un accroissement de 16,0% à 3.341 Mds, contre 15,4% pour l'exercice précédent. Cette évolution est perceptible dans cinq (5) pays de l'Union, exceptés le Mali, le Sénégal et la Guinée Bissau, et est essentiellement portée par les établissements de grande et de moyenne tailles, engagés à hauteur respectivement de 66,0% et 24,0%, alors que ceux de petite taille accusent un recul de 4,0 points de pourcentage pour s'établir à 10,0% contre 14,0% un an auparavant.

Les crédits à moyen terme ressortent à 3.341 Mds, soit une croissance de 16,0%.

Les crédits à long terme se situent à 354 Mds, enregistrant une hausse de 17,7% contre 8,3% un an auparavant. Les établissements de crédit en activité au Sénégal et en Côte d'Ivoire participent à cette performance, à raison d'augmentations respectives de 33,5% et 30,0%. Les parts des établissements de grande, moyenne et petite tailles sont respectivement de 60,6% contre 55,1% l'année dernière, 18,6% contre 17,9% et 20,8% contre 27,1%.

Les crédits à long terme enregistrent une croissance de 17,7% contre 8,3% l'année précédente.

Les crédits à moyen et long terme, sont principalement affectés aux services fournis aux collectivités (30,0%), aux commerces, restaurants et hôtels (22,0%), aux transports, entrepôts et communications (17,2%) et industries manufacturières (15,0%).

Les engagements de crédit-bail ont crû de 43,1% pour s'établir à 90,7 Mds. Ils sont portés par les établissements de grande et de petite tailles respectivement à hauteur de 58,3% et de 41,7%, et demeurent concentrés essentiellement en Côte d'Ivoire (51,2%) et au Sénégal (40,0%).

Les engagements de crédit-bail demeurent concentrés en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

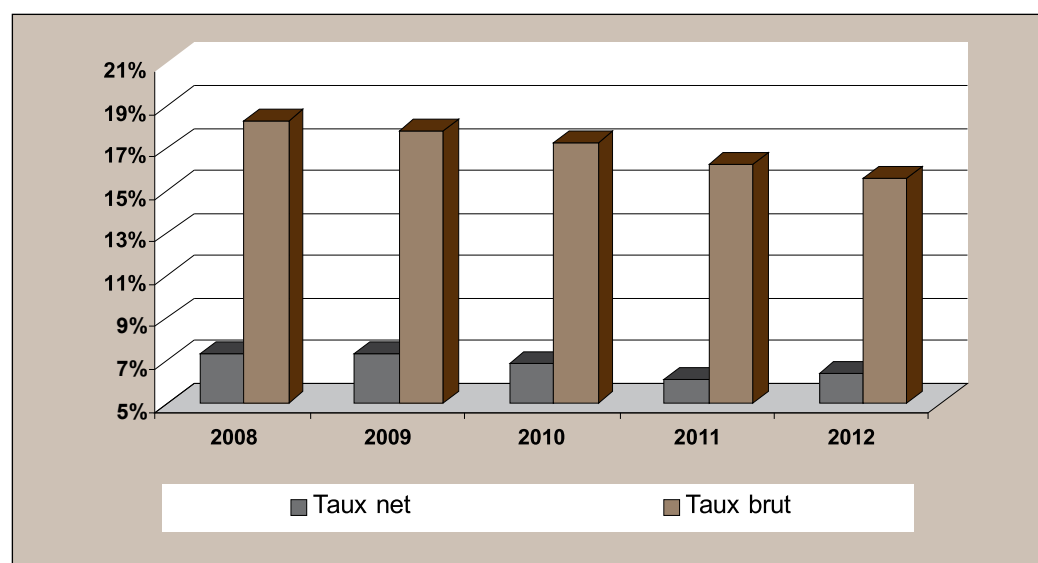
TABLEAU N° 8
QUALITE DU PORTEFEUILLE SELON LA TAILLE DES ETABLISSEMENTS

(en pourcentage)

	GRANDS		MOYENS		PETITS		UMOA	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Taux brut de dégradation	15,9	14,2	13,1	14,3	22,3	24,4	16,3	15,6
Taux net de dégradation	5,6	4,9	6,3	7,8	7,8	11,2	6,1	6,4
Taux de provisionnement	68,4	68,7	55,0	49,6	70,3	60,8	66,3	62,8

En liaison avec l'accroissement global des concours, l'encours des créances en souffrance nettes a augmenté de 18,0% en se fixant à 614 Mds, contre 520 Mds l'année précédente. Cette nette dégradation est principalement liée à la situation des établissements de crédit de la Guinée-Bissau, du Bénin, du Togo et du Mali, où les encours concernés ont augmenté respectivement de 521,3%, 70,0%, 61,2% et 35,5%. En revanche, une baisse est observée au Burkina (-18,8%) et en Côte d'Ivoire (-9,2%).

GRAPHIQUE N° 5 :
TAUX DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE
 (2012 : données provisoires)



Le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 15,6%.

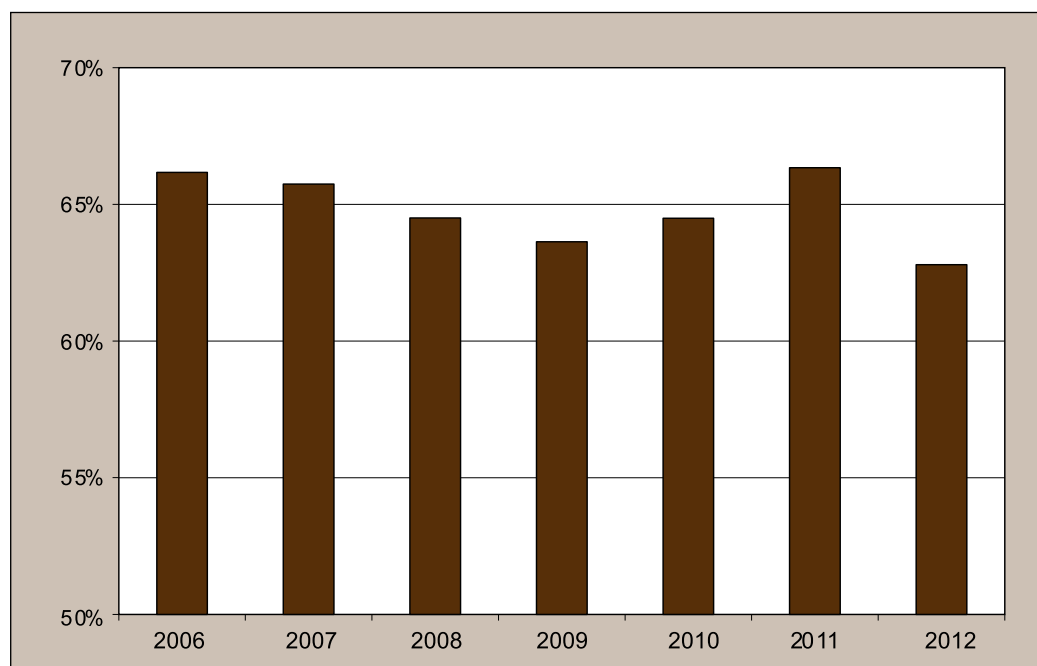
Poursuivant la tendance baissière enregistrée ces deux dernières années, le taux brut de dégradation du portefeuille ressort en léger recul de 0,7 point de pourcentage pour s'établir à 15,6%. Il résulte d'une évolution contrastée, combinant une amélioration au niveau des établissements de crédit du Burkina, de la Côte d'Ivoire et du Niger, une quasi-stabilité au Sénégal, et une détérioration en Guinée-Bissau, au Mali, au Bénin et au Togo. Le taux de provisionnement connaît un recul de 3,5 points de pourcentage, pour se situer à 62,8% en 2012 contre 66,3% en 2011. La baisse du taux de provisionnement des créances en souffrance est due

au volume des impayés ou immobilisés qui s'est accru de 23,7% pour se fixer à 340 Mds. Ces accroissements s'observent principalement au Mali, au Bénin et en Guinée-Bissau avec des contributions respectives de 51,1%, 39,1% et 18,2%, toutefois atténuées par les baisses localisées en Côte d'Ivoire (-24,7%) et au Sénégal (-1,8%). Le taux net de dégradation a légèrement progressé de 0,3 point de pourcentage en passant de 6,1% en 2011 à 6,4% en 2012.

GRAPHIQUE N° 6

TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE

(2012 : données provisoires)



Les titres de placement se sont accrus de 20,2% pour atteindre 2.701 Mds, contre une hausse de 17,5% en 2011. Ils sont détenus à hauteur de 64,3% par les établissements de grande taille, de 27,8% par les banques de taille moyenne et de 8,0% par les banques de petite taille. Ces actifs, constitués essentiellement de bons et obligations émis par les Etats de l'Union, sont principalement acquis par les établissements de crédit de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Bénin et du Burkina à hauteur respectivement de 23,7%, 19,7%, 17,7% et 17,1%.

Les titres de placement augmentent de 20,2% pour atteindre 2.701 Mds.

Les immobilisations financières progressent de 11,7% pour s'établir à 586 Mds, principalement détenus par les banques en activité en Côte d'Ivoire (28,4%) et au Bénin (24,0%). Les autres immobilisations affichent un accroissement de 6,0% pour se fixer à 648 Mds.

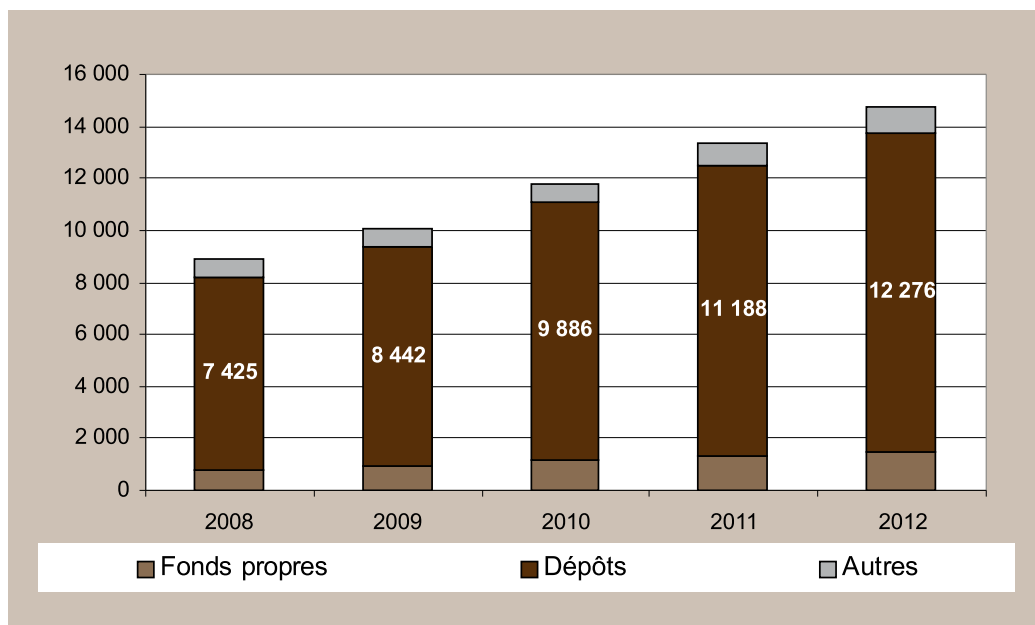
TABLEAU N° 9
UTILISATIONS DE CREDIT DECLAREES A LA CENTRALE DES RISQUES¹

Secteurs d'activité	Décembre 2009	Décembre 2010	Décembre 2011	Décembre 2012
Agriculture, sylviculture et pêche	3%	2%	3%	3%
Industries extractives	1%	2%	2%	2%
Industries manufacturières	18%	19%	19%	18%
Electricité, gaz, eau	3%	3%	3%	3%
Bâtiments, travaux publics	5%	6%	7%	7%
Commerces, restaurants, hôtels	33%	32%	33%	35%
Transports, entrepôts et communications	13%	14%	11%	10%
Assurances, immobilier, services aux entreprises	6%	5%	6%	6%
Services divers	17%	17%	16%	17%
TOTAL	100%	100%	100%	100%

Source : BCEAO

2.2 RESSOURCES

GRAPHIQUE N° 7 :
EVOLUTION DES RESSOURCES (en Mds de FCFA)
 (2012 : données provisoires)



Les ressources ont atteint 14.738 Mds à fin décembre 2012, dont notamment 12.276 Mds de dépôts et emprunts...

Les ressources des établissements de crédit de l'Union ont progressé en moyenne annuelle de 13,5% pour atteindre 14.738 Mds à fin 2012, du fait essentiellement des banques de grande taille (64,3%).

En hausse de 9,7% en glissement annuel, les dépôts et emprunts ressortent à 12.276 Mds, majoritairement mobilisés par les grandes banques (65,2%) et dans une moindre mesure par les établissements de moyenne (23,7%) et petite tailles (11,1%). Ils sont constitués de ressources à vue et à terme, à parts quasiment égales. Les dépôts à vue sont néanmoins prépondérants dans les grandes banques (64,2%).

A la faveur notamment de la poursuite de la recapitalisation des banques et établissements financiers et d'opérations de restructuration financière, les fonds propres nets s'élèvent à 1.478 Mds contre 1.298 Mds à fin décembre 2011, soit un accroissement de 13,9% porté à 59,3% par les établissements de grande taille. Cette évolution s'observe au niveau de tous les pays de l'Union, et permet aux fonds propres d'assurer la couverture des emplois bruts à hauteur de 10,5%, soit une situation inchangée par rapport à 2011.

.....
*... et 1.478 Mds de fonds propres
 nets*

Les ressources diverses, qui regroupent essentiellement les dettes rattachées, les versements restant à effectuer sur titres et immobilisations financières, les comptes d'ordre et divers ainsi que les provisions pour risques et charges, ont progressé de 12,7% de 2011 à 2012, pour s'établir à 984 Mds.

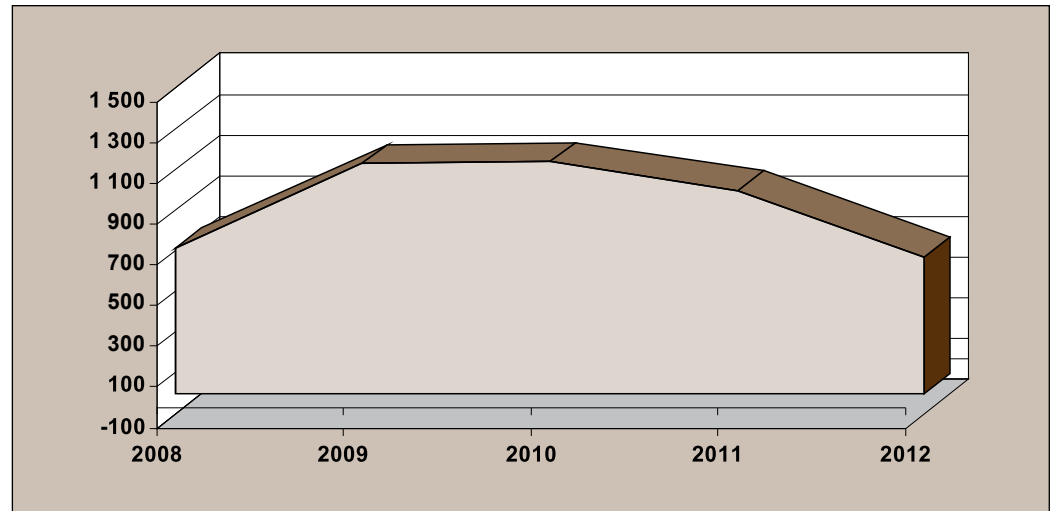
2.3 TRESORERIE

La trésorerie dégagée par le système bancaire ressort excédentaire de 671 Mds, en diminution de 32,5% par rapport à 2011 (993 Mds). Outre l'aggravation du déficit localisé au Bénin (40,9 Mds), cette évolution est imputable aux diminutions des excédents observées dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Niger (47,0 Mds). La trésorerie est constituée d'avoirs en caisse à hauteur de 69,6%, le reliquat étant détenu en compte auprès de l'Institut d'émission ou chez des correspondants bancaires.

.....
*L'excédent net de trésorerie se situe
 à 671 Mds, soit une diminution de
 32,5%.*

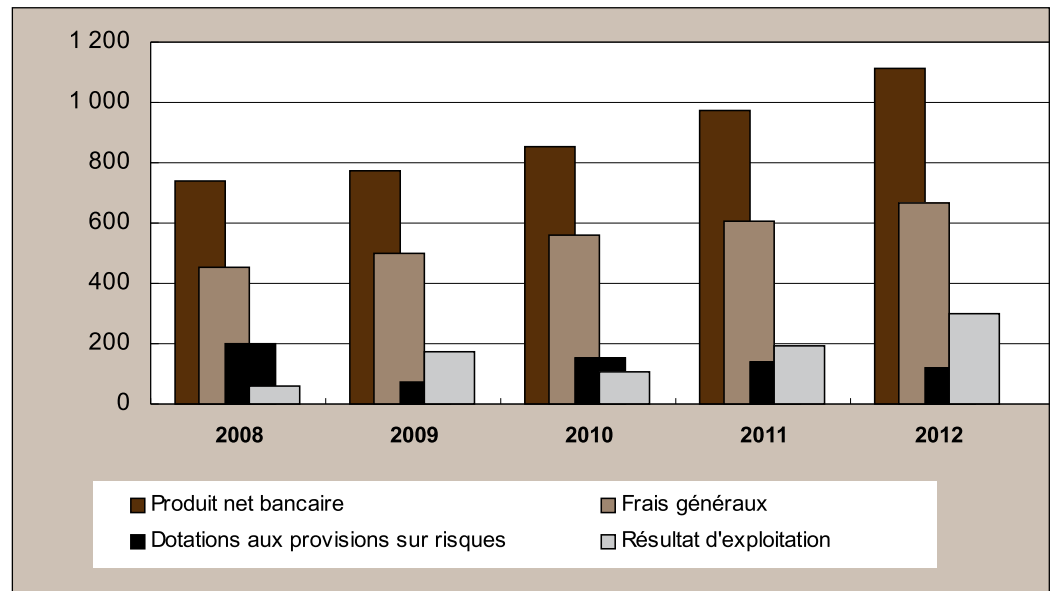
La position extérieure nette s'est consolidée, en passant de 203 Mds en 2011 à 354 Mds en 2012, sous l'effet notamment de l'augmentation des avoirs nets auprès des correspondants des établissements de crédit de la quasi-totalité des pays de l'Union (+262 Mds), à l'exception du Sénégal (-4,4 Mds) et de la Côte d'Ivoire (-948 M).

GRAPHIQUE N° 8
EVOLUTION DE LA TRESORERIE (en Mds de FCFA)
 (2012 : données provisoires)



2.4 RESULTAT

GRAPHIQUE N° 9
FORMATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION (en Mds de FCFA)
 (2012 : données provisoires)



Le produit net bancaire s'est accru de 14,2% en 2012 contre 13,7% en 2011.

En ligne avec les performances de l'exercice précédent, le Produit Net Bancaire (PNB) affiche une progression de 14,2% à l'échelle de l'Union après une hausse de 13,7% en 2011, pour ressortir à 1.112 Mds. Bien qu'atténuée par une augmentation de 19,7% des charges bancaires, soit 93,6 Mds en valeur absolue, cette évolution est principalement induite par une hausse de 16,0% des produits bancaires, représentant 232,2 Mds en valeur absolue.

La part des établissements de grande taille reste prépondérante à 62,6% contre 60,8% en 2011, au détriment de celle des établissements de petite taille qui passe de 15,6% à 13,5%. Celle des banques de taille moyenne reste quasiment stable à 23,9%, contre 23,6% pour l'exercice précédent.

La part des établissements de crédit de grande taille représente 62,6% du PNB.

Les opérations de trésorerie ressortent déficitaires de 45,5 Mds contre 29,5 Mds en 2011, soit une détérioration de 54,3%, en liaison notamment avec une augmentation de 32,1% des charges correspondantes, partiellement couverte par un accroissement de 11,5% des produits.

Le produit net des opérations avec la clientèle, y compris le crédit-bail, enregistre une hausse de 16,4% contre 10,5% en 2011, pour ressortir à 833 Mds, soit 74,9% du produit net bancaire contre 96,1% un an plus tôt, traduisant la diversification de la composition du PNB. Pour sa part, la moyenne des taux de base bancaire augmente de 0,44 point et atteint 7,47% à fin décembre 2012.

La marge sur les opérations avec la clientèle ressort à 7,3%, une situation inchangée par rapport à l'année 2011, en liaison avec le taux de rendement moyen des crédits de 9,8%, en accroissement de 0,1 point de pourcentage et un coût des comptes créditeurs de 2,2%, stable par rapport à fin 2011.

La marge sur les opérations avec la clientèle ressort à 7,3% en 2012, une situation inchangée par rapport à 2011.

La contribution des opérations de change à la formation du PNB est de 7,8% avec un excédent de 87 Mds, en hausse de 2,1% par rapport à l'année précédente.

Le produit global d'exploitation affiche une progression de 14,9% pour ressortir à 1.174 Mds, sous l'effet notamment de l'accroissement du PNB et, dans une moindre mesure, des produits accessoires nets évalués à 63 Mds (+28,9%).

Le résultat brut d'exploitation augmente de 24,7% pour ressortir à 414 Mds en liaison avec l'amélioration continue du coefficient net d'exploitation de 71% à 68,5%, malgré la hausse de 98 unités du nombre d'agences. En liaison avec la densification des réseaux bancaires et de l'augmentation subséquente de l'activité, les frais généraux restent relativement contenus, avec une progression de 10,6%.

Le résultat d'exploitation progresse de 52,4% en glissement annuel pour atteindre 299 Mds, reflétant la hausse des indicateurs précédents, mais aussi le repli de 14,6% des provisions nettes sur risques qui s'établissent à 118 Mds.

Le résultat d'exploitation a progressé de 52,4% pour atteindre 299 Mds.

Quant à l'effort net de provisionnement, il fléchit de 13 points de pourcentage pour se fixer à 28,3%.

Le résultat net provisoire affiche une croissance de 53,6% à 210 Mds, contre 137 Mds à titre définitif pour l'exercice 2011. Il est excédentaire dans tous les pays de l'Union, tiré essentiellement par les établissements de crédit de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Burkina, qui y contribuent à hauteur de 24,0%, 22,7% et 20,6% respectivement. Au niveau de l'Union, les bénéfices des banques de grande taille représentent 74,6% du total contre 33,3% pour celles de taille moyenne, compensant ensemble

Le bénéfice net provisoire est évalué à 210 Mds contre 137 Mds à titre définitif en 2011.

l'exploitation globalement déficitaire des établissements de petite taille de 16,6 Mds, soit une contribution de -7,9%.

Poursuivant la tendance positive de l'exercice précédent, le taux de marge nette s'est amélioré de 4,8 points de pourcentage pour s'établir à 18,9% contre 14,1% en 2011.

Le coefficient de rentabilité des fonds propres progresse à 12,4% en 2012.

Le coefficient de rentabilité des fonds propres progresse également pour atteindre 12,4%, contre 9,2% l'année précédente.

GRAPHIQUE N° 10 :
EVOLUTION DU TAUX DE MARGE
 (2012 : données provisoires)

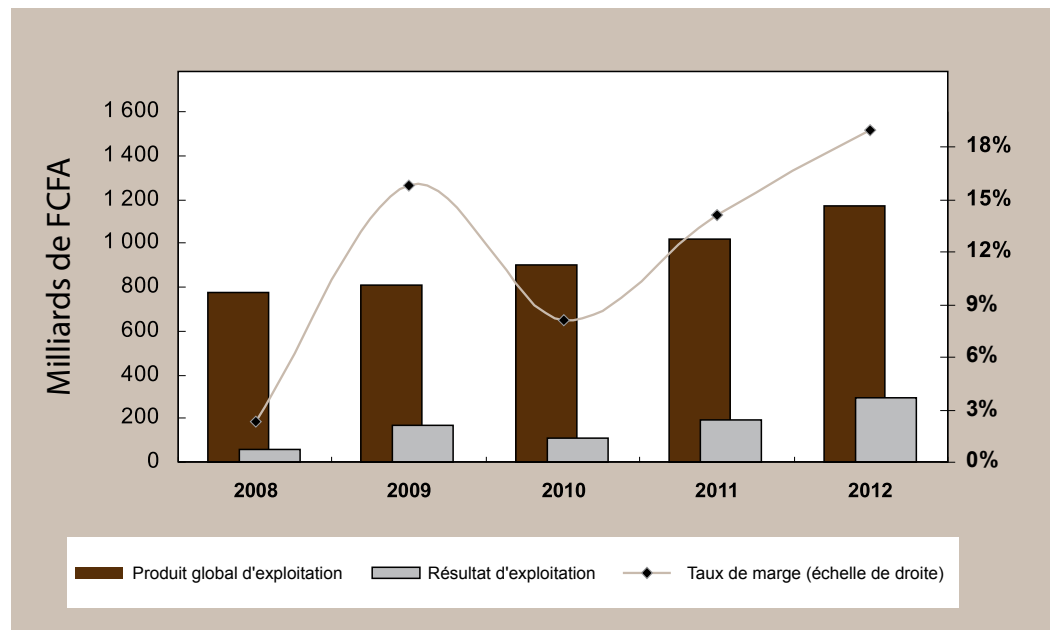


TABLEAU N°10 UMOA : SITUATION RESUMEE

RUBRIQUES	31/12/2011	31/12/2012	(Montants en M. FCFA)	
			VARIATIONS	
			2011-2012	
			Montants	%
EMPLOIS / RESSOURCES				
EMPLOIS NETS (1+2)	12 365 919	14 067 596	1 701 677	13,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	8 475 356	9 538 960	1 063 604	12,5%
a) Crédits à court terme	4 709 830	5 138 534	428 704	9,1%
b) Crédits à moyen terme	2 880 791	3 341 116	460 325	16,0%
c) Crédits à long terme	300 865	354 263	53 398	17,7%
d) Opérations de crédit-bail	63 413	90 746	27 333	43,1%
e) Crédits en souffrance	520 457	614 301	93 844	18,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	3 890 563	4 528 636	638 073	16,4%
a) Titres de placement	2 246 115	2 700 916	454 801	20,2%
b) Immobilisations financières	524 817	586 030	61 213	11,7%
c) Autres immobilisations	611 794	648 216	36 422	6,0%
d) Divers	507 837	593 474	85 637	16,9%
RESSOURCES (1+2+3)	13 358 889	14 738 140	1 379 251	10,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	11 187 818	12 276 303	1 088 485	9,7%
a) A vue	5 785 376	6 339 251	553 875	9,6%
b) A terme	5 402 442	5 937 052	534 610	9,9%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	1 297 579	1 477 825	180 246	13,9%
a) Capital, dotations & réserves	1 128 270	1 285 176	156 906	13,9%
b) Autres	169 309	192 649	23 340	13,8%
3. AUTRES RESSOURCES	873 492	984 012	110 520	12,7%
TRESORERIE : RESSOURCES - EMPLOIS	992 970	670 544	-322 426	-32,5%
EVOLUTION DES RESULTATS				
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	-29 456	-45 457	-16 001	54,3%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	707 418	817 876	110 458	15,6%
OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	144 945	176 617	31 672	21,9%
CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES	8 132	15 020	6 888	84,7%
OPERATIONS DIVERSES	275 011	289 821	14 810	5,4%
1. PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER	1 106 050	1 253 877	147 827	13,4%
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	48 516	62 525	14 009	28,9%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	1 021 678	1 174 279	152 601	14,9%
FRAIS GENERAUX	-604 273	-668 129	-63 856	10,6%
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	-85 672	-92 393	-6 721	7,8%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	331 733	413 757	82 024	24,7%
PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	-137 908	-117 723	20 185	-14,6%
REINTEGRAT° INTERETS S/ CREANCES EN SOUFFRANCE	2 173	2 638	465	21,4%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	195 998	298 672	102 674	52,4%
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-8 829	-19 334	-10 505	119,0%
RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-5 017	-12 914	-7 897	157,4%
IMPÔT SUR LE BENEFICE	-45 305	-56 261	-10 956	24,2%
5. RESULTAT	136 847	210 163	73 316	53,6%
RATIOS CARACTERISTIQUES				
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	6,1%	6,4%	0,3	
<i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>				
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE	66,3%	62,8%	-3,5	
<i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>				
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES DOUTEUX & LITIGIEUX	80,0%	78,3%	-1,7	
<i>Provisions constituées / Créances douteuses et litigieuses brutes</i>				
MARGE GLOBALE	7,3%	7,3%	0,1	
<i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>				
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION	71,0%	68,5%	-2,5	
<i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>				
TAUX DE MARGE NETTE	14,1%	18,9%	4,8	
<i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>				
COEFFICIENT DE RENTABILITE	9,2%	12,4%	3,1	
<i>Résultat net / Fonds propres</i>				
(*) Données provisoires				

III - LA SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

1. FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION BANCAIRE ET DE SON SECRETARIAT GENERAL

1.1. RÔLE ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE

La Commission Bancaire assure la surveillance des établissements de crédit et de microfinance de l'Union.

La Commission Bancaire de l'UMOA est chargée de la surveillance des établissements de crédit sur le territoire des huit Etats membres de l'Union, en vue de préserver un fonctionnement harmonieux du système bancaire. Elle contribue également à la surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD). Depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} avril 2010 des textes de la Réforme Institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO, les pouvoirs de la Commission lui sont désormais conférés par la Convention du 6 avril 2007 et par une nouvelle loi uniforme portant réglementation bancaire, adoptée dans les Etats membres.

Présidée par le Gouverneur de la BCEAO, la Commission Bancaire de l'UMOA comprend deux (2) collèges dont l'un est composé d'un représentant désigné par chaque Etat participant à la gestion de la Banque Centrale et l'autre, de membres nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA, en raison de leur compétence, pour une période de trois (3) ans renouvelable deux (2) fois par tirage au sort.

Les règles de fonctionnement de la Commission Bancaire, autres que celles définies à l'annexe de la convention du 6 avril 2007 sont régies par un règlement intérieur et un code de déontologie.

Les membres de la Commission Bancaire ne peuvent exercer aucune fonction rémunérée ou non dans un établissement de crédit, ni recevoir aucune rémunération directe ou indirecte, d'une banque ou d'un établissement financier. Ils sont tenus au secret professionnel, de même que les personnes qui concourent à son fonctionnement, et ne peuvent faire l'objet d'aucune poursuite civile ou pénale pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

Elle tient des sessions selon une périodicité trimestrielle dans la pratique.

La Commission Bancaire se réunit en session quatre (4) fois par an à l'initiative de son Président ou à la demande du tiers de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

Le cadre juridique définit clairement les prérogatives de la Commission Bancaire, ainsi que les responsabilités :

- du Conseil des Ministres de l'Union, qui fixe le cadre légal et réglementaire applicable à l'activité de crédit ;

- de la Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest, Institut d’émission, qui élabore notamment la réglementation prudentielle et comptable et exerce également, pour son propre compte, une mission de surveillance du système bancaire ;
- des Autorités nationales, principalement le Ministre chargé des Finances de chaque Etat, qui est compétent en matière de prise de décisions, après avis simple ou conforme de la Commission Bancaire.

Ainsi, outre les lois et règlements de portée générale applicables aux sociétés commerciales ou régissant les relations commerciales, les principaux textes ci-après réglementent l’activité des établissements de crédit et fondent l’action de la Commission Bancaire :

La Commission fonde son action sur les textes réglementaires en vigueur.

- le Traité de l’UMOA du 20 janvier 2007 ;
- la Convention du 6 avril 2007 régissant la Commission Bancaire ;
- la loi-cadre portant réglementation bancaire ;
- la loi uniforme portant réglementation des Systèmes financiers décentralisés ;
- le dispositif prudentiel, qui fixe notamment les exigences en matière d’adéquation des fonds propres, en rapport avec les risques portés par les établissements de crédit. Ce dispositif s’inspire notamment des règles ressortant de l’Accord de capital de Bâle de 1988 ;
- les instructions relatives aux règles prudentielles applicables aux Systèmes financiers décentralisés ;
- le Plan Comptable Bancaire de l’UMOA (PCB), qui revêt un caractère uniforme et obligatoire ;
- le règlement communautaire sur les relations financières extérieures ;
- la loi-cadre portant définition et répression de l’usure ;
- la loi uniforme sur les instruments de paiement ;
- le règlement communautaire relatif aux systèmes de paiement ;
- la loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux ;
- la loi uniforme relative à la lutte contre le financement du terrorisme ;
- les instructions, circulaires et avis pris en application des textes de base.

Les attributions de la Commission Bancaire recouvrent les compétences suivantes :

- émission d’avis conformes pour l’agrément et le retrait d’agrément des établissements de crédit ;

- contrôle des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés et droit de requérir de ces derniers toutes informations utiles ;
- prise de mesures administratives (mise en garde, injonction) ;
- prise de sanctions disciplinaires (avertissement, blâme, suspension ou interdiction de tout ou partie des opérations, toutes autres limitations dans l'exercice de la profession, suspension ou démission d'office des dirigeants responsables, retrait d'agrément) et pécuniaires à l'encontre des établissements assujettis ;
- prononcé de la décision de mise sous administration provisoire ou celle de mise en liquidation ;
- approbation et retrait de la désignation des commissaires aux comptes des établissements de crédit ;
- émission d'avis, simple ou conforme, pour l'application de certaines dispositions prévues par la réglementation, notamment les cessions ou prises de participation au-delà de certains seuils caractéristiques, les changements de dénomination, etc ;
- élaboration de circulaires tendant à préciser les modalités d'application des textes de base de la profession.

Les décisions de la Commission Bancaire sont exécutoires dès leur notification aux intéressés. Elles ne peuvent être frappées de recours que devant le Conseil des Ministres de l'Union.

1.2. ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire est assuré par la Banque Centrale.

La Commission Bancaire dispose d'un Secrétariat Général, assuré par la Banque Centrale, qui met à sa disposition les ressources humaines, matérielles et financières pour conduire les tâches relatives à l'agrément et à la surveillance permanente des établissements en activité dans l'Union. La surveillance bancaire profite également de nombreuses synergies avec les activités des autres Structures de la Banque Centrale que sont les Directions Nationales et les Directions des Services Centraux du Siège.

Au terme de l'exercice 2012, l'effectif du Secrétariat Général ressortait à cent sept (107) agents, contre quatre vingt-sept (87) à fin décembre 2011. Le personnel était composé, outre le Secrétaire Général et son Adjoint, de deux (2) Directeurs, de soixante neuf (69) agents cadres et de trente-quatre (34) agents relevant du corps du personnel administratif et technique.

Au cours de la période sous revue, le Secrétariat Général a bénéficié d'un renforcement de son effectif à hauteur de vingt (20) agents d'encadrement, dont dix-neuf (19) dédiés à l'activité de supervision bancaire.

La nouvelle organisation du Secrétariat Général, en vigueur depuis le 4 janvier 2012, est articulée autour des Structures suivantes : le Contrôle des Opérations (CO),

la Direction des Affaires Juridiques (DAJ), la Direction des Etudes et des Relations Extérieures (DERE), la Direction de l'Inspection des Etablissements de Crédit et de Microfinance (DIECM), la Direction de l'Administration (DA) et la Direction de la Comptabilité, du Budget et de l'Informatique (DCBI).

Trois (3) Directions se partagent les activités relatives à la supervision bancaire. La DIECM a en charge la mise en œuvre de l'ensemble des contrôles de la situation individuelle des établissements de crédit et de microfinance agréés. Organisée en cabinet, ses attributions couvrent les deux aspects du contrôle (sur pièces et sur place) consacrant la synergie de ces métiers au sein d'une même direction.

La Direction des Etudes et des Relations Extérieures (DERE), composée du Service des Etudes et de la Réglementation (SER) et du Service des Relations Extérieures (SRE), a notamment en charge les études sur l'évolution du système bancaire de l'Union, des dossiers de demande d'agrément, d'autorisation préalable et d'installation, le suivi des holdings et des groupes financiers ainsi que les échanges avec les autres instances et Autorités de contrôle ou de surveillance du secteur financier.

La Direction des Affaires Juridiques (DAJ) également organisée en cabinet a notamment en charge la préparation et le suivi de la mise en œuvre des décisions de la Commission Bancaire.

Les activités de soutien sont assurées par la Direction de l'Administration (DA) et la Direction de la Comptabilité, du Budget et de l'Informatique (DCBI).

1.2.1. Le contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces recouvre les activités de suivi individuel des établissements de crédit et de microfinance (tenue des dossiers individuels, contrôle et analyse des situations comptables, contrôle du respect de la réglementation prudentielle, suivi de la situation financière, notation, etc.).

.....
Le contrôle sur pièces se base sur l'analyse des états de reporting et d'autres sources d'informations.

Le contrôle sur pièces s'appuie sur l'analyse des états prudentiels, ainsi que des données comptables et financières remises sur support magnétique, aux Directions Nationales de la BCEAO par les établissements assujettis, conformément aux prescriptions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB).

Les contrôleurs exploitent également les rapports de vérification sur place des établissements de crédit, les rapports d'audits externes, les rapports périodiques produits au titre du contrôle interne et de la révision du portefeuille, de la lutte contre le blanchiment de capitaux, du suivi de la surveillance rapprochée décidée, le cas échéant, par la Commission Bancaire ou de l'administration provisoire.

Ils utilisent en outre les informations pertinentes recueillies auprès des établissements assujettis ou d'autres sources telles que les commissaires aux comptes, la BCEAO, les services officiels chargés des questions économiques et financières, les Associations Professionnelles de Banques et Etablissements Financiers (APBEF) et les autres Autorités de contrôle.

Le contrôle sur pièces des établissements de crédit est renforcé par le suivi des holdings. A cet égard, un canevas a été communiqué aux entités concernées, afin qu'elles communiquent à la Commission Bancaire, au plus tard deux mois après la fin de chaque trimestre, un rapport d'activités. Ce rapport doit consigner les faits marquants de la période, en termes de gouvernance et de gestion des risques ainsi que les tendances qui se dégageraient pour l'activité, la rentabilité et la solvabilité du groupe dans son ensemble.

Le Secrétariat Général veille à la formalisation des décisions de la Commission Bancaire et au respect, par les établissements de crédit, des dispositions administratives de la loi bancaire, notamment la condition de nationalité des dirigeants et l'approbation de la désignation des commissaires aux comptes.

Les données collectées permettent, après traitement et analyse, de porter un jugement d'ensemble sur l'évolution de la situation individuelle des banques et établissements financiers. En outre, elles constituent une base pour la réalisation d'études générales ou spécifiques sur l'évolution globale du système bancaire dans l'UMOA.

Les résultats de ces travaux permettent d'actualiser les dossiers individuels des établissements, présentés à la Commission Bancaire pour décision, avis ou information, selon le cas.

Enfin, le contrôle sur pièces est susceptible de mettre également en évidence des signes de difficultés d'un établissement en termes de liquidité et/ou de solvabilité ou encore, d'accroissement non maîtrisé de ses risques, qui justifieraient la prise de décision appropriée. Dans ce cadre, il joue un rôle d'alerte et de prévention et oriente le contrôle sur place, en lui permettant de mieux cibler ses objectifs.

1.2.2. Le contrôle sur place

Le contrôle sur place s'appuie sur un programme annuel de vérification des établissements de crédit et de microfinance agréés.

Le contrôle sur place est assuré sur la base d'un programme annuel approuvé par le Président de la Commission Bancaire, tenant compte de la nécessité de procéder à des évaluations régulières au sein de chaque établissement de crédit et de microfinance. Ce programme est adapté en cours d'année, en fonction de préoccupations particulières ou des risques relevés par le contrôle sur pièces, la Commission Bancaire ou son Président.

Les contrôles sur place permettent de compléter les contrôles sur pièces en s'appuyant sur des investigations ciblées. Outre leur vocation principale d'identifier et d'évaluer les risques encourus par les établissements, ils permettent également d'apprécier la sincérité des informations financières et comptables communiquées aux Autorités de contrôle, le respect de la réglementation, notamment prudentielle, la qualité de la gestion et les perspectives des établissements de crédit. Ils permettent aussi d'évaluer le gouvernement d'entreprise, la mise en œuvre du Plan Comptable Bancaire, l'efficacité des contrôles interne et externe, les choix stratégiques, le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le

financement du terrorisme, la mise en œuvre des systèmes et moyens de paiement, l'utilisation d'un système d'information adapté, l'efficacité de la gestion des risques, ainsi que la mise en œuvre des recommandations de la Commission Bancaire. Les contrôles sur place peuvent s'étendre aux sociétés apparentées, notamment aux maisons mères et aux filiales des établissements assujettis. Ils peuvent avoir un caractère global, ponctuel ou thématique.

"Les contrôles sur place peuvent être étendus aux filiales des établissements de crédit, aux personnes morales qui en ont la direction de droit ou de fait, ainsi qu'aux filiales de celles-ci" (Article 17 de l'annexe à la convention régissant la Commission Bancaire)

Les vérifications globales visent à appréhender l'ensemble des domaines d'activités et de gestion d'un établissement.

Les vérifications ponctuelles ou ciblées, quant à elles, couvrent un champ plus limité et portent sur un risque particulier, sur l'appréciation d'un aspect spécifique de la gestion ou de la situation d'un établissement ou d'un groupe d'établissements. Elles permettent également de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire.

Au cours de l'année 2012, vingt-trois (23) vérifications ont été effectuées, dont quatre (4) auprès d'institutions de microfinance et sept (7) pour évaluer l'impact de la crise survenue au nord du Mali sur le système bancaire local.

23 vérifications sur place ont été effectuées en 2012 dont 7 consacrées à l'évaluation de l'impact de la crise survenue au nord du Mali sur le système bancaire local.

Ces contrôles ont abouti à l'élaboration de rapports et de lettres de suite, présentant les principales conclusions des vérifications et qui invitent les établissements de crédit concernés à prendre les mesures correctives requises.

Les conclusions des vérifications sont portées à la connaissance du Président de la Commission Bancaire, du Président du Conseil d'Administration de l'établissement contrôlé ainsi que du Ministre chargé des Finances du pays d'implantation.

Les vérifications effectuées au cours de l'exercice 2012 ont permis de relever les domaines dans lesquels les établissements de crédit et de microfinance doivent accroître leurs efforts notamment à travers :

- une formalisation accrue des systèmes administratif, informatique et comptable par la mise en œuvre et à jour de procédures validées ;
- la clarification des attributions des structures, comités et organes en vue d'améliorer la gouvernance ;
- ainsi que la mise en œuvre efficiente des recommandations formulées par les audits et la Commission Bancaire.

1.2.3. Autres activités

Dans le cadre de la préparation des 4^{ème} et 5^{ème} sessions du Comité de Stabilité Financière de l'UMOA (CSF-UMOA), le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a participé aux travaux du Groupe d'Experts. Ces travaux ont notamment porté sur la cartographie des risques du système financier, la réglementation et les

modalités de supervision des groupes financiers, la charte relative à la coopération en matière de surveillance des groupes financiers, les indicateurs macroprudentiels, les modalités d'encadrement des plateformes boursières ainsi que les modalités de surveillance des organismes de garantie.

Au titre du dialogue avec la profession bancaire et les partenaires, le Secrétariat Général a accordé trente sept (37) audiences à des représentants d'établissements de crédit (23), des holdings (6) et d'autres Institutions financières internationales et sous-régionales (8). Les préoccupations de l'Autorité de contrôle relatives à la situation des établissements ou des groupes bancaires ont été abordées, ainsi que ses attentes en termes de conformité aux réglementations en vigueur.

Le Secrétariat Général a également participé à plusieurs rencontres régionales et internationales dans le cadre de la dynamisation des actions visant le renforcement de la supervision bancaire, de la stabilité du système financier ainsi que de la coopération.

2. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Le dispositif prudentiel, arrêté par le Conseil des Ministres de l'Union en juin 1999 et entré en vigueur le 1^{er} janvier 2000, vise principalement deux objectifs :

- renforcer la solvabilité et la stabilité du système bancaire ;
- assurer une protection accrue des déposants, dans un contexte de libéralisation des activités monétaires, bancaires et financières.

Les règles ainsi édictées, mises en harmonie avec les définitions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, prennent également en compte les prescriptions du Comité de Bâle, sur l'appréciation des risques et des engagements du système bancaire, au titre de l'Accord de capital de 1988.

Sur la base des données provisoires reçues des établissements de crédit pour le compte de l'exercice clos à fin décembre 2012, la situation prudentielle de cent cinq (105) banques et treize (13) établissements financiers à caractère bancaire en activité se présente comme suit.

2.1. SITUATION PRUDENTIELLE DES BANQUES

2.1.1. Normes de solvabilité

Trois (3) principales normes sont utilisées pour apprécier la solvabilité des banques de l'Union : la représentation du capital minimum, les règles de couverture des risques et de limitation des immobilisations et participations, en liaison avec le niveau des fonds propres réglementaires de chaque établissement.

a) Représentation du capital minimum

Cette norme exige des établissements de crédit de l'Union, qu'ils détiennent à tout moment des fonds propres de base (FPB) au moins égaux au capital minimum légal de 5.000 Mds ou au montant fixé dans la décision d'agrément.

Au 31 décembre 2012, quatre-vingt-une (81) banques, représentant 94,7% des dépôts, respectaient cette règle. Elles représentent 77,1% de banques en activité et 95,5% des risques pondérés.

TABLEAU N° 11 :
REPARTITION DES BANQUES DE L'UNION PAR NIVEAU DES FPB

TRANCHES	NOMBRE DE BANQUES	RISQUES PONDERES	DEPOTS
<5.000	24	4,5%	5,2%
>=5.000 et <10.000	36	17,4%	16,5%
>=10.000	45	78,1%	78,3%
TOTAL	105	100%	100%

b) Couverture des risques

Suivant la même tendance que les exercices précédents, quatre-vingt-deux (82) banques sur cent cinq (105) contre quatre-vingt (80) banques sur quatre-vingt-dix-huit (98) en 2011, satisfont à la norme de couverture des risques par les fonds propres effectifs, fixée à un seuil de 8%. Elles représentent 78,1% des banques en activité et concentrent 87,5% des dépôts collectés par le système bancaire.

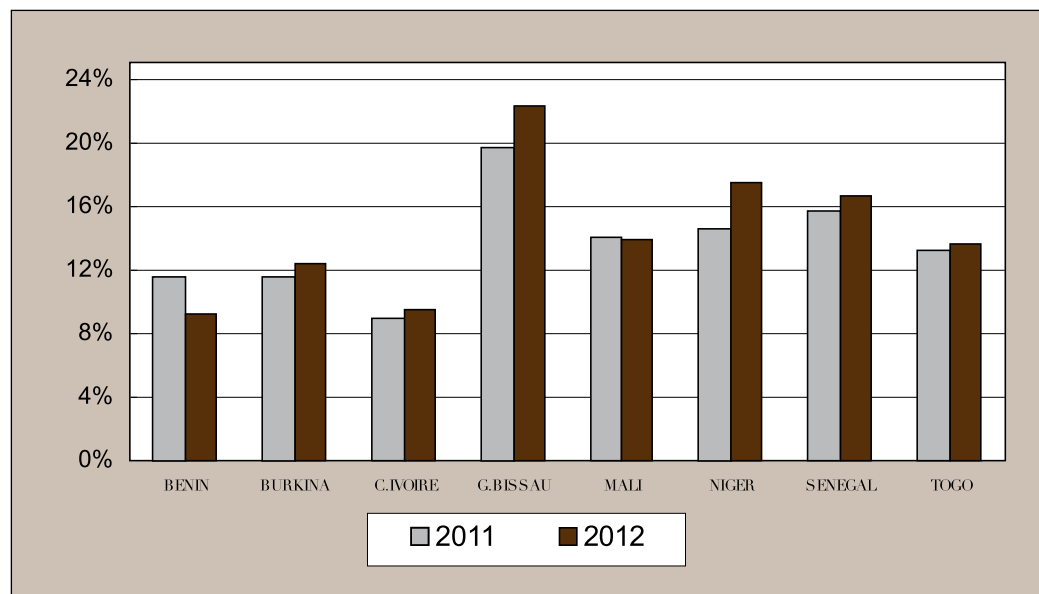
Le ratio de solvabilité moyen des banques de l'Union ressort à 12,8% contre 12,6% en 2011.

Le ratio de solvabilité des banques ressort à 12,8% en moyenne.

TABLEAU N° 12
REPARTITION DU RATIO DE COUVERTURE DES RISQUES DES BANQUES DE L'UNION

TRANCHES	NOMBRE DE BANQUES	RISQUES PONDERES	DEPOTS
<8%	23	10,7%	12,5%
>=8% et <16%	43	68,7%	64,0%
>=16%	39	20,6%	23,5%
TOTAL	105	100%	100%

GRAPHIQUE N° 11 :
RATIO MOYEN DE SOLVABILITE PAR PAYS



c) Limitation des immobilisations et participations

Cette norme vise notamment à s'assurer que les banques financent leurs actifs immobilisés sur des ressources propres.

Quatre-vingt-six (86) banques représentant 88,2% des dépôts étaient en règle vis-à-vis de la norme limitant leurs immobilisations et participations au niveau de leurs fonds propres effectifs.

2.1.2. Autres normes prudentielles

Les autres normes prudentielles portent principalement sur le plafonnement des risques individuels, la limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel, la couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables, la liquidité et la structure du portefeuille.

a) Limitation des engagements sur une même signature

Les établissements de crédit doivent limiter, à hauteur de 75% de leurs fonds propres effectifs, les risques sur un même bénéficiaire ou une même signature. A ce titre, soixante-seize (76) banques représentant 75,8% des dépôts respectent cette norme, contre soixante et une (61) représentant 71,0% en 2011.

b) Limitation du volume global des risques individuels

Le dispositif prudentiel fait obligation aux banques et établissements financiers de limiter, à huit fois leurs fonds propres effectifs, le total des risques pris sur l'ensemble des bénéficiaires atteignant individuellement 25% desdits fonds propres. Quarante-vingt-cinq (85) banques sur cent cinq (105), contre quatre-vingt-trois (83) banques en 2011, respectent ce ratio. Ces établissements concentrent 94,3% des dépôts.

c) Limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel

Quatre vingt et une (81) banques correspondant à 84,4% des dépôts, contre soixante-quinze (75) en 2011, respectent la norme qui limite le cumul des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel, à 20% de leurs fonds propres effectifs.

d) Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables

Cette norme, en imposant la couverture, à hauteur de 75% au moins, des emplois immobilisés ou d'une durée résiduelle supérieure à deux ans, par des ressources stables, vise à prévenir une transformation excessive des ressources à court terme des banques en emplois à moyen ou long termes. Elle contribue à assurer l'équilibre de la structure financière des établissements de crédit.

A fin décembre 2012, soixante-deux (62) banques en activité se conforment à cette exigence. Elles représentent 59,0% des banques en activité, 66,3% des risques pondérés et 64,9% des dépôts.

e) Coefficient de liquidité

Destinée à prévenir les risques d'illiquidité à très court terme du système bancaire, cette norme requiert des banques des disponibilités suffisantes ou des emplois dont la durée résiduelle n'excède pas trois mois pour couvrir, à concurrence d'au moins 75%, leurs exigibilités de même maturité. A la fin de l'exercice 2012, soixante-treize (73) banques concentrant 75,8% des dépôts satisfont à cette exigence, contre soixante neuf (69) banques un an plus tôt.

f) Ratio de structure du portefeuille(*)

Ce ratio s'appuie sur le dispositif des accords de classement de la Banque Centrale, l'objectif final étant d'inciter les banques à détenir des actifs sains pouvant servir de support aux refinancements de la Banque

**Ratio supprimé par le Conseil des Ministres le 14 décembre 2012*

Centrale et de mettre à leur disposition un outil de suivi qualitatif de leur portefeuille de crédit. Ainsi, les établissements de crédit sont tenus de respecter la règle fixant un rapport minimal de 60% entre les encours sains de crédits bénéficiant d'accords de classement de la Banque Centrale et le volume total de leur portefeuille. A fin décembre 2012, aucune banque ne respecte ce ratio, soit une situation inchangée par rapport aux exercices précédents. Les établissements de crédit justifient le non-respect de cette norme d'une part par les difficultés qu'ils éprouvent à disposer des états financiers de leur clientèle, et d'autre part par la situation financière peu satisfaisante de la plupart des signatures.

TABLEAU N° 13 :
RESPECT DES NORMES PRUDENTIELLES

Nombre de Banques	Normes de solvabilité			Autres normes prudentielles					
	Représentation du capital minimum	Couverture des risques	Limitation des immobilisations et participations	Limitation des engagements sur une même signature	Limitation du volume global des risques individuels	Limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables	Coefficient de liquidité	Ratio de structure de portefeuille
Bénin (12)	9	9	9	8	9	8	7	9	-
Burkina (12)	10	9	10	6	10	11	9	10	-
Côte d'Ivoire (23)	15	16	16	14	17	16	11	16	-
Guinée Bissau (4)	3	3	4	4	3	4	2	2	-
Mali (13)	12	12	10	12	12	10	10	12	-
Niger (10)	8	8	9	7	9	7	5	4	-
Sénégal (19)	16	17	18	17	17	17	14	13	-
Togo (12)	8	8	10	8	8	8	4	7	-
UMOA (105)	81	82	86	76	85	81	62	73	-

2.2. SITUATION PRUDENTIELLE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS A CARACTERE BANCAIRE

La situation des établissements financiers à caractère bancaire, au regard des dispositions prudentielles qui leur sont applicables, a connu une amélioration sensible par rapport à fin 2011.

Il ressort des états communiqués par ces établissements que :

- dix (10) sur treize (13) respectent la règle de représentation du capital minimum,

- la totalité, soit treize (13) établissements, satisfait à la plupart des autres normes, dont notamment la norme de couverture des risques par les fonds propres effectifs, la norme de limitation des immobilisations et des participations, la norme de limitation des engagements sur une même signature, la règle de limitation du volume global des risques individuels et l'exigence de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables ;
- douze (12) établissements respectent la norme de limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ;
- deux (2) établissements respectent le ratio de structure de portefeuille. Il convient de noter que :
 - le ratio de structure du portefeuille ne s'applique pas à deux (2) établissements, en raison de la nature de leur activité de cautionnement ou toute autre garantie ;
 - la limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel n'est pas applicable à deux (2) établissements spécialisés dans les opérations de garantie ;
 - aucun établissement financier n'est assujéti au coefficient de liquidité, à l'exception de la SAFCA ALIOS FINANCE.

TABLEAU N° 14 :
RESPECT DES NORMES PRUDENTIELLES

Nombre d'établissements financiers	Normes de solvabilité			Autres normes prudentielles				
	Représentation du capital minimum	Couverture des risques	Limitation des immobilisations et participations	Limitation des engagements sur une même signature	Limitation du volume global des risques individuels	Limitation des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables	Ratio de structure de portefeuille
Bénin (0)	-	-	-	-	-	-	-	-
Burkina (5)	3	5	5	5	5	5	5	2
Côte d'Ivoire (1)	1	1	1	1	1	1	1	0
Guinée Bissau (0)	-	-	-	-	-	-	-	-
Mali (2)	1	2	2	2	2	2	2	0
Niger (1)	1	1	1	1	1	1	1	0
Sénégal (2)	2	2	2	2	2	2	2	0
Togo (2)	2	2	2	2	2	1	2	0
UMOA (13)	10	13	13	13	13	12	13	2

3. ACTES ET MESURES DE L'ANNEE

Au cours de l'année 2012, la Commission Bancaire a tenu quatre (4) sessions :

- le 30 mars 2012, à Abidjan ;
- le 30 juin 2012, à Dakar ;
- le 26 septembre 2012, à Cotonou ;
- le 11 décembre 2012, à Niamey.

Au cours de ces différentes réunions, le quorum des deux tiers des membres requis par le Règlement Intérieur de la Commission Bancaire, pour la validation des délibérations, a été respecté.

Le collège des membres représentant les Etats n'a pas enregistré de modification.

Au titre du collège des membres nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA, Messieurs Amadou Sadickh DIOP et Carlos Luis PINTO, nommés le 9 juillet 2012, ont pris part aux travaux de la Commission à compter de la session du 26 septembre 2012.

3.1. MESURES ADMINISTRATIVES

Rappel de l'article 27 de l'annexe à la convention du 06 avril 2007

« Lorsque la Commission Bancaire constate qu'une banque ou un établissement financier a manqué aux règles de bonne conduite de la profession, compromis son équilibre financier ou pratiqué une gestion anormale sur le territoire d'un Etat membre ou ne remplit plus les conditions requises pour l'agrément, elle peut, après en avoir informé le Ministre chargé des Finances dudit Etat, adresser à la banque ou à l'établissement financier :

- soit une mise en garde ;
- soit une injonction à l'effet notamment de prendre, dans un délai déterminé, les mesures de redressement nécessaires ou toutes mesures conservatoires qu'elle juge appropriées ou de faire procéder à un audit externe.»

La Commission Bancaire a prononcé deux (2) mises en garde et douze (12) injonctions en 2012.

Sur la base de ces dispositions, la Commission Bancaire a adressé, courant 2012 deux (2) mises en garde, respectivement à un établissement financier du Burkina en raison de la dégradation des situations financière et prudentielle et du retard dans l'introduction d'une demande d'autorisation préalable pour la modification de la structure du capital social, et à une banque implantée dans le même Etat, du fait de la réalisation d'une opération de cession d'actions

impactant les seuils caractéristiques, sans l'autorisation préalable requise par les articles 39 et 41 de la loi portant réglementation bancaire. Six (6) mesures similaires ont été prises courant 2011.

En outre, la Commission Bancaire a servi douze (12) injonctions, contre sept (7) en 2011, qu'elle a adressées à onze (11) banques installées respectivement au Burkina (1), en Côte d'Ivoire (3), au Mali (2), au Niger (2) et au Togo (2) et un (1) établissement financier de la Côte d'Ivoire. Ces mesures ont été prises à l'effet notamment d'amener les établissements de crédit concernés à prendre les dispositions idoines pour assurer le respect des normes prudentielles, mettre à niveau le système d'information, mettre fin au cumul de fonctions d'un Président du Conseil d'Administration avec la responsabilité d'administrateur provisoire d'une autre banque, mettre en œuvre intégralement les recommandations de la Commission Bancaire et veiller à l'application stricte des dispositions des articles 29 et 51 de la loi bancaire, afférentes à la tenue de la liste des administrateurs et des dirigeants et à l'approbation de la désignation ou du renouvellement des mandats des commissaires aux comptes.

Enfin, la Commission Bancaire a mis une (1) banque de la Côte d'Ivoire sous surveillance rapprochée, à l'effet de suivre le processus de finalisation de l'ensemble des diligences relatives à sa recapitalisation.

3.2. SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Rappel des articles 28 et 30 de l'annexe à la convention du 6 avril 2007

Article 28

« Lorsque la Commission Bancaire constate une infraction à la réglementation bancaire sur le territoire d'un Etat membre, elle en informe le Ministre chargé des Finances de cet Etat et, sans préjudice des sanctions pénales ou autres encourues, prononce une ou plusieurs des sanctions disciplinaires suivantes :

- l'avertissement ;*
- le blâme ;*
- la suspension ou l'interdiction de tout ou partie des opérations ;*
- toutes autres limitations dans l'exercice de la profession ;*
- la suspension ou la démission d'office des dirigeants responsables ;*
- le retrait d'agrément ou d'autorisation d'installation.»*

La Commission Bancaire peut prononcer, en plus des sanctions disciplinaires, une sanction pécuniaire »

Article 30

« Aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée par la Commission Bancaire, sans que l'intéressé, personne physique ou morale, ait été entendu ou dûment convoqué ou invité à présenter ses observations par écrit à la Commission Bancaire. Il peut se faire assister par un représentant de l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers ou tout autre défenseur de son choix. »

Les procédures ouvertes ont abouti au prononcé d'un (1) avertissement et quatre (4) blâmes.

Sur la base de ces dispositions, la Commission Bancaire a pris les sanctions disciplinaires suivantes, après audition des dirigeants des établissements de crédit concernés :

- un (1) avertissement à une banque installée au Niger, en raison des dysfonctionnements constatés dans la gouvernance et du retard dans l'augmentation consécutive du capital social ;
- quatre (4) blâmes à des banques installées respectivement au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Togo. Ces décisions ont été prises au regard du non-respect de la réglementation prudentielle, de l'absence de mise en œuvre des termes d'une injonction, ainsi que de la persistance du non-respect de la mesure de relèvement du capital social minimum et sa représentation par des fonds propres de base, dans un contexte marqué par une baisse continue de l'activité, une forte détérioration du portefeuille et une exploitation déficitaire.

3.3. AVIS DONNÉS AUX MINISTRES CHARGÉS DES FINANCES**3.3.1. Avis simples****3.3.1.1. Nomination d'un administrateur provisoire**

La Commission Bancaire a donné un (1) avis favorable pour la nomination d'un administrateur provisoire auprès d'une banque au Bénin. Cet avis a été émis en application des dispositions de l'ancienne loi bancaire en vigueur dans ce pays, à la date de la prise de la mesure concernée.

3.3.1.2. Prorogation de la durée d'administration provisoire

La Commission Bancaire a donné un (1) avis favorable à une demande de prorogation de la durée de l'administration provisoire d'une banque au Togo, pour une durée d'un an, allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012, à l'effet de permettre aux Autorités nationales de parachever le processus de privatisation de la banque, et à l'Administrateur Provisoire d'accomplir l'ensemble des diligences figurant dans les termes de référence de sa mission.

3.3.2. Avis conformes

3.3.2.1. Dérogation à la condition de nationalité des administrateurs et dirigeants non-ressortissants des Etats membres

Rappel de l'article 25 de la loi-cadre portant réglementation bancaire

« Nul ne peut diriger, administrer ou gérer une banque ou un établissement financier ou une de leurs agences, s'il n'a pas la nationalité () ou celle d'un pays membre de l'Union Monétaire Ouest Africaine, à moins qu'il ne jouisse, en vertu d'une convention d'établissement, d'une assimilation aux ressortissants (). Le Ministre chargé des Finances peut accorder, sur avis conforme de la Commission Bancaire, des dérogations individuelles aux dispositions du présent article.»

En vertu de ces dispositions, le Président de la Commission Bancaire a, dans le cadre de la délégation de pouvoirs, rendu quarante huit (48) avis conformes favorables contre onze (11) en 2012, pour permettre à des non-ressortissants de l'Union d'occuper trente six (36) postes d'administrateurs et douze (12) postes de dirigeants. Le Président de la Commission Bancaire a également émis cinq (5) avis conformes défavorables à des demandes de dérogation à la condition de nationalité, introduites par des banques installées au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal, en faveur de personnes de nationalité nigériane (1), française (3) et gambienne (1), appelées à des fonctions de dirigeant d'établissements de crédit.

48 avis conformes favorables à la condition de nationalité ont été délivrés.

TABLEAU N° 15 :
REPARTITION PAR PAYS DES AVIS FAVORABLES AFFERENTS A LA CONDITION DE NATIONALITE OCTROYES EN 2012

ETAT	NOMBRE D'AVIS EMIS	FONCTIONS EXERCEES		NATIONALITES
		Adminis- trateur	Dirigeant	
BENIN	11	8	3	française (4), nigériane (3), camerounaise (2), marocaine (1), congolaise (1)
BURKINA	7	0	7	tunisienne (2), nigériane (2), française (2), camerounaise (1)
COTE D'IVOIRE	12	7	5	camerounaise (1), britannique (1), française (3), nigériane (2), mauritanienne (1), marocaine (4)
GUINEE-BISSAU	0	0	0	-
MALI	8	7	2	française (1), libyenne (4), marocaine (3),
NIGER	3	2	1	tunisienne (3)
SENEGAL	4	3	1	nigériane (2), tunisienne (2)
TOGO	3	2	1	libyenne (2), camerounaise (1)
UMOA	48	36	13	

Ces avis ont été émis pour permettre l'exercice de fonctions d'administrateurs ou de dirigeants au sein d'établissements de crédit dont le capital est majoritairement détenu notamment par des groupes français, marocain, nigérian et libyen.

3.3.2.2. Modification de l'actionariat, fusion par absorption, changement de dénomination sociale

Rappel des articles 39, 40 et 41 de la loi-cadre portant réglementation bancaire

Article 39 :

« Sont subordonnées à l'autorisation préalable du Ministre chargé des Finances, les opérations relatives aux banques et établissements financiers ayant leur siège social en () :

- toute modification de la forme juridique, de la dénomination ou raison sociale ou du nom commercial ;
- tout transfert du siège social à l'Etranger ;
- toute opération de fusion par absorption ou création d'une société nouvelle ou scission ;
- toute dissolution anticipée ;
- toute prise ou cession de participation qui aurait pour effet de porter la participation d'une même personne, directement ou par personne interposée ou d'un même groupe de personnes agissant de concert, d'abord au-delà de la minorité de blocage, puis au-delà de la majorité des droits de vote dans la banque ou l'établissement financier ou d'abaisser ces participations au-dessous de ces seuils... » ;

Article 40 :

«... toute cession par une banque ou un établissement financier de plus de 20% de son actif correspondant à ses opérations en () :

- toute mise en gérance ou cessation de l'ensemble de ses activités en () » ;

Article 41 :

« Les autorisations préalables prévues au présent chapitre sont accordées comme en matière d'agrément.»

En application de ces dispositions, la Commission Bancaire a donné, au cours de l'exercice 2012, des avis conformes favorables pour :

- la fusion par absorption de la holding du groupe de la Banque Régionale de Solidarité (BRS SA) par la Banque Régionale de Solidarité de la Côte d'Ivoire (BRS-Côte d'Ivoire) et subséquentement la modification de la structure de l'ac-

tionnariat des sept (7) autres filiales du groupe installées au Bénin, au Burkina, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. Toutefois, la notification des avis conformes y relatifs a été subordonnée à la mise en œuvre de certaines diligences par les dirigeants et le repreneur pressenti, notamment la production de la preuve de la consolidation de la capacité financière de ce dernier ;

- la modification de la structure de l'actionnariat des filiales du groupe de la Banque Atlantique installées au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. Ces opérations sont consécutives à la prise de participations du groupe de la Banque Centrale Populaire du Maroc (BCP) dans le capital de la holding du groupe de la Banque Atlantique, Atlantic Business International (ABI). Cette nouvelle entité est détenue à parts égales par Atlantic Financial Group (AFG) et BCP et devient ainsi l'actionnaire majoritaire des filiales bancaires du groupe installées dans l'UMOA ;
- la modification de la structure de l'actionnariat des autres établissements de crédit ci-après : Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali (FGHM), Banque Internationale pour l'Afrique au Niger (BIA-Niger), Burkina Bail, Bank Of Africa - Mali (BOA-Mali), Banque Togolaise de Développement (BTD), la Banque de l'Habitat du Bénin (BHB), Banco da Uniao (BDU) et la Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina (SOFIGIB) ;
- la modification de la dénomination sociale de Diamond Bank Bénin en Diamond Bank et de la Société Générale de Banques au Burkina (SGBB) en Société Générale - Burkina.

En revanche, la Commission Bancaire a donné un avis conforme défavorable à la demande d'autorisation préalable introduite par Burkina Bail, pour le changement de sa dénomination sociale.

3.3.2.3 Agréments

Rappel de l'article 16 de la loi-cadre portant réglementation bancaire

« L'agrément est prononcé par arrêté du Ministre chargé des Finances, après avis conforme de la Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (...). L'agrément est constaté par l'inscription sur la liste des banques ou sur celle des établissements financiers à caractère bancaire... ».

En 2012, la Commission Bancaire a donné un (1) avis conforme favorable à une demande d'agrément en qualité de banque, introduite par la société anonyme dénommée Bank Of Africa - Togo (BOA-Togo).

.....
1 avis conforme favorable à
une demande d'agrément a
été donné.
.....

La demande d'agrément en qualité d'établissement financier à caractère bancaire, introduite par la société anonyme dénommée Globale des Financements pour l'Afrique (GFA), a fait l'objet d'un avis conforme défavorable.

3.4. AUTRES ACTES ET MESURES

3.4.1. Autorisation ou refus d'installation selon la procédure de déclaration d'intention

Rappel de l'article 14 de l'annexe à la convention

« Un établissement de crédit ayant obtenu l'agrément dans un Etat membre de l'UMOA et qui désire créer dans un ou plusieurs autres Etats membres des succursales et/ou des filiales qui bénéficieraient de cet agrément doit, préalablement à la création desdites succursales et/ou desdites filiales, notifier son intention sous forme de déclaration adressée à la Commission Bancaire et déposée auprès de la Banque Centrale. La déclaration d'intention est instruite par la Commission Bancaire. L'autorisation ou le refus d'installation est notifié au requérant par la Commission Bancaire qui en informe au préalable les Ministres chargés des Finances du pays d'origine et du pays d'accueil de l'établissement de crédit.

L'autorisation ou le refus d'installation est notifié dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de dépôt, auprès de la Banque Centrale, de la déclaration d'intention et du dossier complet de demande d'établissement.»

En application de ces dispositions, la Commission Bancaire a réservé une suite favorable à la déclaration d'intention faite par Coris Bank International (CBI), banque implantée au Burkina, en vue de l'installation d'une filiale en Côte d'Ivoire.

Toutefois, la déclaration d'intention de Crédit International, banque installée au Sénégal, à l'effet d'établir une succursale en Côte d'Ivoire, a fait l'objet d'une suite défavorable.

3.4.2. Approbation de la désignation ou du renouvellement de mandats de commissaires aux comptes

Rappel de l'article 33 de l'annexe à la convention

« Nul ne peut exercer les fonctions de commissaires aux comptes d'une banque ou d'un établissement financier sans que sa désignation par ladite banque ou ledit établissement financier ait reçu l'approbation préalable de la Commission Bancaire. La procédure d'approbation est arrêtée par la Commission Bancaire. L'approbation peut être rapportée par ladite Commission.»

22 établissements de crédit ont bénéficié de l'approbation de la désignation de leurs commissaires aux comptes.

Au cours de l'année 2012, le Secrétaire Général de la Commission Bancaire a, en vertu de la subdélégation de pouvoirs accordée par le Président, pris des décisions portant approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes auprès de vingt-deux (22) établissements de crédit.

3.4.3. Mise sous administration provisoire

Rappel de l'article 31 de l'annexe à la convention

« La Commission Bancaire peut décider la mise sous administration provisoire d'un établissement de crédit, soit : sur requête des dirigeants, lorsqu'ils estiment ne plus être en mesure d'exercer normalement leurs fonctions, lorsqu'elle constate que la gestion ne peut plus être assurée dans des conditions normales, lorsqu'elle a prononcé, en vertu de l'article 28, la suspension ou la démission d'office des dirigeants responsables d'une infraction à la réglementation bancaire... »

La Commission Bancaire a mis une banque de la Côte d'Ivoire sous administration provisoire, au regard de sa situation préoccupante marquée notamment par le non-respect de la règle de représentation du capital social minimum et les procédures judiciaires pendantes afférentes à la propriété d'une partie importante des actions composant le capital social.

3.4.4. Levée de la mesure de surveillance rapprochée ou maintien de la mesure

Au cours de ses sessions tenues en mars et juin 2012, la Commission Bancaire a prononcé la levée de la mesure de surveillance rapprochée de quatre (4) banques installées respectivement au Burkina, au Mali, au Sénégal et au Togo, eu égard à la mise en œuvre des diligences induites par les motifs de la surveillance rapprochée.

En revanche, les mesures de surveillance rapprochée concernant seize (16) établissements de crédit ont été maintenues avec, dans certains cas, l'actualisation des motifs de la surveillance rapprochée.

3.5. SURSIS A STATUER

Lors de ses sessions tenues en juin et décembre 2012, la Commission Bancaire a sursis à statuer dans la procédure disciplinaire ouverte à l'encontre de deux banques installées en Côte d'Ivoire, eu égard aux perspectives présentées, relatives à la recapitalisation conséquente des banques concernées.

3.6. AUTRES

Lors de ses réunions trimestrielles, le Conseil des Ministres de l'UMOA a été régulièrement tenu informé, par la Commission Bancaire, des conclusions de ses travaux.

ENCADRE N°2 : EVOLUTION DU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE DES INSTITUTIONS BANCAIRES

La crise financière de 2007/2008 a révélé de graves dysfonctionnements dans la gouvernance des institutions bancaires, ainsi que des carences dans la qualité de la régulation et de la supervision bancaires. L'intervention des Etats à différents niveaux a permis de rétablir progressivement la confiance et de conforter la stabilité du système financier international, indispensable à la consolidation de la croissance de l'économie mondiale.

La réforme de Bâle II a renforcé la gouvernance des banques et consacré le passage d'une méthode purement quantitative d'évaluation des risques à une méthode plus sensible à la nature intrinsèque des risques inhérents à l'activité bancaire.

Le Comité de Bâle, après avoir procédé à une consultation élargie, a publié en octobre 2012 un ensemble de principes destinés à renforcer les bonnes pratiques de gouvernance au sein des établissements bancaires. Le document, intitulé « Principles for enhancing corporate governance », répond aux déficiences fondamentales révélées par la crise financière.

Conformément aux principes énoncés par le Comité, les Autorités de contrôle devraient formuler des recommandations voire des règles exigeant des banques qu'elles se dotent de solides stratégies, politiques et procédures dans le domaine de la gouvernance, pour être à même d'appréhender pleinement le profil de risque de leurs établissements et de s'assurer d'un niveau de fonds propres reflétant ce risque de manière adéquate.

De même, les principes de bonne gouvernance bancaire viennent d'être consacrés en 2012 par le Comité de Bâle au niveau des 29 principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace. Deux principes traitent plus spécifiquement de la gouvernance. Il s'agit des principes 14 et 15 portant sur le contrôle des risques par les organes dirigeants.

Dans l'UMOA, la problématique de l'institution d'une saine gouvernance d'entreprise dans les banques apparaît comme une préoccupation majeure pour les Autorités monétaires et de contrôle, au regard notamment des enseignements tirés de la crise du système financier dans les années 1980, de l'option prise par les Autorités monétaires de l'Union en vue de conformer la réglementation régionale aux normes internationales et des conclusions des différents contrôles effectués par la Commission Bancaire depuis 1990.

Dans le souci d'assurer une mise à jour permanente des textes en vigueur pour tenir compte notamment de l'évolution de l'environnement, les Autorités monétaires et de contrôle de l'UMOA ont procédé en 2011 à la révision des dispositions réglementaires relatives à la gouvernance d'entreprise, dans le but de donner des orientations plus précises aux établissements de crédit sur les bonnes pratiques à observer en la matière.

La refonte de la gouvernance du système bancaire s'est imposée dans l'UMOA à la suite des insuffisances relevées, de nature à entraver la bonne gestion des établissements.

A cet égard, les nouvelles règles de gouvernance sont fondées essentiellement sur :

- le recentrage des attributions du conseil d'administration autour de la définition de la stratégie et de la surveillance de la direction générale ;
- le renforcement des outils de gestion ;
- l'amélioration des politiques de gestion des risques ;
- l'adoption des outils de contrôle permettant de mesurer et d'améliorer les performances de la banque à tous les niveaux ;
- le renforcement de la supervision, par l'organe délibérant, du fonctionnement des outils de gestion et de contrôle.

Ce nouveau cadre de gouvernance, qui s'inspire largement des meilleures pratiques au niveau international, vise prioritairement à réaliser un saut qualitatif en matière de gestion des risques inhérents à l'activité bancaire.

IV – ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION

Au titre de la coopération, outre la participation aux rencontres régionales et internationales sur les sujets liés à la supervision bancaire, une convention de coopération a été signée avec la Banque Centrale du Nigeria le 20 septembre 2012. Les discussions se poursuivent notamment avec la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA), l'Autorité de contrôle du Burundi et les autres membres du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CSZMAO), pour la conclusion d'accords bilatéraux.

Par ailleurs, une correspondance a été adressée à la Banque Centrale du Mozambique et la Banque Centrale d'Angola dans le cadre d'une demande d'informations sur un groupe bancaire. En outre, Bank Al-Maghrib a transmis au Secrétariat Général de la Commission Bancaire, des informations relatives à une banque marocaine dans le cadre d'une étude de demande d'autorisation préalable introduite par une banque de Côte d'Ivoire.

1. LES GROUPES REGIONAUX DE SUPERVISEURS

S'agissant des relations avec les autres superviseurs, la Commission Bancaire de l'UMOA a, au cours de l'année 2012, pris part à :

- trois (3) rencontres du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CSZMAO). Ces participations, en qualité d'observateur, ont permis d'échanger notamment sur le projet de protocole d'accord entre la Commission Bancaire de l'UMOA et le CSZMAO, sur les évolutions en matière de supervision bancaire dans la ZMAO et l'approfondissement des contacts entre les responsables de la supervision en Afrique de l'Ouest ;
- deux (2) réunions du Groupe d'Experts et deux (2) réunions du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA) ;
- la 10^{ème} réunion du Groupe des Superviseurs Francophones (GSBF) à Tunis en Tunisie, le 17 octobre 2012 suivie d'un séminaire de formation le 18 octobre 2012. Les travaux de ces deux (2) rencontres ont porté sur les évolutions réglementaires induites par les crises financière et économique de ces dernières années, notamment le traitement des institutions financières d'importance systémique, la gouvernance d'entreprise et le dispositif de Bâle III sur la liquidité ;
- la 17^{ème} Assemblée du Comité des Superviseurs des Banques Centrales d'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC), tenue à Abuja au Nigeria du 18 au 20 décembre 2012.

2. AUTRES RENCONTRES

2.1. SUR LE PLAN RÉGIONAL

Au plan régional, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a pris part aux rencontres suivantes :

- la réunion du Comité de Liaison Anti-Blanchiment (CLAB) à Dakar le 23 février 2012 consacrée à la préparation de la rencontre des Gouverneurs de Banques Centrales de la Zone franc. Les points de discussions ont porté principalement sur la situation en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme dans les Etats membres de la Zone franc et les initiatives récentes au plan international ;
- la concertation annuelle entre l’OHADA et les organes et institutions de l’UEMOA et de la CEMAC dotés de pouvoirs réglementaires, à Dakar, le 30 août 2012 ;
- le séminaire régional de synthèse et de validation des conclusions des réunions du Groupe de travail Etats-BCEAO chargé de proposer des mesures pour la préservation et la consolidation de la viabilité du secteur de la microfinance dans l’UMOA, les 6 et 7 septembre 2012 à Dakar ;
- l’atelier de restitution de l’évaluation de la mise en conformité des systèmes d’information de gestion (SIG) des SFD avec le cadre réglementaire de l’UMOA à Bamako du 23 au 24 février 2012 ;
- le Colloque sur la microfinance à Abidjan en Côte d’Ivoire du 29 au 31 octobre 2012, organisé par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- la concertation régionale sur l’évaluation du Plan d’action pour la promotion de la bancarisation et l’utilisation des moyens de paiement à Dakar au Sénégal, du 21 au 23 novembre 2012 ;
- les Journées du Banquier organisées par l’Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers de Côte d’Ivoire (APBEF-CI) sur le thème : « Quelles contributions des établissements de crédits dans le financement du logement », à Abidjan en Côte d’Ivoire, les 26 et 27 novembre 2012 ;
- la rencontre entre le Gouverneur de la BCEAO et les Présidents des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) de l’UMOA à Dakar au Sénégal, le 30 novembre 2012.

2.2. SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Au plan international, plusieurs rencontres ont également enregistré la présence du Secrétariat Général de la Commission Bancaire en 2012, en particulier :

- les consultations régionales BCEAO/FMI au titre de l'article IV des Statuts du FMI à Abidjan du 13 au 20 janvier 2012 ;
- le Congrès Mondial du Mobile et la visite de centres d'hébergement de serveurs du 26 février au 4 mars 2012 à Barcelone et Paris ;
- les séances de travail en avril 2012 avec l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP), l'Institut Bancaire et Financier International de la Banque de France (IBFI) à Paris et l'Institut de Stabilité Financière à Bâle, dans le cadre du renforcement des capacités des agents ;
- les réunions semestrielles des Ministres chargés des Finances de la Zone Franc, tenues en avril et octobre 2012 à Paris ;
- les réunions de printemps et les Assemblées annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale ;
- la rencontre de concertation BEAC/BCEAO à N'djaména au Tchad, les 17 et 18 septembre 2012, au cours de laquelle, la contribution du Secrétariat Général a porté sur les échanges d'expériences sur les dispositifs mis en place ou en cours d'élaboration pour la surveillance macroprudentielle, la problématique de la surveillance des groupes bancaires ayant une activité transfrontalière et l'harmonisation de la réglementation et du développement d'outils de surveillance et de contrôle communs.

3. ACTIONS DE FORMATION

Dans le cadre des actions de formation inscrites à son programme d'activités, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA a été représenté aux manifestations suivantes :

- le séminaire de la Banque Africaine de Développement sur la supervision bancaire basée sur les risques, du 23 au 27 avril 2012 à Marrakech ;
- le séjour d'information auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel, dans le cadre de l'élaboration d'une cartographie des risques systémiques du système financier de l'UMOA à Paris du 2 au 4 mai 2012 ;
- le séminaire sur le guide d'instruction des dossiers d'autorisation d'exercice de l'activité de microfinance du 2 au 6 juillet 2012 à Abidjan.

ENCADRE N°3 : DEFIS POSES PAR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES BANCAIRES TRANSFRONTALIERES EN AFRIQUE

Le développement accru de l'innovation financière internationale et des activités bancaires transfrontalières constitue un des traits caractéristiques de la mutation des secteurs financiers africains, durant la décennie écoulée. Dans un contexte de réformes réglementaires internationales, qui n'ont pas empêché la survenance de crises aiguës, notamment dans les pays industrialisés, les grands groupes bancaires africains, à la faveur d'une meilleure capitalisation, ont étendu leur présence sur le continent.

Le développement des activités transfrontalières se justifie principalement par la recherche d'une plus grande rentabilité des fonds propres, à la suite de coûteuses opérations de restructuration ou de mise en conformité avec de nouvelles exigences en matière de fonds propres.

L'expansion des groupes bancaires d'origine africaine induit une intégration plus étroite des sphères financières, bien au-delà de l'intégration économique voire politique. Elle constitue une importante opportunité d'élargissement des sources de mobilisation des ressources nécessaires au financement des investissements et de diversification des risques géographiques.

Toutefois, l'internationalisation croissante des activités bancaires de ces groupes pose de nouveaux défis aux Autorités monétaires et de contrôle en termes de régulation et de supervision des entités bancaires transfrontalières.

Ces défis relèvent principalement de trois (3) ordres et peuvent être illustrés par l'expérience de la BCEAO et de la Commission Bancaire de l'UMOA dans la surveillance du secteur bancaire :

- l'harmonisation de la réglementation bancaire, en ligne avec les normes et pratiques internationales en matière de supervision bancaire ;
- la mise en oeuvre d'une supervision efficace au plan individuel mais surtout consolidée, permettant de mieux appréhender les risques ;
- l'approfondissement de la coopération et des échanges d'information entre superviseurs.

I. La mise en conformité des cadres existants avec les normes internationales de supervision bancaire est un défi à relever dans la plupart des pays africains

Au plan international, la généralisation de la crise financière dans la quasi-totalité des pays développés a fait apparaître la nécessité d'une révision de la réglementation prudentielle des institutions financières, alors même que le dispositif de Bâle II était en cours d'application. Cette crise a démontré que l'intégration financière est un vecteur de propagation rapide des difficultés bancaires et nécessite une compréhension claire des risques transfrontaliers associés et une bonne capitalisation des banques. A cet égard, l'accord de Bâle III a été mis en oeuvre pour renforcer principalement la qualité des fonds propres et la liquidité des banques internationalement actives, en vue de permettre une meilleure résilience du système financier international.

Bien que les systèmes bancaires des pays africains ne soient pas affectés considérablement par la crise financière internationale, des leçons méritent d'être tirées de l'évolution réglementaire au plan international. A cet égard, il convient de définir des priorités dans l'agenda des réformes permettant une meilleure conformité aux normes édictées. Le premier objectif doit viser l'appropriation des 29 principes de base pour une supervision bancaire efficace publiée par le Comité de Bâle, car ils constituent le socle commun de conception d'un système de contrôle bancaire efficient.

En particulier, dans le contexte de développement des activités transfrontalières, il est nécessaire de mettre en œuvre les principes 12 et 13 relatifs respectivement au contrôle sur base consolidée et aux modalités de collaboration entre les autorités du pays d'origine et du pays d'accueil.

Le Principe 12 rappelle l'importance de surveiller un groupe bancaire sur une base consolidée, en assurant un suivi adéquat et, le cas échéant, en appliquant des normes prudentielles appropriées à tous les aspects des activités menées par le groupe bancaire à l'échelle mondiale. Le Principe 13 énonce la nécessaire coopération entre les autorités du pays d'origine et celles du pays d'accueil pour une supervision efficace des groupes et le traitement le cas échéant des situations de crise.

Le constat partagé par nombre de superviseurs est que les risques et coûts peuvent découler des limites juridiques qui existent entre pays d'origines et pays hôtes et des divergences éventuelles entre les objectifs prioritaires visés des Autorités de tutelle.

L'harmonisation des réglementations au niveau du continent permettrait de réduire les éventuels arbitrages réglementaires des groupes bancaires exerçant dans plusieurs pays justifiant de stades différents de maturité et de supervision du secteur financier.

Au niveau de l'UMOA, les Autorités de supervision et de régulation du système financier, conscientes de l'importance systémique et de l'interconnexion des institutions financières et du marché, ont décidé en 2009, la création d'un nouveau cadre de concertation favorable à une stabilité financière accrue, dénommé Comité de Stabilité Financière de l'UMOA (CSF-UMOA). A cet égard, le Comité, au cours de sa dernière réunion, tenue le 17 décembre 2012 à Dakar, a approuvé les orientations du Groupe d'Experts en vue de la mise en place d'un cadre réglementaire et de supervision des groupes financiers opérant dans l'Union ainsi que les principales dispositions du projet de Charte relative à la coopération en matière de surveillance des groupes financiers. Il est envisagé la fixation de seuils d'alerte pour les indicateurs macroprudentiels retenus au niveau régional.

II - La mise en œuvre d'une supervision consolidée permettrait de mieux appréhender les risques globaux et les canaux de contagion

Le développement des activités bancaires transfrontalières a mis en évidence l'impérieuse nécessité de renforcer le cadre destiné à maintenir et à consolider la stabilité financière, au moyen notamment d'une approche consolidée de la supervision.

La supervision consolidée est un enjeu majeur pour identifier la taille systémique des groupes bancaires dont certaines filiales, bien que petites à l'échelle du groupe, peuvent jouer un rôle de premier ordre dans le système financier local. Par ailleurs, l'interconnexion des différentes unités d'un groupe peut constituer un vecteur de propagation des difficultés bancaires qui ne peuvent être appréhendées sans un suivi

étroit de la situation financière globale du groupe, de sa gouvernance et de ses méthodes de gestion des risques.

La mise en œuvre d'une supervision sur base consolidée faciliterait ainsi les échanges d'informations entre superviseurs et permettrait une meilleure compréhension des risques portés par des groupes bancaires. Au niveau de l'UMOA, dans l'attente des réflexions en cours pour la mise en place d'un cadre de supervision adéquat pour les groupes bancaires, l'Autorité de contrôle se donne néanmoins les moyens de s'informer sur la situation des sociétés mères pour s'assurer que celles-ci disposent d'une organisation et de ressources appropriées au regard de leur obligation vis-à-vis des filiales et des conditions d'agrément de ces derniers. Par ailleurs, la réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO consacre la possibilité pour la Commission Bancaire de fixer des normes prudentielles différenciées selon la situation individuelle de chaque établissement de crédit. Cette disposition est de nature à prévenir les risques spécifiques liés notamment au degré transfrontalier des activités des banques régionales.

III - L'approfondissement de la coopération et des échanges d'informations entre superviseurs est indispensable à la mise en œuvre d'une supervision bancaire efficace

Les groupes bancaires ayant des activités transfrontalières occupent une place prépondérante dans le paysage bancaire de l'UMOA. En effet, ils représentent environ 3/4 des parts de marché en termes de total du bilan et concentrent 2/3 des agences et des comptes de la clientèle. Dans ce contexte, le renforcement de la coopération en matière de supervision apparaît comme un impératif majeur.

A cet égard, les besoins d'identification et d'évaluation par le superviseur du pays d'origine des risques pris dans les pays d'accueil, ainsi que d'appréciation de la situation du groupe par les superviseurs des pays d'accueil, conduisent de plus en plus à une coopération renforcée entre les Autorités de contrôle bancaire.

L'Autorité surveille le respect de l'exigence relative à l'installation des holdings bancaires ou des maisons mères dans un pays de l'UMOA ou dans une zone soumise à une autorité de contrôle crédible au plan international. Pour celles non installées dans l'Union, elle recherche la conclusion d'une convention de coopération avec l'Autorité de supervision bancaire concernée, en vue de leur surveillance. Dans ce cadre, des accords ont été conclus avec la Commission Bancaire Française (actuelle ACP), la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, la Banque Centrale de la République de Guinée, Bank Al Maghrib du Maroc et récemment avec la Banque Centrale du Nigeria. Des discussions sont en cours pour la conclusion d'accords similaires notamment avec les autres pays membres de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) et le Burundi.

L'organisation de collèges de superviseurs sur les principaux groupes bancaires est également une voie à explorer pour l'approfondissement des échanges entre superviseurs et la compréhension plus fine des risques transfrontaliers dans le contexte du continent. Ils seraient également un cadre approprié pour procéder à des exercices de simulations de crise et discuter des éventuels arrangements concernant les mécanismes de gestion et de résolution d'éventuels conflits et crises bancaires systémiques.

Un élément essentiel de l'efficacité du contrôle des activités bancaires transfrontalières réside dans l'assurance qu'une autorité est bien responsable d'une approche globale du groupe bancaire et que toutes les autorités concernées disposent des éléments nécessaires à l'exercice de leur contrôle.

Afin de parvenir à une supervision efficace de ces activités bénéfiques pour les économies de l'Union, il est nécessaire :

- de créer des conditions plus favorables aux échanges d'expériences entre les structures de supervision bancaire du continent ;
- de poursuivre l'harmonisation de la réglementation en matière de supervision bancaire dans le but de mettre en œuvre la supervision consolidée ;
- de créer des collèges de superviseurs des groupes bancaires avec un rôle décisionnel confié au superviseur de la maison-mère qui pourrait être le coordonnateur du collège. Au-delà de sa mission de surveillance, le coordonnateur aura en charge de faciliter et de renforcer la coopération entre les différentes autorités compétentes ;
- d'échanger sur les mécanismes de gestion et de résolution d'éventuels conflits et crises bancaires systémiques.

CONCLUSION

La situation d'ensemble du système bancaire de l'Union est restée solide, en dépit des crises socio-politiques au Mali et en Guinée-Bissau.

L'année 2012 a consacré, outre la poursuite de la mise en œuvre des textes d'application relatifs à l'exercice de l'activité bancaire et de microfinance, le renforcement des capacités, des moyens humains et matériels du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, en vue de l'intensification et de l'amélioration de la qualité de la supervision bancaire de l'Union.

La priorité demeure la poursuite des chantiers en cours, qui s'articulent autour des quatre (4) axes ci-après : la modernisation de la supervision bancaire à travers la recherche d'une meilleure conformité aux 29 principes de base pour une supervision bancaire efficace, la rénovation en profondeur des outils de travail, singulièrement dans le domaine du management des risques, la préservation de l'expertise et de la crédibilité de l'organe de supervision ainsi que l'approfondissement des bases de coopération avec d'autres organes de contrôle. La finalisation de ces chantiers devrait aboutir à un cadre de supervision bancaire davantage pertinent et conforme aux standards internationaux.

S'agissant des relations extérieures, une convention de coopération a été signée avec la Banque Centrale du Nigeria le 20 septembre 2012 et les discussions se poursuivent avec d'autres Autorités homologues, en vue de la signature d'accords similaires. Enfin, les concertations engagées avec le Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CSZMAO) se poursuivent pour la signature d'une convention de coopération harmonisée avec chacun des superviseurs des pays membres de ladite Zone.

ANNEXES



LISTE DES ANNEXES

I - Liste des établissements de crédit et données agrégées de l'UMOA

II - Liste des établissements de crédit et données agrégées par pays

ANNEXE I : UMOA

I.1 - Liste des établissements de crédit

I.2 - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

**ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2012
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)**

BANQUES (105)		(En millions de FCFA)					
ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	SGBCI	798 460	1	659 438	1	455 627	2
Côte d'Ivoire	ECOBANK	680 746	2	402 209	5	372 867	4
Sénégal	SGBS	632 816	3	474 209	3	488 657	1
Sénégal	CBAO	631 350	4	506 315	2	392 934	3
Bénin	BOA-BENIN	621 918	5	402 696	4	230 251	10
Côte d'Ivoire	BIAO-CI	470 287	6	355 903	8	301 627	5
Mali	BDM	453 059	7	365 726	7	199 554	15
Côte d'Ivoire	BACI	437 858	8	376 622	6	128 379	27
Burkina	ECOBANK	431 155	9	303 995	12	270 259	6
Côte d'Ivoire	BICICI	416 495	10	353 957	9	242 879	8
Bénin	ECOBANK	413 069	11	288 014	13	230 650	9
Sénégal	ECOBANK	409 829	12	284 578	14	228 131	11
Burkina	CBI	408 318	13	256 651	17	220 286	12
Côte d'Ivoire	SIB	371 664	14	319 100	10	250 133	7
Côte d'Ivoire	BNI	366 318	15	313 464	11	156 855	17
Burkina	BOA-BURKINA	348 130	16	266 985	15	202 252	14
Sénégal	BICIS	321 052	17	257 442	16	210 192	13
Mali	ECOBANK	313 517	18	176 652	22	159 832	16
Bénin	DIAMOND BANK	306 710	19	167 766	25	134 789	25
Togo	ECOBANK	289 977	20	211 655	18	144 386	23
Côte d'Ivoire	BOA-CI	271 746	21	209 358	20	148 540	19
Mali	BIM	254 736	22	211 133	19	129 441	26
Burkina	SGBB	248 873	23	145 128	27	147 171	20
Mali	BNDA	243 690	24	168 297	24	149 246	18
Burkina	UBA	241 870	25	191 743	21	65 720	49
Sénégal	BHS	229 603	26	172 191	23	144 418	22
Mali	BOA-MALI	214 584	27	162 013	26	142 999	24
Sénégal	CNCAS	192 828	28	119 826	35	145 066	21
Togo	UTB	190 597	29	129 633	29	116 586	29
Niger	BOA-NIGER	187 873	30	114 880	38	118 584	28
Mali	BMS	182 329	31	124 625	32	98 583	33
Sénégal	BRM	181 991	32	65 467	54	72 496	45
Bénin	UBA	179 353	33	104 266	42	50 982	52
Niger	SONIBANK	176 193	34	115 344	37	98 518	34
Togo	ORABANK	170 998	35	97 737	44	94 142	38
Burkina	BA-BURKINA	167 339	36	122 436	33	82 237	41
Sénégal	BA-SENEGAL	163 530	37	84 535	48	104 145	31
Niger	ECOBANK	161 937	38	103 957	43	98 046	35
Burkina	BICIA-B	159 558	39	133 857	28	91 138	39
Niger	BIA-NIGER	153 316	40	120 882	34	69 595	47
Sénégal	BIS	157 113	41	127 795	30	114 894	30
Sénégal	BOA-SENEGAL	156 829	42	125 246	31	96 418	36
Bénin	SGB	156 453	43	117 428	36	96 394	37
Mali	BA-MALI	139 414	44	85 251	47	77 115	43
Sénégal	CDS	137 385	45	108 072	41	99 936	32
Bénin	ORABANK	130 221	46	92 192	46	77 822	42
Bénin	BA-BENIN	129 940	47	73 599	52	65 881	48
Togo	BTIC	126 817	48	111 420	39	73 596	44
Côte d'Ivoire	CNCE	122 351	49	108 210	40	22 507	84
Côte d'Ivoire	SCB-CI	117 375	50	80 063	49	46 134	56
Togo	BTD	115 118	51	75 739	51	86 400	40
Togo	BA-TOGO	111 605	52	61 580	57	69 611	46

ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2012
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)

ETABLISSEMENTS FINANCIERS (13)		(En millions de FCFA)					
ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	SAFCA-ALIOS FINANCE	49 870	1	15 027	1	40 624	1
Togo	GARI	27 104	2	0	12	311	9
Togo	CRRH	19 084	3	12 500	2	0	11
Sénégal	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succ	17 738	4	712	5	12 319	2
Sénégal	LOCAFRIQUE	7 784	5	470	6	3 416	5
Burkina	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succ	6 910	6	158	11	6 062	3
Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succ	6 818	7	389	9	5 860	4
Burkina	BURKINABAIL	6 428	8	245	10	2 625	7
Burkina	SOBCA	4 938	9	2 602	3	2 508	8
Niger	SAHFI	4 835	10	1 009	4	0	11
Burkina	SBE	4 193	11	392	8	2 846	6
Burkina	SOFIGIB	2 414	12	408	7	0	11
Mali	FGHM	2 377	13	0	12	7	10
Total		160 493		32 103		73 725	

(*) : Données provisoires

Succ : Succursale

B I L A N S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	2 663 423	3 003 015	3 292 619	12,8%	9,6%
- Caisse	368 703	419 854	465 383	13,9%	10,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	1 626 663	1 854 809	1 908 534	14,0%	2,9%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	282 216	313 091	327 270	10,9%	4,5%
- Comptes de prêts	368 726	405 391	580 977	9,9%	43,3%
- Valeurs non imputées	2 356	162	40	-93,1%	-75,3%
- Créances rattachées	3 481	3 902	5 112	12,1%	31,0%
- Créances en souffrance	11 278	5 806	5 303	-48,5%	-8,7%
<i>(provisions)</i>	6 852	4 656	620	-32,0%	-86,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	7 276 250	8 342 643	9 404 310	14,7%	12,7%
- Portefeuille d'effets commerciaux	310 644	321 562	353 548	3,5%	9,9%
. <i>Crédits de campagne</i>	724	12 817	1 522	1670,3%	-88,1%
. <i>Crédits ordinaires</i>	309 920	308 745	352 026	-0,4%	14,0%
- Autres crédits à court terme	2 061 659	2 539 007	2 707 928	23,2%	6,7%
. <i>Crédits de campagne</i>	218 201	186 185	289 449	-14,7%	55,5%
. <i>Crédits ordinaires</i>	1 843 458	2 352 822	2 418 479	27,6%	2,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	1 565 841	1 685 660	1 915 139	7,7%	13,6%
- Crédits à moyen terme	2 495 558	2 880 791	3 341 116	15,4%	16,0%
- Crédits à long terme	277 685	300 865	354 263	8,3%	17,7%
- Affacturage	3 976	13 990	21 791	251,9%	55,8%
- Valeurs non imputées	16 499	15 325	15 046	-7,1%	-1,8%
- Créances rattachées	55 954	66 409	83 414	18,7%	25,6%
- Créances en souffrance	488 434	519 034	612 065	6,3%	17,9%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	271 593	273 710	338 962	0,8%	23,8%
<i>(provisions)</i>	23 588	42 164	47 784	78,8%	13,3%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	208 946	235 902	261 083	12,9%	10,7%
<i>(provisions)</i>	870 367	971 209	975 881	11,6%	0,5%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	7 895	9 422	12 020	19,3%	27,6%
<i>(provisions)</i>	30 425	7 956	8 574	-73,9%	7,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	2 351 423	2 809 482	3 321 442	19,5%	18,2%
- Titres de placement	1 911 120	2 246 115	2 700 916	17,5%	20,2%
- Comptes de stocks	1 267	1 460	1 161	15,2%	-20,5%
- Débiteurs divers	93 477	108 851	183 749	16,4%	68,8%
- Créances rattachées	24 284	29 251	35 960	20,5%	22,9%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	102 435	134 286	125 082	31,1%	-6,9%
- Valeurs à rejeter	7 957	1 829	3 901	-77,0%	113,3%
- Comptes d'ordre & divers	210 883	287 690	270 673	36,4%	-5,9%
VALEURS IMMOBILISEES	1 021 543	1 211 046	1 337 752	18,6%	10,5%
- Immobilisations financières	361 765	524 817	586 030	45,1%	11,7%
- Dépôts & cautionnements	12 001	13 199	14 934	10,0%	13,1%
- Immobilisations en cours	57 751	58 127	73 666	0,7%	26,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3 639	4 788	4 149	31,6%	-13,3%
- Immobilisations d'exploitation	402 288	415 125	430 489	3,2%	3,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	30 343	34 796	30 645	14,7%	-11,9%
- Immobilisations hors-exploitation	114 995	125 343	129 127	9,0%	3,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2 393	2 487	5 786	3,9%	132,6%
- Crédit-bail & opérations assimilées	65 144	63 413	90 746	-2,7%	43,1%
- Créances rattachées	6 501	9 599	10 524	47,7%	9,6%
- Créances en souffrance	1 098	1 423	2 236	29,6%	57,1%
<i>(provisions)</i>	4 197	4 349	4 378	3,6%	0,7%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	17 403	3 328	462	-80,9%	-86,1%
- Actionnaires, capital non appelé	14 732	0	0	-100,0%	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	2 671	3 328	462	24,6%	-86,1%
TOTAL DE L'ACTIF	13 330 042	15 369 514	17 356 585	15,3%	12,9%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 532 285	2 015 917	2 627 648	31,6%	30,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	452 031	622 086	692 871	37,6%	11,4%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	140 940	141 265	168 606	0,2%	19,4%
- Comptes d'emprunts	924 902	1 229 579	1 743 286	32,9%	41,8%
- Autres sommes dues	6 892	14 367	13 220	108,5%	-8,0%
- Dettes rattachées	7 520	8 620	9 665	14,6%	12,1%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	9 911 646	11 214 381	12 259 763	13,1%	9,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	4 684 391	5 597 391	6 160 839	19,5%	10,1%
- Dépôts à terme reçus	2 513 322	2 712 240	3 019 896	7,9%	11,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	1 994 682	2 114 702	2 303 776	6,0%	8,9%
- Dépôts de garantie reçus	393 904	365 089	383 447	-7,3%	5,0%
- Autres dépôts	23 948	43 930	20 853	83,4%	-52,5%
- Bons de caisse	60 401	98 556	88 442	63,2%	-10,3%
- Comptes d'affacturage	0	451	5	-	-98,9%
- Emprunts à la clientèle	28 681	32 959	39 103	14,9%	18,6%
- Autres sommes dues	156 374	187 534	178 407	19,9%	-4,9%
- Dettes rattachées	55 943	61 529	64 995	10,0%	5,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	447 492	541 007	645 602	20,9%	19,3%
- Versements restant à effectuer / titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	29 850	34 966	81 535	17,1%	133,2%
- Crédoeurs divers	123 716	142 807	155 849	15,4%	9,1%
- Dettes rattachées	1 305	3 117	5 024	138,9%	61,2%
- Comptes d'ordre & divers	292 621	360 117	403 194	23,1%	12,0%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	659	726	4 444	10,2%	512,1%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	3 566	-	-
- Titres de participation	20	21	111	5,0%	428,6%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	639	705	767	10,3%	8,8%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	1 437 960	1 597 483	1 819 128	11,1%	13,9%
- Subventions d'investissement	14 699	13 997	13 125	-4,8%	-6,2%
- Fonds affectés	46 746	47 578	49 883	1,8%	4,8%
- Provisions pour risques & charges	101 589	109 777	117 920	8,1%	7,4%
- Provisions réglementées	1 003	1 003	684	-	-31,8%
- Comptes bloqués d'actionnaires	13 569	18 836	30 846	38,8%	63,8%
- Titres et emprunts subordonnés	26 650	47 179	57 079	77,0%	21,0%
- Dettes rattachées	1 450	2 719	2 287	87,5%	-15,9%
- Fonds pour risques bancaires généraux	60 161	61 442	69 214	2,1%	12,6%
- Primes liées au capital	52 868	54 974	58 252	4,0%	6,0%
- Réserves	340 021	389 100	424 013	14,4%	9,0%
- Ecart de réévaluation	25 689	25 160	25 476	-2,1%	1,3%
- Capital	891 068	962 769	1 014 591	8,0%	5,4%
- Dotations	2 485	5 357	28 642	115,6%	434,7%
- Report à nouveau	-209 813	-279 255	-283 047	33,1%	1,4%
- Résultat de l'exercice	69 775	136 847	210 163	96,1%	53,6%
TOTAL DU PASSIF	13 330 042	15 369 514	17 356 585	15,3%	12,9%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	477 596	609 966	654 954	27,7%	7,4%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	1 773 286	2 063 565	2 273 719	16,4%	10,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	29 785	51 975	114 181	74,5%	119,7%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	22 123	24 350	21 806	10,1%	-10,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	10 651 982	12 365 919	14 067 596	16,1%	13,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	7 388 973	8 475 356	9 538 960	14,7%	12,5%
a) Crédits à court terme	4 061 054	4 709 830	5 138 534	16,0%	9,1%
<i>dont Crédits de campagne</i>	<i>218 925</i>	<i>199 002</i>	<i>290 971</i>	<i>-9,1%</i>	<i>46,2%</i>
b) Crédits à moyen terme	2 495 558	2 880 791	3 341 116	15,4%	16,0%
c) Crédits à long terme	277 685	300 865	354 263	8,3%	17,7%
d) Opérations de crédit-bail	65 144	63 413	90 746	-2,7%	43,1%
e) Crédits en souffrance	489 532	520 457	614 301	6,3%	18,0%
impayés ou immobilisés	272 391	274 796	339 866	0,9%	23,7%
<i>provisions</i>	<i>23 791</i>	<i>42 981</i>	<i>48 632</i>	<i>80,7%</i>	<i>13,1%</i>
douteux ou litigieux	217 141	245 661	274 435	13,1%	11,7%
<i>provisions</i>	<i>904 786</i>	<i>982 697</i>	<i>987 985</i>	<i>8,6%</i>	<i>0,5%</i>
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	3 263 009	3 890 563	4 528 636	19,2%	16,4%
a) Titres de placement	1 911 120	2 246 115	2 700 916	17,5%	20,2%
b) Immobilisations financières	361 765	524 817	586 030	45,1%	11,7%
c) Autres immobilisations	587 035	611 794	648 216	4,2%	6,0%
d) Divers	403 089	507 837	593 474	26,0%	16,9%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	11 787 874	13 358 889	14 738 140	13,3%	10,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	9 885 553	11 187 818	12 276 303	13,2%	9,7%
a) A vue	4 840 765	5 785 376	6 339 251	19,5%	9,6%
b) A terme	5 044 788	5 402 442	5 937 052	7,1%	9,9%
dépôts à terme et bons de caisse	2 573 723	2 810 796	3 108 338	9,2%	10,6%
comptes d'épargne à régime spécial	1 994 682	2 114 702	2 303 776	6,0%	8,9%
autres	476 383	476 944	524 938	0,1%	10,1%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	1 158 846	1 297 579	1 477 825	12,0%	13,9%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	1 014 934	1 128 270	1 285 176	11,2%	13,9%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	<i>24 104</i>	<i>28 585</i>	<i>35 040</i>	<i>18,6%</i>	<i>22,6%</i>
b) Autres	143 912	169 309	192 649	17,6%	13,8%
3. AUTRES RESSOURCES	743 475	873 492	984 012	17,5%	12,7%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	1 135 892	992 970	670 544	-12,6%	-32,5%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-1 135 892	-992 970	-670 544	-12,6%	-32,5%
1. DISPONIBILITES	-369 418	-421 008	-466 403	14,0%	10,8%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-766 474	-571 962	-204 141	-25,4%	-64,3%
emplois	-2 291 239	-2 579 259	-2 822 124	12,6%	9,4%
<i>dont hors UMOA</i>	<i>-516 905</i>	<i>-509 276</i>	<i>-753 952</i>	<i>-1,5%</i>	<i>48,0%</i>
<i>dont emplois en souffrance</i>	<i>2 886</i>	<i>4 870</i>	<i>4 043</i>	<i>68,7%</i>	<i>-17,0%</i>
ressources	1 524 765	2 007 297	2 617 983	31,6%	30,4%
<i>dont hors UMOA</i>	<i>262 214</i>	<i>306 703</i>	<i>400 408</i>	<i>17,0%</i>	<i>30,6%</i>

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
1. PRODUITS BANCAIRES	1 282 445	1 448 342	1 680 549	12,9%	16,0%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	29 496	31 636	35 264	7,3%	11,5%
+Produits sur opérations avec la clientèle	842 020	935 966	1 071 493	11,2%	14,5%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	108 443	149 608	182 635	38,0%	22,1%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	45 861	46 369	50 289	1,1%	8,5%
+Produits sur opérations de change	191 307	214 515	263 973	12,1%	23,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	43 740	44 897	48 508	2,6%	8,0%
+Produits sur prestations de services financiers	18 351	21 274	24 232	15,9%	13,9%
+Autres produits d'exploitation bancaire	5 399	6 250	6 793	15,8%	8,7%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	234	0	413	-100,0%	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	1 938	2 173	2 225	12,1%	2,4%
2. CHARGES BANCAIRES	426 203	475 180	568 795	11,5%	19,7%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	51 001	61 092	80 721	19,8%	32,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	207 022	228 548	253 617	10,4%	11,0%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	6 129	4 663	6 018	-23,9%	29,1%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	38 314	38 237	35 269	-0,2%	-7,8%
-Charges sur opérations de change	113 686	129 121	176 773	13,6%	36,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	1 226	1 405	1 615	14,6%	14,9%
-Charges sur prestations de services financiers	6 687	8 134	8 828	21,6%	8,5%
-Autres charges d'exploitation bancaire	2 138	3 980	5 954	86,2%	49,6%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	856 242	973 162	1 111 754	13,7%	14,2%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	46 039	48 516	62 525	5,4%	28,9%
+Produits sur immobilisations financières	19 813	23 350	29 250	17,9%	25,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	27 337	25 850	34 015	-5,4%	31,6%
-Charges sur immobilisations financières	0	8	39	-	387,5%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	1 111	676	701	-39,2%	3,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	902 281	1 021 678	1 174 279	13,2%	14,9%
6. FRAIS GENERAUX	561 960	604 273	668 129	7,5%	10,6%
-Frais de personnel	235 228	258 742	281 262	10,0%	8,7%
-Impôts, taxes et versements assimilés	28 304	25 872	27 049	-8,6%	4,5%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	298 428	319 659	359 818	7,1%	12,6%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	81 053	85 672	92 393	5,7%	7,8%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	82 448	86 702	93 041	5,2%	7,3%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	1 395	1 030	648	-26,2%	-37,1%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	259 268	331 733	413 757	27,9%	24,7%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	152 601	137 908	117 723	-9,6%	-14,6%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	328 925	357 483	309 469	8,7%	-13,4%
+Reprises de provisions	176 324	219 575	191 746	24,5%	-12,7%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	2 172	2 173	2 638	0,0%	21,4%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	108 839	195 998	298 672	80,1%	52,4%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	5 064	-8 829	-19 334	-274,3%	119,0%
+Subventions d'exploitation	5 036	129	146	-97,4%	13,2%
+Récupérations sur créances amorties	2 470	2 205	2 719	-10,7%	23,3%
+Produits exceptionnels	14 589	7 272	11 513	-50,2%	58,3%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	2 433	3 753	2 183	54,3%	-41,8%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	819	2 518	5 769	207,4%	129,1%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	7 141	4 866	8 830	-31,9%	81,5%
-Charges exceptionnelles	11 504	14 804	21 296	28,7%	43,9%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-4 632	-5 017	-12 914	8,3%	157,4%
+Profits sur exercices antérieurs	17 888	40 921	25 993	128,8%	-36,5%
-Pertes sur exercices antérieurs	22 520	45 938	38 907	104,0%	-15,3%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	39 496	45 305	56 261	14,7%	24,2%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	69 775	136 847	210 163	96,1%	53,6%
+Bénéfices	172 468	217 137	264 916	25,9%	22,0%
-Pertes	-102 693	-80 290	-54 753	-21,8%	-31,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	17,0%	16,3%	15,6%	-0,8	-0,7
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,6%	6,1%	6,4%	-0,5	0,3
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	65,5%	66,3%	62,8%	0,9	-3,5
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,9%	3,8%	3,6%	-0,1	-0,2
COÛT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,7%	2,2%	2,2%	-0,5	0,0
COÛT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,8%	2,4%	2,4%	-0,4	0,0
COÛT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,3%	3,6%	3,8%	-0,7	0,2
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,6%	1,3%	1,4%	-0,2	0,0
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	13,6%	12,2%	12,2%	-1,4	0,0
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,8%	9,7%	9,8%	-1,1	0,1
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,9%	7,3%	7,3%	-0,7	0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	75,3%	71,0%	68,5%	-4,3	-2,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	58,4%	41,3%	28,3%	-17,1	-13,0
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	8,1%	14,1%	18,9%	5,9	4,8
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	5,3%	9,2%	12,4%	3,9	3,1
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	28,9	30,2	30,7	4,4%	1,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	13,3	16,6	19,0	24,2%	14,8%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	70,4%	73,1%	55,4%	2,7	-17,7

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
MONTANT DU CAPITAL	891 068	962 769	1 014 591	8,0%	5,4%
REPARTITION DU CAPITAL	891 068	962 769	1 014 591	8,0%	5,4%
Nationaux	378 056	443 601	449 796	17,3%	1,4%
<i>Etat</i>	140 666	149 774	160 233	6,5%	7,0%
<i>Privés</i>	237 390	293 827	289 563	23,8%	-1,5%
Non-nationaux	513 012	519 168	564 795	1,2%	8,8%
<i>dont UMOA</i>	103 580	147 360	175 818	42,3%	19,3%
TOTAL DU BILAN	13 330 042	15 369 514	17 356 585	15,3%	12,9%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	1 696	1 851	1 949	9,1%	5,3%
Périodiques	65	55	66	-15,4%	20,0%
Permanents	1 631	1 796	1 883	10,1%	4,8%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	1 336	1 694	1 893	26,8%	11,7%
EFFECTIFS	19 423	20 007	21 740	3,0%	8,7%
Employés	12 224	12 091	13 842	-1,1%	14,5%
<i>dont Etrangers</i>	114	102	189	-10,5%	85,3%
Cadres	7 199	7 916	7 898	10,0%	-0,2%
<i>dont Etrangers</i>	205	192	238	-6,3%	24,0%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	5 096 290	6 903 140	7 905 585	35,5%	14,5%
Personnes physiques	4 531 720	6 385 800	7 268 873	40,9%	13,8%
<i>dont Etrangers</i>	130 601	174 858	203 648	33,9%	16,5%
Personnes morales	564 570	517 340	636 712	-8,4%	23,1%
<i>dont Etrangers</i>	20 631	7 405	9 592	-64,1%	29,5%
TAUX DE BASE BANCAIRE					
Moyenne des taux	7,94%	7,03%	7,47%	-0,91	0,44
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	110	112	118	2	6

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.1 : BENIN

II.1.1. - Liste des établissements de crédit

II.1.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NON- NATIONAL						
	BANQUES (12)			117 376	1 250	21 423	2 161 016	182	766 635	387	1 885	2 272
B 0061 F	- Bank Of Africa - Bénin	BOA - BENIN	13/10/1989	10 073	0	4 423	621 918	41	242 133	53	461	514
B 0062 G	- Ecobank - Bénin	ECOBANK	13/10/1989	5 000	0	1 053	413 069	30	212 577	118	135	253
B 0104 C	- Société Générale - Bénin	SGB	27/05/2002	12 000	0	1 440	156 453	14	53 462	41	167	208
B 0099 X	- Diamond Bank-Bénin	DIAMOND BANK-BENIN	24/01/2001	20 450	0	600	306 710	18	66 285	30	262	292
B 0058 C	- ORABANK Bénin	ORABANK-BENIN	05/12/1988	17 136	875	295	130 221	12	21 545	38	116	154
B 0063 H	- Banque Internationale du Bénin	BIBE	05/02/1990	9 000	0	520	44 277	12	25 610	23	143	166
B 0067 M	- United Bank for Africa Bénin	UBA-BENIN	30/12/1992	10 997	0	2 596	179 353	15	58 805	13	179	192
B 0115 P	- Banque Atlantique – Bénin	BA-BENIN	13/01/2005	6 500	0	2 990	129 940	15	32 534	22	91	113
B 0107 F	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Bénin	BSIC-BENIN	11/08/2003	9 220	0	0	69 423	10	13 767	13	124	137
B 0119 T	- Banque Régionale de Solidarité du Bénin	BRS-BENIN	18/05/2005	2 000	0	0	10 292	4	22 993	24	41	65
B 0113 M	- Banque de l'Habitat du Bénin	BHB	05/04/2004	5 000	375	3 501	29 464	2	11 319	1	24	25
B 0157 K	- BGFIBANK-Bénin	BGFIBANK-BENIN	23/04/2010	10 000	0	4 005	69 896	9	5 605	11	142	153
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (0)			0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ETABLISSEMENTS (12)			117 376	1 250	21 423	2 161 016	182	766 635	387	1 885	2 272

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	320 347	290 521	386 151	-9,3%	32,9%
- Caisse	41 048	39 559	55 225	-3,6%	39,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	170 627	151 008	195 465	-11,5%	29,4%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	41 461	29 498	38 102	-28,9%	29,2%
- Comptes de prêts	66 317	69 617	95 997	5,0%	37,9%
- Valeurs non imputées	4	7	1	75,0%	-85,7%
- Créances rattachées	485	560	1 303	15,5%	132,7%
- Créances en souffrance	405	272	58	-32,8%	-78,7%
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	838 487	947 352	1 030 387	13,0%	8,8%
- Portefeuille d'effets commerciaux	27 560	22 017	21 252	-20,1%	-3,5%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	786	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	27 560	22 017	20 466	-20,1%	-7,0%
- Autres crédits à court terme	256 409	302 531	256 927	18,0%	-15,1%
. <i>Crédits de campagne</i>	16 122	20 673	34 139	28,2%	65,1%
. <i>Crédits ordinaires</i>	240 287	281 858	222 788	17,3%	-21,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	147 556	145 706	157 149	-1,3%	7,9%
- Crédits à moyen terme	326 053	369 379	444 965	13,3%	20,5%
- Crédits à long terme	22 343	30 751	28 909	37,6%	-6,0%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	233	77	59	-67,0%	-23,4%
- Créances rattachées	9 707	12 389	11 088	27,6%	-10,5%
- Créances en souffrance	48 626	64 502	110 038	32,6%	70,6%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	18 550	26 151	54 075	41,0%	106,8%
<i>(provisions)</i>	851	229	43	-73,1%	-81,2%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	22 975	29 684	44 037	29,2%	48,4%
<i>(provisions)</i>	95 283	96 771	98 531	1,6%	1,8%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	7 101	8 667	11 926	22,1%	37,6%
<i>(provisions)</i>	194	1 942	1 922	901,0%	-1,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	378 771	494 500	536 679	30,6%	8,5%
- Titres de placement	312 444	434 825	478 751	39,2%	10,1%
- Comptes de stocks	206	159	194	-22,8%	22,0%
- Débiteurs divers	16 826	8 505	10 134	-49,5%	19,2%
- Créances rattachées	2 897	4 075	5 450	40,7%	33,7%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	15 890	13 967	7 183	-12,1%	-48,6%
- Valeurs à rejeter	425	18	123	-95,8%	583,3%
- Comptes d'ordre & divers	30 083	32 951	34 844	9,5%	5,7%
VALEURS IMMOBILISEES	86 328	145 660	207 799	68,7%	42,7%
- Immobilisations financières	25 856	84 879	140 502	228,3%	65,5%
- Dépôts & cautionnements	1 602	1 705	2 444	6,4%	43,3%
- Immobilisations en cours	13 154	8 511	11 112	-35,3%	30,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	821	123	386	-85,0%	213,8%
- Immobilisations d'exploitation	40 932	45 115	45 182	10,2%	0,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	4 785	3 274	3 346	-31,6%	2,2%
- Immobilisations hors-exploitation	1 401	2 394	4 052	70,9%	69,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2	0	0	-100,0%	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	2 120	1 023	380	-51,7%	-62,9%
- Créances rattachées	796	1 601	3 748	101,1%	134,1%
- Créances en souffrance	467	432	379	-7,5%	-12,3%
<i>(provisions)</i>	469	542	580	15,6%	7,0%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	1 623 933	1 878 033	2 161 016	15,6%	15,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	226 871	365 485	501 665	61,1%	37,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	55 668	83 964	112 013	50,8%	33,4%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	24 286	18 973	30 473	-21,9%	60,6%
- Comptes d'emprunts	144 825	261 546	357 897	80,6%	36,8%
- Autres sommes dues	1 165	36	2	-96,9%	-94,4%
- Dettes rattachées	927	966	1 280	4,2%	32,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 206 101	1 287 678	1 402 390	6,8%	8,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	547 941	570 699	577 712	4,2%	1,2%
- Dépôts à terme reçus	428 275	472 789	570 487	10,4%	20,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	153 604	167 089	186 356	8,8%	11,5%
- Dépôts de garantie reçus	31 499	30 160	32 923	-4,3%	9,2%
- Autres dépôts	5 568	5 708	3 485	2,5%	-38,9%
- Bons de caisse	301	1 629	1 294	441,2%	-20,6%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	37	383	906	935,1%	136,6%
- Autres sommes dues	27 723	26 893	18 220	-3,0%	-32,3%
- Dettes rattachées	11 153	12 328	11 007	10,5%	-10,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	47 639	56 164	71 221	17,9%	26,8%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	4 800	3 600	4 400	-25,0%	22,2%
- Crédeurs divers	10 764	11 059	15 815	2,7%	43,0%
- Dettes rattachées	156	513	106	228,8%	-79,3%
- Comptes d'ordre & divers	31 919	40 992	50 900	28,4%	24,2%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	610	675	737	10,7%	9,2%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	610	675	737	10,7%	9,2%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	142 712	168 031	185 003	17,7%	10,1%
- Subventions d'investissement	0	175	148	-	-15,4%
- Fonds affectés	1 000	1 003	1 009	0,3%	0,6%
- Provisions pour risques & charges	7 206	7 510	8 251	4,2%	9,9%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	20	10 000	-	49900,0%
- Titres et emprunts subordonnés	12 176	10 327	15 086	-15,2%	46,1%
- Dettes rattachées	862	925	1 223	7,3%	32,2%
- Fonds pour risques bancaires généraux	10 079	10 119	13 402	0,4%	32,4%
- Primes liées au capital	12 114	12 850	12 850	6,1%	-
- Réserves	29 419	34 443	40 119	17,1%	16,5%
- Ecart de réévaluation	227	227	622	-	174,0%
- Capital	107 926	117 376	117 376	8,8%	-
- Dotations	0	0	0	-	-
- Report à nouveau	-49 241	-43 366	-43 751	-11,9%	0,9%
- Résultat de l'exercice	10 944	16 422	8 668	50,1%	-47,2%
TOTAL DU PASSIF	1 623 933	1 878 033	2 161 016	15,6%	15,1%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	56 577	82 839	108 709	46,4%	31,2%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	276 437	256 734	299 810	-7,1%	16,8%
AUTRES ENGAGEMENTS	2 513	3 500	5 145	39,3%	47,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	2 121	2 654	1 687	25,1%	-36,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 303 865	1 587 913	1 775 974	21,8%	11,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	847 257	950 385	1 027 241	12,2%	8,1%
a) Crédits à court terme	447 648	484 298	442 570	8,2%	-8,6%
<i>dont Crédits de campagne</i>	16 122	20 673	34 925	28,2%	68,9%
b) Crédits à moyen terme	326 053	369 379	444 965	13,3%	20,5%
c) Crédits à long terme	22 343	30 751	28 909	37,6%	-6,0%
d) Opérations de crédit-bail	2 120	1 023	380	-51,7%	-62,9%
e) Crédits en souffrance	49 093	64 934	110 417	32,3%	70,0%
impayés ou immobilisés	19 017	26 583	54 454	39,8%	104,8%
<i>provisions</i>	851	229	43	-73,1%	-81,2%
douteux ou litigieux	30 076	38 351	55 963	27,5%	45,9%
<i>provisions</i>	95 946	99 255	101 033	3,4%	1,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	456 608	637 528	748 733	39,6%	17,4%
a) Titres de placement	312 444	434 825	478 751	39,2%	10,1%
b) Immobilisations financières	25 856	84 879	140 502	228,3%	65,5%
c) Autres immobilisations	57 089	57 725	62 790	1,1%	8,8%
d) Divers	61 219	60 099	66 690	-1,8%	11,0%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 397 989	1 513 514	1 660 631	8,3%	9,7%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 199 748	1 278 950	1 395 783	6,6%	9,1%
a) A vue	575 664	597 592	595 932	3,8%	-0,3%
b) A terme	624 084	681 358	799 851	9,2%	17,4%
dépôts à terme et bons de caisse	428 576	474 418	571 781	10,7%	20,5%
comptes d'épargne à régime spécial	153 604	167 089	186 356	8,8%	11,5%
autres	41 904	39 851	41 714	-4,9%	4,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	123 169	144 009	158 569	16,9%	10,1%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	109 766	132 257	131 704	20,5%	-0,4%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 025	2 751	2 994	35,9%	8,8%
b) Autres	13 403	11 752	26 865	-12,3%	128,6%
3. AUTRES RESSOURCES	75 072	90 555	106 279	20,6%	17,4%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	94 124	-74 399	-115 343	-179,0%	55,0%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-94 124	74 399	115 343	-179,0%	55,0%
1. DISPONIBILITES	-41 254	-39 718	-55 419	-3,7%	39,5%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-52 870	114 117	170 762	-315,8%	49,6%
emplois	-278 814	-250 402	-329 623	-10,2%	31,6%
<i>dont hors UMOA</i>	-72 920	-54 215	-90 313	-25,7%	66,6%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-405	-272	-58	-32,8%	-78,7%
ressources	225 944	364 519	500 385	61,3%	37,3%
<i>dont hors UMOA</i>	31 511	30 676	46 094	-2,6%	50,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
1. PRODUITS BANCAIRES	148 480	161 759	176 575	8,9%	9,2%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	6 481	7 303	7 939	12,7%	8,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	93 878	101 972	108 691	8,6%	6,6%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	15 986	25 565	32 084	59,9%	25,5%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	2 166	1 721	959	-20,5%	-44,3%
+Produits sur opérations de change	24 206	19 715	21 058	-18,6%	6,8%
+Produits sur opérations de hors-bilan	4 288	4 095	3 922	-4,5%	-4,2%
+Produits sur prestations de services financiers	1 218	1 283	1 855	5,3%	44,6%
+Autres produits d'exploitation bancaire	331	158	181	-52,3%	14,6%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	74	53	114	-28,4%	115,1%
2. CHARGES BANCAIRES	58 761	59 769	70 877	1,7%	18,6%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	8 012	9 703	14 003	21,1%	44,3%
-Charges sur opérations avec la clientèle	30 776	36 796	42 185	19,6%	14,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	576	429	431	-25,5%	0,5%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	2 270	1 564	967	-31,1%	-38,2%
-Charges sur opérations de change	16 340	10 320	11 903	-36,8%	15,3%
-Charges sur opérations de hors-bilan	15	3	19	-80,0%	533,3%
-Charges sur prestations de services financiers	772	953	1 273	23,4%	33,6%
-Autres charges d'exploitation bancaire	0	1	96	-	9500,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	89 719	101 990	105 698	13,7%	3,6%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	2 835	7 506	7 730	164,8%	3,0%
+Produits sur immobilisations financières	2 001	3 857	5 288	92,8%	37,1%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	834	3 649	2 442	337,5%	-33,1%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	92 554	109 496	113 428	18,3%	3,6%
6. FRAIS GENERAUX	54 564	62 808	72 451	15,1%	15,4%
-Frais de personnel	22 296	25 993	29 777	16,6%	14,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 624	1 849	2 307	13,9%	24,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	30 644	34 966	40 367	14,1%	15,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	7 394	8 486	9 110	14,8%	7,4%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	7 420	8 486	9 110	14,4%	7,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	26	0	0	-100,0%	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	30 596	38 202	31 867	24,9%	-16,6%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	15 391	18 166	15 247	18,0%	-16,1%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	45 555	39 553	51 984	-13,2%	31,4%
+Reprises de provisions	30 164	21 387	36 737	-29,1%	71,8%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	74	53	114	-28,4%	115,1%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	15 279	20 089	16 734	31,5%	-16,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-1 406	-1 219	-3 624	-13,3%	197,3%
+Subventions d'exploitation	0	4	0	-	-100,0%
+Récupérations sur créances amorties	8	252	558	3050,0%	121,4%
+Produits exceptionnels	347	304	380	-12,4%	25,0%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	10	382	507	3720,0%	32,7%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	216	823	1 008	281,0%	22,5%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	115	463	3 556	302,6%	668,0%
-Charges exceptionnelles	1 440	875	505	-39,2%	-42,3%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-2	1 319	-708	-66050,0%	-153,7%
+Profits sur exercices antérieurs	1 324	2 547	1 073	92,4%	-57,9%
-Pertes sur exercices antérieurs	1 326	1 228	1 781	-7,4%	45,0%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	2 927	3 767	3 734	28,7%	-0,9%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	10 944	16 422	8 668	50,1%	-47,2%
+Bénéfices	17 081	21 073	21 204	23,4%	0,6%
-Pertes	-6 137	-4 651	-12 536	-24,2%	169,5%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	15,5%	15,7%	18,7%	0,2	3,0
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	5,8%	6,8%	10,7%	1,0	3,9
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	66,3%	60,5%	47,8%	-5,8	-12,7
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	4,3%	4,0%	3,4%	-0,3	-0,6
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,9%	3,0%	3,2%	0,1	0,2
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	3,1%	3,1%	3,3%	0,0	0,2
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,3%	3,8%	3,8%	-0,5	0,0
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	2,4%	3,1%	2,9%	0,7	-0,2
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	12,5%	12,0%	11,4%	-0,5	-0,6
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,8%	10,1%	9,5%	0,3	-0,6
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,7%	7,0%	6,2%	0,3	-0,8
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	69,1%	69,9%	77,2%	0,8	7,3
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	50,2%	47,5%	47,7%	-2,7	0,2
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	12,2%	16,1%	8,2%	3,9	-7,9
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	8,1%	10,3%	4,9%	2,2	-5,4
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	27,5	29,2	31,9	6,2%	9,2%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	15,4	17,8	14,0	15,6%	-21,3%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	102,2%	168,2%	252,4%	66,0	84,2

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
MONTANT DU CAPITAL	107 926	117 376	117 376	8,8%	-
REPARTITION DU CAPITAL	107 926	117 376	117 376	8,8%	-
Nationaux	31 889	22 746	22 673	-28,7%	-0,3%
<i>Etat</i>	2 125	1 250	1 250	-41,2%	-
<i>Privés</i>	29 764	21 496	21 423	-27,8%	-0,3%
Non-nationaux	76 037	94 630	94 703	24,5%	0,1%
<i>dont UMOA</i>	25 634	30 386	29 584	18,5%	-2,6%
TOTAL DU BILAN	1 623 933	1 878 033	2 161 016	15,6%	15,1%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	158	175	182	10,8%	4,0%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	158	175	182	10,8%	4,0%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	130	153	197	17,7%	28,8%
EFFECTIFS	1 983	2 150	2 272	8,4%	5,7%
Employés	1 577	1 756	1 885	11,4%	7,3%
<i>dont Etrangers</i>	42	38	47	-9,5%	23,7%
Cadres	406	394	387	-3,0%	-1,8%
<i>dont Etrangers</i>	27	26	31	-3,7%	19,2%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	572 972	660 081	766 635	15,2%	16,1%
Personnes physiques	510 952	599 423	690 496	17,3%	15,2%
<i>dont Etrangers</i>	10 556	10 507	12 525	-0,5%	19,2%
Personnes morales	62 020	60 658	76 139	-2,2%	25,5%
<i>dont Etrangers</i>	540	531	1 342	-1,7%	152,7%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	7,64%	6,59%	6,59%	-1,05	-
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	13	12	12	-1	0
A - Par type					
Banques	13	12	12	-1	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	11	10	10	-1	0
Banques spécialisées	2	2	2	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	3	3	3	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	3	4	4	1	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	7	5	5	-2	0

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.2 : BURKINA

II.2.1. - Liste des établissements de crédit

II.2.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (b)			TOTAL BILAN (*) (g)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES EMPLOYES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX						
	BANQUES (12)			111 798	19 606	23 558	68 634	2 259 176	193	951 574	949	1 419	2 368
C 0022 H	- United Bank for Africa Burkina	UBA-Burkina	16/12/1974	18 566	1 900	1 706	14 960	241 870	26	133 643	120	141	261
C 0023 J	- Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina	BICIA-B	16/12/1974	10 000	2 500	2 400	5 100	159 558	16	70 595	47	277	324
C 0083 Z	- Ecobank-Burkina	ECOBANK	04/02/1997	7 495	250	875	6 370	431 155	40	274 835	210	208	418
C 0074 P	- Société Générale de Banques au Burkina	SGBB	12/12/1974	6 400	960	1 113	4 327	248 873	10	42 896	198	19	217
C 0084 A	- Bank Of Africa-Burkina	BOA-BURKINA	30/10/1997	8 000	0	1 538	6 462	348 130	25	145 941	13	264	277
C 0056 V	- Banque Commerciale du Burkina	BCB	13/06/1988	26 125	9 406	3 656	13 063	111 412	11	51 044	140	48	188
C 0134 E	- Banque Atlantique - Burkina Faso	BA-BURKINA	06/10/2005	6 000	1 098	1 537	3 365	167 339	21	60 300	58	122	180
C 0108 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Burkina	BSIC-BURKINA	06/08/2003	12 212	0	200	12 012	68 774	8	12 037	15	99	114
C 0148 V	- Coris Bank International	CBI	26/12/2007	10 000	698	9 294	8	408 318	27	139 217	85	167	252
C 0120 P	- Banque Régionale de Solidarité du Burkina	BRS-BURKINA	01/08/2005	2 000	0	0	2 000	19 366	4	11 180	43	25	68
C 0139 K	- Banque de l'Habitat du Burkina Faso	BHBF	11/10/2005	5 000	2 794	1 239	967	40 428	4	8 519	16	39	55
C 0161 J	- CBAAO, Attijarwafabank, Succursale du Burkina	-	20/06/2011	0	0	0	0	13 953	1	1 367	4	10	14
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (5)			9 739	6 568	1 937	1 234	24 703	14	3 310	22	105	127
C 0085 B	- Burkinabail	BURKINABAIL	30/10/1997	4 589	2 790	591	1 208	6 831	0	0	3	14	17
C 0049 M	- Société Burkinabè d'Equipement	SBE	22/08/1984	1 200	1 200	0	0	3 113	8	3 310	4	50	54
C 0021 G	- Société Burkinabè de Crédit Automobile	SOBCA	01/02/1972	2 750	1 993	731	26	5 416	4	0	7	35	42
C 0149 W	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale du Burkina	SAFCA-ALIOS FINANCE	21/06/2007	0	0	0	0	6 910	1	0	1	6	7
C 0146 S	- Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	SOFIGIB	31/12/2007	1 200	585	615	0	2 433	1	0	7	0	7
	TOTAL ETABLISSEMENTS (17)			121 537	26 174	25 495	69 868	2 283 879	207	954 884	971	1 524	2 495

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

BURKINA
(17 Etablissements)

Annexe 2.2

B I L A N S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	281 735	301 705	350 988	7,1%	16,3%
- Caisse	34 131	37 042	49 493	8,5%	33,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	159 959	178 435	168 300	11,6%	-5,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	33 574	52 902	36 304	57,6%	-31,4%
- Comptes de prêts	49 101	32 385	95 313	-34,0%	194,3%
- Valeurs non imputées	828	83	3	-90,0%	-96,4%
- Créances rattachées	329	640	981	94,5%	53,3%
- Créances en souffrance	3 813	218	594	-94,3%	172,5%
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	823 243	1 045 885	1 244 150	27,0%	19,0%
- Portefeuille d'effets commerciaux	30 741	26 330	42 572	-14,3%	61,7%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	1 126	77	-	-93,2%
. <i>Crédits ordinaires</i>	30 741	25 204	42 495	-18,0%	68,6%
- Autres crédits à court terme	252 542	338 060	420 873	33,9%	24,5%
. <i>Crédits de campagne</i>	37 547	29 320	90 048	-21,9%	207,1%
. <i>Crédits ordinaires</i>	214 995	308 740	330 825	43,6%	7,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	167 421	229 614	253 453	37,1%	10,4%
- Crédits à moyen terme	276 242	364 645	442 260	32,0%	21,3%
- Crédits à long terme	19 123	22 059	23 473	15,4%	6,4%
- Affacturage	79	469	3 444	493,7%	634,3%
- Valeurs non imputées	1 274	1 560	838	22,4%	-46,3%
- Créances rattachées	7 555	7 825	12 472	3,6%	59,4%
- Créances en souffrance	68 266	55 323	44 765	-19,0%	-19,1%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	41 474	23 369	23 493	-43,7%	0,5%
<i>(provisions)</i>	674	763	1 959	13,2%	156,7%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	26 792	31 954	21 272	19,3%	-33,4%
<i>(provisions)</i>	97 181	88 666	91 322	-8,8%	3,0%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	297	24	350	-91,9%	1358,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	362 126	433 399	517 686	19,7%	19,4%
- Titres de placement	305 756	363 925	461 054	19,0%	26,7%
- Comptes de stocks	539	359	206	-33,4%	-42,6%
- Débiteurs divers	5 674	5 481	7 757	-3,4%	41,5%
- Créances rattachées	5 050	5 035	7 390	-0,3%	46,8%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	19 192	19 305	17 327	0,6%	-10,2%
- Valeurs à rejeter	670	472	356	-29,6%	-24,6%
- Comptes d'ordre & divers	25 245	38 822	23 596	53,8%	-39,2%
VALEURS IMMOBILISEES	106 621	148 462	171 024	39,2%	15,2%
- Immobilisations financières	47 241	84 212	101 665	78,3%	20,7%
- Dépôts & cautionnements	1 220	1 727	1 764	41,6%	2,1%
- Immobilisations en cours	7 994	5 906	8 027	-26,1%	35,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	940	425	110	-54,8%	-74,1%
- Immobilisations d'exploitation	38 834	40 632	41 168	4,6%	1,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 937	2 236	1 892	15,4%	-15,4%
- Immobilisations hors-exploitation	9 412	12 844	12 141	36,5%	-5,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	730	846	5 327	15,9%	529,7%
- Créances rattachées	1 117	2 241	707	100,6%	-68,5%
- Créances en souffrance	73	54	225	-26,0%	316,7%
<i>(provisions)</i>	700	0	29	-100,0%	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	14 071	31	31	-99,8%	-
- Actionnaires, capital non appelé	11 500	0	0	-100,0%	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	2 571	31	31	-98,8%	-
TOTAL DE L'ACTIF	1 587 796	1 929 482	2 283 879	21,5%	18,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	208 075	280 164	349 295	34,6%	24,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	49 959	71 476	73 892	43,1%	3,4%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	12 223	9 620	4 714	-21,3%	-51,0%
- Comptes d'emprunts	145 316	198 242	269 942	36,4%	36,2%
- Autres sommes dues	170	361	327	112,4%	-9,4%
- Dettes rattachées	407	465	420	14,3%	-9,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 174 405	1 384 348	1 626 322	17,9%	17,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	494 617	644 419	739 070	30,3%	14,7%
- Dépôts à terme reçus	422 511	449 571	548 799	6,4%	22,1%
- Comptes d'épargne à régime spécial	203 089	234 970	272 783	15,7%	16,1%
- Dépôts de garantie reçus	38 352	29 772	34 518	-22,4%	15,9%
- Autres dépôts	685	1 508	2 125	120,1%	40,9%
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	475	3 012	3 219	534,1%	6,9%
- Autres sommes dues	6 362	12 931	16 884	103,3%	30,6%
- Dettes rattachées	8 314	8 165	8 924	-1,8%	9,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	59 444	73 633	84 668	23,9%	15,0%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	2 800	6 800	9 500	142,9%	39,7%
- Crédeurs divers	11 836	12 943	23 688	9,4%	83,0%
- Dettes rattachées	79	343	318	334,2%	-7,3%
- Comptes d'ordre & divers	44 729	53 547	51 162	19,7%	-4,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	2	3	3 572	50,0%	118966,7%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	3 566	-	-
- Titres de participation	2	3	6	50,0%	100,0%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	145 870	191 334	220 022	31,2%	15,0%
- Subventions d'investissement	118	85	54	-28,0%	-36,5%
- Fonds affectés	8 884	10 537	12 589	18,6%	19,5%
- Provisions pour risques & charges	4 676	4 905	3 955	4,9%	-19,4%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	4 829	9 469	11 469	96,1%	21,1%
- Titres et emprunts subordonnés	2 268	5 547	5 442	144,6%	-1,9%
- Dettes rattachées	221	131	94	-40,7%	-28,2%
- Fonds pour risques bancaires généraux	4 104	4 846	5 812	18,1%	19,9%
- Primes liées au capital	11 191	11 689	11 681	4,5%	-0,1%
- Réserves	28 830	34 559	39 857	19,9%	15,3%
- Ecart de réévaluation	2 743	2 745	2 743	0,1%	-0,1%
- Capital	109 882	121 041	121 537	10,2%	0,4%
- Dotations	0	1 860	2 500	-	34,4%
- Report à nouveau	-45 333	-50 812	-41 091	12,1%	-19,1%
- Résultat de l'exercice	13 457	34 732	43 380	158,1%	24,9%
TOTAL DU PASSIF	1 587 796	1 929 482	2 283 879	21,5%	18,4%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	51 206	61 253	56 959	19,6%	-7,0%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	339 269	475 351	412 669	40,1%	-13,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	1 010	3 452	3 114	241,8%	-9,8%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 226	1 515	1 080	23,6%	-28,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION	VARIATION
				2010-2011	2011-2012
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 292 312	1 628 322	1 933 776	26,0%	18,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	835 683	1 058 265	1 254 557	26,6%	18,5%
a) Crédits à court terme	471 249	615 338	738 507	30,6%	20,0%
<i>dont Crédits de campagne</i>	37 547	30 446	90 125	-18,9%	196,0%
b) Crédits à moyen terme	276 242	364 645	442 260	32,0%	21,3%
c) Crédits à long terme	19 123	22 059	23 473	15,4%	6,4%
d) Opérations de crédit-bail	730	846	5 327	15,9%	529,7%
e) Crédits en souffrance	68 339	55 377	44 990	-19,0%	-18,8%
impayés ou immobilisés	41 534	23 420	23 524	-43,6%	0,4%
<i>provisions</i>	877	763	1 963	-13,0%	157,3%
douteux ou litigieux	26 805	31 957	21 466	19,2%	-32,8%
<i>provisions</i>	97 975	88 690	91 697	-9,5%	3,4%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	456 629	570 057	679 219	24,8%	19,1%
a) Titres de placement	305 756	363 925	461 054	19,0%	26,7%
b) Immobilisations financières	47 241	84 212	101 665	78,3%	20,7%
c) Autres immobilisations	57 460	61 109	63 100	6,4%	3,3%
d) Divers	46 172	60 811	53 400	31,7%	-12,2%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 366 057	1 649 752	1 934 973	20,8%	17,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 168 891	1 382 983	1 626 898	18,3%	17,6%
a) A vue	500 979	657 350	755 954	31,2%	15,0%
b) A terme	667 912	725 633	870 944	8,6%	20,0%
dépôts à terme et bons de caisse	422 511	449 571	548 799	6,4%	22,1%
comptes d'épargne à régime spécial	203 089	234 970	272 783	15,7%	16,1%
autres	42 312	41 092	49 362	-2,9%	20,1%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	108 214	162 495	181 805	50,2%	11,9%
a) Capital, dotations & réserves	89 372	134 112	149 508	50,1%	11,5%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	3 297	4 196	6 026	27,3%	43,6%
b) Autres	18 842	28 383	32 297	50,6%	13,8%
3. AUTRES RESSOURCES	88 952	104 274	126 270	17,2%	21,1%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	73 745	21 430	1 197	-70,9%	-94,4%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-73 745	-21 430	-1 197	-70,9%	-94,4%
1. DISPONIBILITES	-34 138	-37 106	-49 558	8,7%	33,6%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-39 607	15 676	48 361	-139,6%	208,5%
emplois	-247 275	-264 023	-300 514	6,8%	13,8%
<i>dont hors UMOA</i>	-50 554	-65 633	-77 050	29,8%	17,4%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-3 769	-174	-550	-95,4%	216,1%
ressources	207 668	279 699	348 875	34,7%	24,7%
<i>dont hors UMOA</i>	19 539	21 267	13 250	8,8%	-37,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION	VARIATION
				2010-2011	2011-2012
1. PRODUITS BANCAIRES	171 425	195 936	220 341	14,3%	12,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 410	3 707	4 946	53,8%	33,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	94 449	110 477	131 585	17,0%	19,1%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	15 171	21 631	26 546	42,6%	22,7%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	615	569	2 038	-7,5%	258,2%
+Produits sur opérations de change	48 942	50 178	43 968	2,5%	-12,4%
+Produits sur opérations de hors-bilan	7 182	6 450	7 865	-10,2%	21,9%
+Produits sur prestations de services financiers	2 312	2 873	3 319	24,3%	15,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	442	183	270	-58,6%	47,5%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	98	132	196	34,7%	48,5%
2. CHARGES BANCAIRES	76 537	82 842	84 085	8,2%	1,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	6 166	8 778	11 207	42,4%	27,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	30 069	35 369	40 599	17,6%	14,8%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	325	569	740	75,1%	30,1%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	731	583	1 228	-20,2%	110,6%
-Charges sur opérations de change	38 026	36 309	29 153	-4,5%	-19,7%
-Charges sur opérations de hors-bilan	114	99	35	-13,2%	-64,6%
-Charges sur prestations de services financiers	777	847	1 039	9,0%	22,7%
-Autres charges d'exploitation bancaire	329	288	84	-12,5%	-70,8%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	94 888	113 094	136 256	19,2%	20,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	4 913	5 259	9 491	7,0%	80,5%
+Produits sur immobilisations financières	2 652	3 273	6 584	23,4%	101,2%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	2 698	2 186	3 005	-19,0%	37,5%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	437	200	98	-54,2%	-51,0%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	99 801	118 353	145 747	18,6%	23,1%
6. FRAIS GENERAUX	57 206	62 715	66 986	9,6%	6,8%
-Frais de personnel	25 791	28 536	29 665	10,6%	4,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 414	1 271	1 605	-10,1%	26,3%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	30 001	32 908	35 716	9,7%	8,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	6 809	7 936	8 182	16,6%	3,1%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	7 576	7 952	8 202	5,0%	3,1%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	767	16	20	-97,9%	25,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	35 786	47 702	70 579	33,3%	48,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	16 209	5 403	8 119	-66,7%	50,3%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	36 230	56 681	37 173	56,4%	-34,4%
+Reprises de provisions	20 021	51 278	29 054	156,1%	-43,3%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	98	132	196	34,7%	48,5%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	19 675	42 431	62 656	115,7%	47,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-829	-951	-4 713	14,7%	395,6%
+Subventions d'exploitation	36	5	6	-86,1%	20,0%
+Récupérations sur créances amorties	985	589	1 229	-40,2%	108,7%
+Produits exceptionnels	582	575	579	-1,2%	0,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	600	550	366	-8,3%	-33,5%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	125	346	1 334	176,8%	285,5%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	420	1 292	1 332	207,6%	3,1%
-Charges exceptionnelles	2 487	1 032	4 227	-58,5%	309,6%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	149	128	-2 558	-14,1%	-2098,4%
+Profits sur exercices antérieurs	2 724	16 424	8 174	502,9%	-50,2%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 575	16 296	10 732	532,9%	-34,1%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	5 538	6 876	12 005	24,2%	74,6%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	13 457	34 732	43 380	158,1%	24,9%
+Bénéfices	23 418	35 512	43 426	51,6%	22,3%
-Pertes	-9 961	-780	-46	-92,2%	-94,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	17,9%	12,6%	10,3%	-5,3	-2,3
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	8,2%	5,2%	3,6%	-3,0	-1,6
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	59,1%	61,8%	67,6%	2,7	5,8
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,9%	3,8%	3,9%	-0,1	0,1
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,8%	2,8%	2,7%	0,0	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,9%	2,9%	2,9%	0,0	0,0
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	5,7%	5,1%	4,4%	-0,6	-0,7
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	0,9%	1,5%	1,8%	0,6	0,3
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	12,8%	12,0%	11,9%	-0,8	-0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,6%	9,9%	9,9%	0,3	0,0
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,7%	7,0%	7,0%	0,3	0,0
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	68,3%	62,5%	55,2%	-5,8	-7,3
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	45,2%	11,3%	11,5%	-33,9	0,2
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	14,2%	30,7%	31,8%	16,5	1,1
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	10,6%	18,6%	20,1%	8,0	1,5
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	24,7	26,3	26,8	6,5%	1,9%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	15,4	20,0	28,3	29,9%	41,5%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	84,2%	67,3%	38,3%	-16,9	-29,0

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
MONTANT DU CAPITAL	109 882	121 041	121 537	10,2%	0,4%
REPARTITION DU CAPITAL	109 882	121 041	121 537	10,2%	0,4%
Nationaux	48 343	51 896	51 669	7,3%	-0,4%
<i>Etat</i>	18 158	25 003	26 174	37,7%	4,7%
<i>Privés</i>	30 185	26 893	25 495	-10,9%	-5,2%
Non-nationaux	61 539	69 145	69 868	12,4%	1,0%
<i>dont UMOA</i>	12 892	17 521	17 720	35,9%	1,1%
TOTAL DU BILAN	1 587 796	1 929 482	2 283 879	21,5%	18,4%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	193	202	207	4,7%	2,5%
Périodiques	11	0	1	-100,0%	-
Permanents	182	202	206	11,0%	2,0%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	113	192	208	69,9%	8,3%
EFFECTIFS	2 320	2 386	2 495	2,8%	4,6%
Employés	1 453	1 411	1 524	-2,9%	8,0%
<i>dont Etrangers</i>	4	7	11	75,0%	57,1%
Cadres	867	975	971	12,5%	-0,4%
<i>dont Etrangers</i>	19	28	24	47,4%	-14,3%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	659 923	783 366	954 884	18,7%	21,9%
Personnes physiques	589 005	678 966	836 775	15,3%	23,2%
<i>dont Etrangers</i>	14 278	4 088	9 121	-71,4%	123,1%
Personnes morales	70 918	104 400	118 109	47,2%	13,1%
<i>dont Etrangers</i>	1 015	136	184	-86,6%	35,3%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	8,74%	9,21%	9,57%	0,47	0,36
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	15	16	17	1	1
A - Par type					
Banques	11	11	12	0	1
Etablissements Financiers	5	5	5	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	9	9	10	0	1
Banques spécialisées	2	2	2	0	0
Etablissements Financiers	5	5	5	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	3	4	5	1	1
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	4	3	3	-1	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	8	9	9	1	0

ANNEXE II.3 : COTE D'IVOIRE

II.3.1. - Liste des établissements de crédit

II.3.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (e)		REPARTITION DU CAPITAL (e)		TOTAL BILAN (1)(g)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES EMPLOYES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
				ETAT	PRIVES	NATIONALAUX	NON- NATIONALAUX						
BANQUES (24)				311 603	125 620	122 649	4 695 016	554	2 810 899	2 621	3 688	6 309	
A 0008 D	- Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire	SGBCI	09/1966	15 556	0	11 801	798 460	63	318 025	430	627	1 057	
A 0006 B	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	BICICI	09/1966	16 667	0	11 448	416 495	34	273 611	243	253	496	
A 0059 J	- Ecobank-Côte d'Ivoire	ECOBANK-CI	16/03/1989	21 438	0	20 664	680 746	40	195 936	168	346	514	
A 0042 Q	- Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale	BIAO-CI	30/12/1980	20 000	2 000	18 000	470 287	42	203 036	262	288	550	
A 0092 V	- Banque Nationale d'Investissement	BNI	04/03/1999	20 500	20 500	0	366 318	28	115 787	256	225	481	
A 0034 G	- Banque Atlantique de Côte d'Ivoire	BACI	11/08/1978	55 787	0	55 649	437 858	63	222 810	236	244	480	
A 0032 E	- Bank Of Africa - Côte d'Ivoire	BOA-CI	14/12/1995	7 200	0	5 625	271 746	22	68 531	78	173	251	
A 0007 C	- Société Ivoirienne de Banque	SIB	09/1966	10 000	4 900	0	371 664	41	146 252	274	253	527	
A 0118 Y	- CITIBANK - Côte d'Ivoire	CITIBANK CI	11/02/2005	7 490	0	2 140	95 611	1	346	45	3	48	
A 0097 A	- Standard Chartered Bank-Côte d'Ivoire	SCB-CI	01/02/2000	10 300	0	10 300	117 375	4	3 491	24	63	87	
A 0114 T	- Banque pour le Financement de l'Agriculture	BFA	06/02/2004	5 534	5 134	400	36 430	8	45 908	43	92	135	
A 0068 T	- Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	BHCI	28/04/1993	6 776	2 800	150	60 103	8	57 500	55	119	174	
A 0080 G	- ACCESS BANK Côte d'Ivoire	ACCESS BANK	26/11/1996	20 855	0	22	13 808	2	5 652	26	24	50	
A 0112 R	- Versus Bank	VERSUS BANK	01/12/2003	3 000	3 000	0	41 373	3	6 334	34	52	86	
A 0131 M	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	BRIDGE BANK	08/05/2006	8 500	0	8 200	108 675	3	3 463	71	24	95	
A 0121 B	- Banque Régionale de Solidarité de la Côte d'Ivoire	BRS-CI	11/02/2005	2 000	0	0	10 228	2	9 186	50	7	57	
A 0071 X	- Cofipa Investment Bank-Côte d'Ivoire	C.I.B.C.I	21/07/1994	5 000	0	10	17 476	4	2 831	32	16	48	
A 0150 H	- United Bank for Africa	UBA	14/05/2008	20 000	0	20 000	81 376	10	47 353	43	94	137	
A 0154 M	- Banque Sahelo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Côte d'Ivoire	BSIC	04/06/2009	10 000	0	10 000	69 993	12	10 615	52	90	142	
A 0155 N	- Caisse Nationale des Caisses d'Epargne	CNCE	28/10/2009	25 000	25 000	0	122 351	160	1 071 843	144	639	783	
A 0158 R	- Diamond Bank-Bénin, Succursale de la Côte d'Ivoire	-	09/09/2010	0	0	0	52 140	2	1 623	10	28	38	
A 0162 W	- BGFIBank Côte d'Ivoire	BGFIBANK CI	23/05/2011	10 000	0	2 000	42 670	1	221	32	8	40	
A 0163 X	- Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire	GTBANK-CI	07/07/2011	10 000	0	0	11 833	1	545	13	20	33	
A 0166 A	- Coris Bank International Côte d'Ivoire	-	26/09/2012										

(e) : Montants en millions de FCFA

(f) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (7) (a)	RESEAUX (*)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES EMPLOYES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX						
A 0001 W	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (1)			1 299	0	521	778	41 939	3	0	35	19	54
	- Société Africaine de Crédit Automobile- Alios Finance	SAFCA-ALIOS FINANCE	27/04/1956	1 299	0	521	778	41 939	3	0	35	19	54
	TOTAL ETABLISSEMENTS (25)			3 12 902	63 334	126 141	123 427	4 736 955	557	2 810 899	2 656	3 707	6 363

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

B I L A N S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	589 616	1 013 457	998 081	71,9%	-1,5%
- Caisse	115 888	148 076	142 733	27,8%	-3,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	368 610	668 697	581 204	81,4%	-13,1%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	50 630	56 555	58 979	11,7%	4,3%
- Comptes de prêts	53 064	139 124	213 887	162,2%	53,7%
- Valeurs non imputées	45	72	32	60,0%	-55,6%
- Créances rattachées	579	757	759	30,7%	0,3%
- Créances en souffrance	800	176	487	-78,0%	176,7%
<i>(provisions)</i>	0	329	293	-	-10,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 129 204	2 138 419	2 396 588	0,4%	12,1%
- Portefeuille d'effets commerciaux	71 549	61 842	76 833	-13,6%	24,2%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	5	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	71 549	61 842	76 828	-13,6%	24,2%
- Autres crédits à court terme	666 897	727 266	796 843	9,1%	9,6%
. <i>Crédits de campagne</i>	133 952	122 851	156 023	-8,3%	27,0%
. <i>Crédits ordinaires</i>	532 945	604 415	640 820	13,4%	6,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	604 964	551 931	587 242	-8,8%	6,4%
- Crédits à moyen terme	606 760	595 755	717 247	-1,8%	20,4%
- Crédits à long terme	82 525	84 505	106 122	2,4%	25,6%
- Affacturage	76	362	672	376,3%	85,6%
- Valeurs non imputées	2 374	922	1 867	-61,2%	102,5%
- Créances rattachées	10 515	12 613	16 947	20,0%	34,4%
- Créances en souffrance	83 544	103 223	92 815	23,6%	-10,1%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	44 677	58 699	52 923	31,4%	-9,8%
<i>(provisions)</i>	857	12 098	556	1311,7%	-95,4%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	38 711	43 789	39 891	13,1%	-8,9%
<i>(provisions)</i>	323 715	341 550	290 267	5,5%	-15,0%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	156	735	1	371,2%	-99,9%
<i>(provisions)</i>	3 886	3 871	3 006	-0,4%	-22,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	588 140	698 262	918 415	18,7%	31,5%
- Titres de placement	438 114	466 380	639 239	6,5%	37,1%
- Comptes de stocks	148	103	133	-30,4%	29,1%
- Débiteurs divers	31 352	56 657	122 591	80,7%	116,4%
- Créances rattachées	4 583	6 964	5 902	52,0%	-15,2%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	35 190	60 050	54 767	70,6%	-8,8%
- Valeurs à rejeter	1 717	32	1 159	-98,1%	3521,9%
- Comptes d'ordre & divers	77 036	108 076	94 624	40,3%	-12,4%
VALEURS IMMOBILISEES	338 766	400 396	423 871	18,2%	5,9%
- Immobilisations financières	92 626	162 532	166 327	75,5%	2,3%
- Dépôts & cautionnements	4 618	4 684	5 177	1,4%	10,5%
- Immobilisations en cours	20 241	19 983	22 000	-1,3%	10,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 075	1 248	1 838	16,1%	47,3%
- Immobilisations d'exploitation	149 976	150 968	166 156	0,7%	10,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	11 148	13 063	10 132	17,2%	-22,4%
- Immobilisations hors-exploitation	17 471	17 245	14 218	-1,3%	-17,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2 237	2 117	5 786	-5,4%	173,3%
- Crédit-bail & opérations assimilées	51 783	41 924	46 494	-19,0%	10,9%
- Créances rattachées	1 785	2 620	2 702	46,8%	3,1%
- Créances en souffrance	266	440	797	65,4%	81,1%
<i>(provisions)</i>	2 512	2 859	2 941	13,8%	2,9%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	3 232	3 232	0	-	-100,0%
- Actionnaires, capital non appelé	3 232	0	0	-100,0%	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	3 232	0	-	-100,0%
TOTAL DE L'ACTIF	3 648 958	4 253 766	4 736 955	16,6%	11,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	354 768	335 235	512 516	-5,5%	52,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	94 659	108 245	151 439	14,4%	39,9%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	18 467	11 152	15 036	-39,6%	34,8%
- Comptes d'emprunts	235 702	206 788	336 029	-12,3%	62,5%
- Autres sommes dues	3 511	5 993	6 797	70,7%	13,4%
- Dettes rattachées	2 429	3 057	3 215	25,9%	5,2%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 811 655	3 388 418	3 604 754	20,5%	6,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 163 802	1 654 998	1 721 106	42,2%	4,0%
- Dépôts à terme reçus	690 376	701 343	791 152	1,6%	12,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	747 988	784 814	861 333	4,9%	9,7%
- Dépôts de garantie reçus	100 952	94 543	99 925	-6,3%	5,7%
- Autres dépôts	1 187	26 763	5 290	2154,7%	-80,2%
- Bons de caisse	27 659	32 174	29 786	16,3%	-7,4%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	2 256	5 791	5 584	156,7%	-3,6%
- Autres sommes dues	60 363	68 207	70 445	13,0%	3,3%
- Dettes rattachées	17 072	19 785	20 133	15,9%	1,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	145 036	202 398	195 625	39,6%	-3,3%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	13 217	13 766	26 538	4,2%	92,8%
- Créiteurs divers	44 394	53 680	41 871	20,9%	-22,0%
- Dettes rattachées	487	445	331	-8,6%	-25,6%
- Comptes d'ordre & divers	86 938	134 507	126 885	54,7%	-5,7%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	15	15	0	-	-100,0%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	15	15	0	-	-100,0%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	337 484	327 700	424 060	-2,9%	29,4%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	441	470	278	6,6%	-40,9%
- Provisions pour risques & charges	40 296	42 870	47 718	6,4%	11,3%
- Provisions réglementées	684	684	684	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	6 369	6 089	6 079	-4,4%	-0,2%
- Titres et emprunts subordonnés	7 135	9 976	10 992	39,8%	10,2%
- Dettes rattachées	309	319	433	3,2%	35,7%
- Fonds pour risques bancaires généraux	32 501	31 218	31 653	-3,9%	1,4%
- Primes liées au capital	7 350	7 254	6 954	-1,3%	-4,1%
- Réserves	81 724	92 014	94 312	12,6%	2,5%
- Ecart de réévaluation	6 711	6 711	6 711	-	-
- Capital	259 848	286 170	312 902	10,1%	9,3%
- Dotations	14	14	8 951	-	63835,7%
- Report à nouveau	-78 222	-143 475	-154 025	83,4%	7,4%
- Résultat de l'exercice	-27 676	-12 614	50 418	-54,4%	-499,7%
TOTAL DU PASSIF	3 648 958	4 253 766	4 736 955	16,6%	11,4%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	66 294	121 502	141 785	83,3%	16,7%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	347 502	364 722	454 976	5,0%	24,7%
AUTRES ENGAGEMENTS	13 169	26 290	98 777	99,6%	275,7%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	3 085	5 181	4 422	67,9%	-14,6%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	3 056 553	3 237 731	3 739 500	5,9%	15,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	2 205 928	2 228 220	2 481 699	1,0%	11,4%
a) Crédits à court terme	1 381 050	1 402 373	1 518 224	1,5%	8,3%
<i>dont Crédits de campagne</i>	133 952	122 851	156 028	-8,3%	27,0%
b) Crédits à moyen terme	606 760	595 755	717 247	-1,8%	20,4%
c) Crédits à long terme	82 525	84 505	106 122	2,4%	25,6%
d) Opérations de crédit-bail	51 783	41 924	46 494	-19,0%	10,9%
e) Crédits en souffrance	83 810	103 663	93 612	23,7%	-9,7%
impayés ou immobilisés	44 853	59 005	53 031	31,6%	-10,1%
<i>provisions</i>	857	12 915	1 400	1407,0%	-89,2%
douteux ou litigieux	38 957	44 658	40 581	14,6%	-9,1%
<i>provisions</i>	330 113	347 463	295 370	5,3%	-15,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	850 625	1 009 511	1 257 801	18,7%	24,6%
a) Titres de placement	438 114	466 380	639 239	6,5%	37,1%
b) Immobilisations financières	92 626	162 532	166 327	75,5%	2,3%
c) Autres immobilisations	192 306	192 880	207 551	0,3%	7,6%
d) Divers	127 579	187 719	244 684	47,1%	30,3%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	3 293 387	3 918 356	4 227 654	19,0%	7,9%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 807 800	3 382 399	3 611 159	20,5%	6,8%
a) A vue	1 224 165	1 723 205	1 791 551	40,8%	4,0%
b) A terme	1 583 635	1 659 194	1 819 608	4,8%	9,7%
dépôts à terme et bons de caisse	718 035	733 517	820 938	2,2%	11,9%
comptes d'épargne à régime spécial	747 988	784 814	861 333	4,9%	9,7%
autres	117 612	140 863	137 337	19,8%	-2,5%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	239 438	230 394	301 305	-3,8%	30,8%
a) Capital, dotations & réserves	202 542	190 908	261 005	-5,7%	36,7%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	5 667	5 080	9 265	-10,4%	82,4%
b) Autres	36 896	39 486	40 300	7,0%	2,1%
3. AUTRES RESSOURCES	246 149	305 563	315 190	24,1%	3,2%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	236 834	680 625	488 154	187,4%	-28,3%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-236 834	-680 625	-488 154	187,4%	-28,3%
1. DISPONIBILITES	-116 024	-148 179	-142 866	27,7%	-3,6%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-120 810	-532 446	-345 288	340,7%	-35,2%
emplois	-473 149	-864 624	-854 589	82,7%	-1,2%
<i>dont hors UMOA</i>	-159 141	-165 793	-264 374	4,2%	59,5%
<i>dont emplois en souffrance</i>	800	176	487	-78,0%	176,7%
ressources	352 339	332 178	509 301	-5,7%	53,3%
<i>dont hors UMOA</i>	68 750	79 363	178 892	15,4%	125,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION	VARIATION
				2010-2011	2011-2012
1. PRODUITS BANCAIRES	388 837	375 065	455 346	-3,5%	21,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 877	6 733	7 321	14,6%	8,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	265 728	259 198	301 284	-2,5%	16,2%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	27 904	37 090	51 656	32,9%	39,3%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	37 003	34 816	28 822	-5,9%	-17,2%
+Produits sur opérations de change	41 113	26 238	48 994	-36,2%	86,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	4 988	4 795	7 242	-3,9%	51,0%
+Produits sur prestations de services financiers	6 244	6 297	6 872	0,8%	9,1%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 317	1 302	4 321	-1,1%	231,9%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	234	0	0	-100,0%	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	1 103	1 404	1 166	27,3%	-17,0%
2. CHARGES BANCAIRES	136 102	124 148	144 080	-8,8%	16,1%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	14 031	12 450	15 002	-11,3%	20,5%
-Charges sur opérations avec la clientèle	61 919	65 981	73 019	6,6%	10,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	2 236	1 306	2 129	-41,6%	63,0%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	31 368	29 948	21 701	-4,5%	-27,5%
-Charges sur opérations de change	24 059	10 873	28 675	-54,8%	163,7%
-Charges sur opérations de hors-bilan	284	366	619	28,9%	69,1%
-Charges sur prestations de services financiers	1 953	2 186	2 514	11,9%	15,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	252	1 038	421	311,9%	-59,4%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	252 735	250 917	311 266	-0,7%	24,1%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	14 684	13 988	27 404	-4,7%	95,9%
+Produits sur immobilisations financières	7 294	8 013	10 573	9,9%	31,9%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	7 705	6 215	17 189	-19,3%	176,6%
-Charges sur immobilisations financières	0	8	39	-	387,5%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	315	232	319	-26,3%	37,5%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	267 419	264 905	338 670	-0,9%	27,8%
6. FRAIS GENERAUX	195 820	191 462	215 908	-2,2%	12,8%
-Frais de personnel	80 699	82 886	88 911	2,7%	7,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	14 227	11 134	10 859	-21,7%	-2,5%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	100 894	97 442	116 138	-3,4%	19,2%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	27 231	27 372	29 806	0,5%	8,9%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	27 540	27 617	30 009	0,3%	8,7%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	309	245	203	-20,7%	-17,1%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	44 368	46 071	92 956	3,8%	101,8%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	68 971	43 051	23 109	-37,6%	-46,3%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	128 410	107 202	88 214	-16,5%	-17,7%
+Reprises de provisions	59 439	64 151	65 105	7,9%	1,5%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	1 337	1 404	1 166	5,0%	-17,0%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	-23 266	4 424	71 013	-119,0%	1505,2%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	8 741	-481	-3 692	-105,5%	667,6%
+Subventions d'exploitation	5 000	0	0	-100,0%	-
+Récupérations sur créances amorties	1 130	316	371	-72,0%	17,4%
+Produits exceptionnels	11 393	3 478	6 169	-69,5%	77,4%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	1 174	2 450	0	108,7%	-100,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	225	380	1 303	68,9%	242,9%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	6 399	1 169	522	-81,7%	-55,3%
-Charges exceptionnelles	3 332	5 176	8 407	55,3%	62,4%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-4 072	-7 742	-3 829	90,1%	-50,5%
+Profits sur exercices antérieurs	4 717	7 815	7 837	65,7%	0,3%
-Pertres sur exercices antérieurs	8 789	15 557	11 666	77,0%	-25,0%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	9 079	8 815	13 074	-2,9%	48,3%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	-27 676	-12 614	50 418	-54,4%	-499,7%
+Bénéfices	38 190	40 773	79 266	6,8%	94,4%
-Pertres	-65 866	-53 387	-28 848	-18,9%	-46,0%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	16,3%	17,9%	14,1%	1,6	-3,8
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,8%	4,7%	3,8%	0,9	-0,9
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	79,8%	77,7%	76,0%	-2,1	-1,7
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	4,4%	4,5%	3,6%	0,1	-0,9
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,3%	2,2%	2,2%	-0,1	0,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,5%	2,4%	2,3%	-0,1	-0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,1%	3,5%	3,5%	-0,6	0,0
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,1%	1,0%	0,9%	-0,1	-0,1
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	12,7%	12,8%	13,5%	0,1	0,7
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,3%	9,8%	10,0%	-0,5	0,2
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,8%	7,4%	7,7%	-0,4	0,3
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	88,4%	87,3%	79,0%	-1,1	-8,3
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	150,9%	90,7%	24,6%	-60,2	-66,1
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	-11,0%	-5,0%	16,2%	6,0	21,2
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	-9,4%	-4,5%	13,4%	4,9	17,9
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	33,9	34,1	33,9	0,6%	-0,6%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	7,7	8,2	14,6	6,5%	78,0%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	71,5%	83,0%	62,0%	11,5	-21,0

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
MONTANT DU CAPITAL	259 848	286 170	312 902	10,1%	9,3%
REPARTITION DU CAPITAL	259 848	286 170	312 902	10,1%	9,3%
Nationaux	150 120	186 411	189 475	24,2%	1,6%
<i>Etat</i>	67 424	67 534	63 334	0,2%	-6,2%
<i>Privés</i>	82 696	118 877	126 141	43,8%	6,1%
Non-nationaux	109 728	99 759	123 427	-9,1%	23,7%
<i>dont UMOA</i>	23 913	44 903	45 219	87,8%	0,7%
TOTAL DU BILAN	3 648 958	4 253 766	4 736 955	16,6%	11,4%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	501	515	557	2,8%	8,2%
Périodiques	51	50	37	-2,0%	-26,0%
Permanents	450	465	520	3,3%	11,8%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	427	531	572	24,4%	7,7%
EFFECTIFS	5 781	5 617	6 363	-2,8%	13,3%
Employés	3 440	2 851	3 723	-17,1%	30,6%
<i>dont Etrangers</i>	26	14	50	-46,2%	257,1%
Cadres	2 341	2 766	2 640	18,2%	-4,6%
<i>dont Etrangers</i>	55	28	33	-49,1%	17,9%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 471 406	2 543 382	2 810 899	72,9%	10,5%
Personnes physiques	1 401 184	2 460 762	2 703 810	75,6%	9,9%
<i>dont Etrangers</i>	16 358	30 205	33 376	84,6%	10,5%
Personnes morales	70 222	82 620	107 089	17,7%	29,6%
<i>dont Etrangers</i>	1 117	818	1 206	-26,8%	47,4%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	9,71%	9,71%	10,59%	-	0,88
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	21	22	24	1	2
A - Par type					
Banques	20	20	23	0	3
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	17	17	20	0	3
Banques spécialisées	3	3	3	0	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	8	8	8	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	1	2	3	1	1
Petits (Actifs < 100 milliards)	12	12	13	0	1

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.4 : GUINEE-BISSAU

II.4.1. - Liste des établissements de crédit

II.4.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS	
					ETAT	NATIONAUX PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES
	BANQUES (4)			18 800	0	3 621	15 179	23	69 556	89	221	310
S 0096 T	- Banco da Africa Ocidental	BAO	03/02/1997	5 000	0	3 421	1 579	10	33 248	48	71	119
S 0143 V	- Ecobank Guinée-Bissau	ECOBANK-GB	22/11/2006	6 800	0	0	6 800	3	19 048	13	80	93
S 0128 D	- Banco Da União	BDU-SA	21/04/2005	5 000	0	200	4 800	7	7 316	11	41	52
S 0122 X	- Banque Régionale de Solidarité de Guinée Bissau	BRS G-B	09/05/2005	2 000	0	0	2 000	3	9 944	17	29	46
	TOTAL ETABLISSEMENTS (4)			18 800	0	3 621	15 179	23	69 556	89	221	310

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	41 218	55 076	38 156	33,6%	-30,7%
- Caisse	2 470	3 294	3 278	33,4%	-0,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	32 581	47 257	26 788	45,0%	-43,3%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	332	521	516	56,9%	-1,0%
- Comptes de prêts	5 800	3 979	7 445	-31,4%	87,1%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	35	25	129	-28,6%	416,0%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	58	0	-	-100,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	43 052	69 545	77 908	61,5%	12,0%
- Portefeuille d'effets commerciaux	1 260	0	0	-100,0%	-
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	1 260	0	0	-100,0%	-
- Autres crédits à court terme	7 733	16 563	15 222	114,2%	-8,1%
. <i>Crédits de campagne</i>	14	0	0	-100,0%	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	7 719	16 563	15 222	114,6%	-8,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	10 538	23 174	24 343	119,9%	5,0%
- Crédits à moyen terme	20 490	26 172	22 806	27,7%	-12,9%
- Crédits à long terme	12	18	377	50,0%	1994,4%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	49	730	299	1389,8%	-59,0%
- Créances rattachées	390	648	943	66,2%	45,5%
- Créances en souffrance	2 580	2 240	13 918	-13,2%	521,3%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	1 367	1 131	11 654	-17,3%	930,4%
<i>(provisions)</i>	0	0	2 337	-	-
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	1 172	1 109	2 264	-5,4%	104,1%
<i>(provisions)</i>	1 384	1 720	3 276	24,3%	90,5%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	41	0	0	-100,0%	-
<i>(provisions)</i>	500	279	353	-44,2%	26,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	13 762	10 322	12 906	-25,0%	25,0%
- Titres de placement	9 856	7 464	9 711	-24,3%	30,1%
- Comptes de stocks	0	0	0	-	-
- Débiteurs divers	928	775	742	-16,5%	-4,3%
- Créances rattachées	10	77	140	670,0%	81,8%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	619	372	692	-39,9%	86,0%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	2 349	1 634	1 621	-30,4%	-0,8%
VALEURS IMMOBILISEES	4 187	8 011	7 435	91,3%	-7,2%
- Immobilisations financières	86	2 446	1 949	2744,2%	-20,3%
- Dépôts & cautionnements	43	43	70	-	62,8%
- Immobilisations en cours	330	477	621	44,5%	30,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	33	37	34	12,1%	-8,1%
- Immobilisations d'exploitation	3 459	4 243	4 024	22,7%	-5,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	187	581	330	210,7%	-43,2%
- Immobilisations hors-exploitation	269	801	771	197,8%	-3,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	0	1	0	-	-100,0%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	100	0	0	-100,0%	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	100	0	0	-100,0%	-
TOTAL DE L'ACTIF	102 319	142 954	136 405	39,7%	-4,6%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	12 593	13 279	21 775	5,4%	64,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	5 641	6 774	7 005	20,1%	3,4%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	0	0	0	-	-
- Comptes d'emprunts	6 500	6 500	14 702	-	126,2%
- Autres sommes dues	451	0	1	-100,0%	-
- Dettes rattachées	1	5	67	400,0%	1240,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	68 767	104 318	89 923	51,7%	-13,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	53 547	73 150	57 092	36,6%	-22,0%
- Dépôts à terme reçus	6 091	20 617	18 639	238,5%	-9,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	2 916	4 056	5 487	39,1%	35,3%
- Dépôts de garantie reçus	5 668	5 835	7 353	2,9%	26,0%
- Autres dépôts	0	0	0	-	-
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	486	542	1 004	11,5%	85,2%
- Dettes rattachées	59	118	348	100,0%	194,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	3 165	2 988	3 419	-5,6%	14,4%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	0	0	0	-	-
- Crédoeurs divers	770	1 562	1 301	102,9%	-16,7%
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	2 395	1 426	2 118	-40,5%	48,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	17 794	22 369	21 288	25,7%	-4,8%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	0	0	0	-	-
- Provisions pour risques & charges	161	161	194	-	20,5%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	680	680	680	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	0	0	1 047	-	-
- Dettes rattachées	0	1 110	29	-	-97,4%
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	100	0	-	-100,0%
- Primes liées au capital	0	0	159	-	-
- Réserves	1 350	1 459	2 283	8,1%	56,5%
- Ecart de réévaluation	0	0	0	-	-
- Capital	18 800	18 800	18 800	-	-
- Dotations	0	0	0	-	-
- Report à nouveau	-4 278	-3 919	-1 933	-8,4%	-50,7%
- Résultat de l'exercice	1 081	3 978	29	268,0%	-99,3%
TOTAL DU PASSIF	102 319	142 954	136 405	39,7%	-4,6%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1 387	2 930	3 673	111,2%	25,4%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	7 282	7 506	10 614	3,1%	41,4%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-	-

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	61 036	87 903	98 378	44,0%	11,9%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	43 281	69 269	77 657	60,0%	12,1%
a) Crédits à court terme	20 199	40 839	40 556	102,2%	-0,7%
<i>dont Crédits de campagne</i>	14	0	0	-100,0%	-
b) Crédits à moyen terme	20 490	26 172	22 806	27,7%	-12,9%
c) Crédits à long terme	12	18	377	50,0%	1994,4%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	2 580	2 240	13 918	-13,2%	521,3%
impayés ou immobilisés	1 367	1 131	11 654	-17,3%	930,4%
<i>provisions</i>	0	0	2 337	-	-
douteux ou litigieux	1 213	1 109	2 264	-8,6%	104,1%
<i>provisions</i>	1 884	1 999	3 629	6,1%	81,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	17 755	18 634	20 721	5,0%	11,2%
a) Titres de placement	9 856	7 464	9 711	-24,3%	30,1%
b) Immobilisations financières	86	2 446	1 949	2744,2%	-20,3%
c) Autres immobilisations	4 101	5 564	5 486	35,7%	-1,4%
d) Divers	3 712	3 160	3 575	-14,9%	13,1%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	89 627	129 680	114 697	44,7%	-11,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	68 708	104 200	89 575	51,7%	-14,0%
a) A vue	54 033	73 692	58 096	36,4%	-21,2%
b) A terme	14 675	30 508	31 479	107,9%	3,2%
dépôts à terme et bons de caisse	6 091	20 617	18 639	238,5%	-9,6%
comptes d'épargne à régime spécial	2 916	4 056	5 487	39,1%	35,3%
autres	5 668	5 835	7 353	2,9%	26,0%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	16 740	18 640	20 656	11,4%	10,8%
a) Capital, dotations & réserves	16 060	17 960	18 929	11,8%	5,4%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	140	434	72	210,0%	-83,4%
b) Autres	680	680	1 727	-	154,0%
3. AUTRES RESSOURCES	4 179	6 840	4 466	63,7%	-34,7%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	28 591	41 777	16 319	46,1%	-60,9%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-28 591	-41 777	-16 319	46,1%	-60,9%
1. DISPONIBILITES	-2 470	-3 294	-3 278	33,4%	-0,5%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-26 121	-38 483	-13 041	47,3%	-66,1%
emplois	-38 713	-51 757	-34 749	33,7%	-32,9%
<i>dont hors UMOA</i>	-3 375	-1 129	-2 086	-66,5%	84,8%
<i>dont emplois en souffrance</i>	0	0	0	-	-
ressources	12 592	13 274	21 708	5,4%	63,5%
<i>dont hors UMOA</i>	0	0	377	-	-

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
1. PRODUITS BANCAIRES	8 752	13 151	14 446	50,3%	9,8%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	138	256	376	85,5%	46,9%
+Produits sur opérations avec la clientèle	6 606	9 940	11 389	50,5%	14,6%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	349	459	498	31,5%	8,5%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	10	0	-	-100,0%
+Produits sur opérations de change	1 118	1 743	1 238	55,9%	-29,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	419	593	690	41,5%	16,4%
+Produits sur prestations de services financiers	104	131	227	26,0%	73,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	18	19	28	5,6%	47,4%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	0	0	0	-	-
2. CHARGES BANCAIRES	644	1 179	1 995	83,1%	69,2%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	168	232	471	38,1%	103,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	346	660	1 089	90,8%	65,0%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	0	-	-
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
-Charges sur opérations de change	112	274	409	144,6%	49,3%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	-	-
-Charges sur prestations de services financiers	3	3	19	-	533,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	15	10	7	-33,3%	-30,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	8 108	11 972	12 451	47,7%	4,0%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	4	172	152	4200,0%	-11,6%
+Produits sur immobilisations financières	2	167	147	8250,0%	-12,0%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	2	5	5	150,0%	-
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	8 112	12 144	12 603	49,7%	3,8%
6. FRAIS GENERAUX	5 628	6 385	6 963	13,5%	9,1%
-Frais de personnel	2 292	2 588	2 748	12,9%	6,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	9	19	39	111,1%	105,3%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	3 327	3 778	4 176	13,6%	10,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 008	628	1 063	-37,7%	69,3%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 008	917	1 063	-9,0%	15,9%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	0	289	0	-	-100,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	1 476	5 131	4 577	247,6%	-10,8%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	67	337	4 131	403,0%	1125,8%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	948	1 478	4 383	55,9%	196,5%
+Reprises de provisions	881	1 141	252	29,5%	-77,9%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	0	0	0	-	-
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	1 409	4 794	446	240,2%	-90,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	6	-145	-2	-2516,7%	-98,6%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	6	0	0	-100,0%	-
+Produits exceptionnels	26	62	4	138,5%	-93,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	135	-	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	37	121	-	227,0%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	100	0	-	-100,0%
-Charges exceptionnelles	26	70	20	169,2%	-71,4%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	255	-50	-	-119,6%
+Profits sur exercices antérieurs	37	700	40	1791,9%	-94,3%
-Pertes sur exercices antérieurs	37	445	90	1102,7%	-79,8%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	334	926	365	177,2%	-60,6%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	1 081	3 978	29	268,0%	-99,3%
+Bénéfices	1 081	3 978	650	268,0%	-83,7%
-Pertes	0	0	-621	-	-

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	9,9%	5,9%	23,8%	-4,0	17,9
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,0%	3,2%	17,9%	-2,8	14,7
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	42,2%	47,2%	30,0%	5,0	-17,2
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	2,1%	1,8%	2,4%	-0,3	0,6
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	0,6%	0,8%	1,1%	0,2	0,3
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	0,8%	0,9%	1,4%	0,1	0,5
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	0,8%	1,0%	1,6%	0,2	0,6
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	0,5%	0,7%	1,0%	0,2	0,3
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	16,4%	14,9%	14,2%	-1,5	-0,7
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,2%	9,9%	10,0%	-0,3	0,1
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	9,4%	9,0%	8,6%	-0,4	-0,4
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	81,8%	61,0%	64,5%	-20,8	3,5
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	4,5%	6,6%	90,3%	2,1	83,7
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	13,3%	33,2%	0,2%	19,9	-33,0
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	6,2%	18,9%	0,1%	12,7	-18,8
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	25,1	24,6	22,5	-2,0%	-8,5%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	6,6	19,7	14,8	198,5%	-24,9%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>					

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
MONTANT DU CAPITAL	18 800	18 800	18 800	-	-
REPARTITION DU CAPITAL	18 800	18 800	18 800	-	-
Nationaux	9 859	3 621	3 621	-63,3%	-
<i>Etat</i>	0	0	0	-	-
<i>Privés</i>	9 859	3 621	3 621	-63,3%	-
Non-nationaux	8 941	15 179	15 179	69,8%	-
<i>dont UMOA</i>	4 800	13 600	13 600	183,3%	-
TOTAL DU BILAN	102 319	142 954	136 405	39,7%	-4,6%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	17	21	23	23,5%	9,5%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	17	21	23	23,5%	9,5%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	13	13	19	-	46,2%
EFFECTIFS	224	260	310	16,1%	19,2%
Employés	204	241	221	18,1%	-8,3%
<i>dont Etrangers</i>	10	9	9	-10,0%	-
Cadres	20	19	89	-5,0%	368,4%
<i>dont Etrangers</i>	6	5	12	-16,7%	140,0%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	41 583	56 120	69 556	35,0%	23,9%
Personnes physiques	37 489	50 838	62 954	35,6%	23,8%
<i>dont Etrangers</i>	1 903	2 239	2 383	17,7%	6,4%
Personnes morales	4 094	5 282	6 602	29,0%	25,0%
<i>dont Etrangers</i>	71	216	245	204,2%	13,4%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	10,50%	4,75%	7,00%	-5,75	2,25
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	4	4	4	0	0
A - Par type					
Banques	4	4	4	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	3	3	3	0	0
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	0	0	0	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	0	0	0	0	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	4	4	4	0	0

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.5 : MALI

II.5.1. - Liste des établissements de crédit

II.5.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	PRIVES				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
BANQUES (13)				107 901	21 942	17 537	68 422	326	1 267 689	1 264	1 519	2 783
D 0016 W	- Banque de Développement du Mali	BDM-SA	22/03/1968	10 000	1 956	2 114	5 930	36	139 160	235	179	414
D 0041 Y	- Banque Internationale pour le Mali	BIM	08/10/1980	5 003	526	1 926	2 551	79	197 045	138	245	383
D 0043 A	- Banque Nationale de Développement Agricole	BNDA	06/10/1982	14 361	5 238	0	9 123	40	189 698	108	190	298
D 0090 B	- Ecobank-Mali	ECOBANK	11/09/1998	8 932	0	617	8 315	40	216 263	190	188	378
D 0045 C	- Bank Of Africa	BOA	24/12/1982	7 200	0	1 440	5 760	32	133 382	127	222	349
D 0065 Z	- Banque de l'Habitat du Mali	BHM	23/02/1991	11 000	10 803	197	0	12	110 763	42	83	125
D 0102 P	- Banque Malienne de Solidarité	BMS	09/04/2002	11 600	2 944	8 238	418	23	197 045	124	41	165
D 0044 B	- Banque Commerciale du Sahel	BCS	17/02/1982	14 300	475	5	13 820	8	7 673	75	48	123
D 0089 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BIC-IM	28/05/1998	5 000	0	750	4 250	8	13 811	52	35	87
D 0135 A	- Banque Atlantique - Mali	BA-MALI	12/10/2005	5 000	0	2 250	2 750	23	31 634	55	114	169
D 0109 X	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Mali	BSIC-MALI	04/08/2003	7 255	0	0	7 255	11	14 618	52	88	140
D 0123 M	- Banque Régionale de Solidarité du Mali	BRS-MALI	07/06/2005	2 000	0	0	2 000	4	10 270	22	34	56
D 0147 N	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BCI	23/01/2007	6 250	0	0	6 250	10	6 327	44	52	96
ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)				1 004	867	137	0	2	0	10	5	15
D 0098 K	- Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	FGHM	02/11/2000	1 004	867	137	0	1	0	7	2	9
D 0152 T	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale du Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE	27/02/2008	0	0	0	0	1	0	3	3	6
TOTAL ETABLISSEMENTS (15)				108 905	22 809	17 674	68 422	328	1 267 689	1 274	1 524	2 798

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	432 215	382 381	410 342	-11,5%	7,3%
- Caisse	57 818	64 560	62 330	11,7%	-3,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	251 405	214 265	240 434	-14,8%	12,2%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	40 434	44 923	55 639	11,1%	23,9%
- Comptes de prêts	80 779	57 233	51 287	-29,1%	-10,4%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	743	776	548	4,4%	-29,4%
- Créances en souffrance	1 036	624	104	-39,8%	-83,3%
<i>(provisions)</i>	6 652	4 069	128	-38,8%	-96,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	939 260	1 128 426	1 182 725	20,1%	4,8%
- Portefeuille d'effets commerciaux	56 857	74 517	83 423	31,1%	12,0%
. <i>Crédits de campagne</i>	724	910	654	25,7%	-28,1%
. <i>Crédits ordinaires</i>	56 133	73 607	82 769	31,1%	12,4%
- Autres crédits à court terme	347 954	465 490	446 386	33,8%	-4,1%
. <i>Crédits de campagne</i>	9 173	430	519	-95,3%	20,7%
. <i>Crédits ordinaires</i>	338 781	465 060	445 867	37,3%	-4,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	125 854	125 597	147 577	-0,2%	17,5%
- Crédits à moyen terme	274 968	327 480	340 380	19,1%	3,9%
- Crédits à long terme	40 904	43 298	43 199	5,9%	-0,2%
- Affacturage	0	0	1 938	-	-
- Valeurs non imputées	3 835	4 301	3 592	12,2%	-16,5%
- Créances rattachées	10 498	12 930	14 894	23,2%	15,2%
- Créances en souffrance	78 390	74 813	101 336	-4,6%	35,5%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	38 697	36 136	63 963	-6,6%	77,0%
<i>(provisions)</i>	2 073	3 535	11 893	70,5%	236,4%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	39 628	38 677	37 371	-2,4%	-3,4%
<i>(provisions)</i>	95 910	161 677	181 060	68,6%	12,0%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	65	0	2	-100,0%	-
<i>(provisions)</i>	23 034	195	202	-99,2%	3,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	288 162	337 677	381 140	17,2%	12,9%
- Titres de placement	244 826	288 186	330 673	17,7%	14,7%
- Comptes de stocks	41	417	135	917,1%	-67,6%
- Débiteurs divers	14 983	14 978	15 888	0,0%	6,1%
- Créances rattachées	3 259	2 843	2 965	-12,8%	4,3%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	7 034	6 272	7 066	-10,8%	12,7%
- Valeurs à rejeter	1 798	6	353	-99,7%	5783,3%
- Comptes d'ordre & divers	16 221	24 975	24 060	54,0%	-3,7%
VALEURS IMMOBILISEES	184 567	192 835	194 451	4,5%	0,8%
- Immobilisations financières	65 611	62 097	58 434	-5,4%	-5,9%
- Dépôts & cautionnements	842	898	907	6,7%	1,0%
- Immobilisations en cours	4 780	9 220	11 715	92,9%	27,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	299	1 935	614	547,2%	-68,3%
- Immobilisations d'exploitation	45 815	46 659	46 744	1,8%	0,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	3 560	4 121	3 409	15,8%	-17,3%
- Immobilisations hors-exploitation	64 232	68 594	71 302	6,8%	3,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	370	0	-	-100,0%
- Crédit-bail & opérations assimilées	809	2 749	2 218	239,8%	-19,3%
- Créances rattachées	2 279	2 415	2 817	6,0%	16,6%
- Créances en souffrance	199	203	314	2,0%	54,7%
<i>(provisions)</i>	88	88	88	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	1 844 204	2 041 319	2 168 658	10,7%	6,2%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	258 592	292 724	324 849	13,2%	11,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	89 000	104 988	80 865	18,0%	-23,0%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	36 822	38 349	37 910	4,1%	-1,1%
- Comptes d'emprunts	130 952	143 349	200 468	9,5%	39,8%
- Autres sommes dues	411	4 943	4 235	1102,7%	-14,3%
- Dettes rattachées	1 407	1 095	1 371	-22,2%	25,2%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 339 670	1 461 461	1 528 401	9,1%	4,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	769 324	863 019	916 386	12,2%	6,2%
- Dépôts à terme reçus	247 547	242 331	246 636	-2,1%	1,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	225 045	233 544	252 969	3,8%	8,3%
- Dépôts de garantie reçus	55 268	75 366	64 595	36,4%	-14,3%
- Autres dépôts	977	953	466	-2,5%	-51,1%
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	16 013	14 807	15 855	-7,5%	7,1%
- Autres sommes dues	20 642	25 413	24 133	23,1%	-5,0%
- Dettes rattachées	4 854	6 028	7 361	24,2%	22,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	40 009	51 874	64 437	29,7%	24,2%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	2 866	1 800	10 200	-37,2%	466,7%
- Crédeurs divers	11 964	19 102	17 705	59,7%	-7,3%
- Dettes rattachées	82	137	329	67,1%	140,1%
- Comptes d'ordre & divers	25 097	30 835	36 203	22,9%	17,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	205 933	235 260	250 971	14,2%	6,7%
- Subventions d'investissement	14 298	13 500	12 750	-5,6%	-5,6%
- Fonds affectés	11 033	9 809	9 893	-11,1%	0,9%
- Provisions pour risques & charges	10 903	14 138	14 841	29,7%	5,0%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	1 101	1 988	2 028	80,6%	2,0%
- Titres et emprunts subordonnés	0	6 034	6 927	-	14,8%
- Dettes rattachées	11	98	97	790,9%	-1,0%
- Fonds pour risques bancaires généraux	5 036	5 559	4 965	10,4%	-10,7%
- Primes liées au capital	4 522	5 389	5 389	19,2%	-
- Réserves	27 157	30 460	35 952	12,2%	18,0%
- Ecart de réévaluation	8 429	8 429	8 429	-	-
- Capital	101 596	107 380	108 905	5,7%	1,4%
- Dotations	0	1 000	1 500	-	50,0%
- Report à nouveau	4 919	5 364	10 550	9,0%	96,7%
- Résultat de l'exercice	16 928	26 112	28 745	54,3%	10,1%
TOTAL DU PASSIF	1 844 204	2 041 319	2 168 658	10,7%	6,2%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	104 412	140 186	148 898	34,3%	6,2%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	208 644	228 556	243 891	9,5%	6,7%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	815	1 103	2 863	35,3%	159,6%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 412 691	1 659 304	1 758 729	17,5%	6,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	936 804	1 124 720	1 177 429	20,1%	4,7%
a) Crédits à court terme	541 534	676 177	689 982	24,9%	2,0%
<i>dont Crédits de campagne</i>	9 897	1 340	1 173	-86,5%	-12,5%
b) Crédits à moyen terme	274 968	327 480	340 380	19,1%	3,9%
c) Crédits à long terme	40 904	43 298	43 199	5,9%	-0,2%
d) Opérations de crédit-bail	809	2 749	2 218	239,8%	-19,3%
e) Crédits en souffrance	78 589	75 016	101 650	-4,5%	35,5%
impayés & immobilisés	38 750	36 269	64 059	-6,4%	76,6%
<i>provisions</i>	2 073	3 535	11 893	70,5%	236,4%
douteux & litigieux	39 839	38 747	37 591	-2,7%	-3,0%
<i>provisions</i>	119 032	161 960	181 350	36,1%	12,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	475 887	534 584	581 300	12,3%	8,7%
a) Titres de placement	244 826	288 186	330 673	17,7%	14,7%
b) Immobilisations financières	65 611	62 097	58 434	-5,4%	-5,9%
c) Autres immobilisations	115 669	125 371	130 668	8,4%	4,2%
d) Divers	49 781	58 930	61 525	18,4%	4,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 587 019	1 749 690	1 845 180	10,3%	5,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 337 682	1 457 233	1 531 240	8,9%	5,1%
a) A vue	789 966	888 432	940 519	12,5%	5,9%
b) A terme	547 716	568 801	590 721	3,8%	3,9%
dépôts à terme et bons de caisse	247 547	242 331	246 636	-2,1%	1,8%
comptes d'épargne à régime spécial	225 045	233 544	252 969	3,8%	8,3%
autres	75 124	92 926	91 116	23,7%	-1,9%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	175 594	193 674	210 951	10,3%	8,9%
a) Capital, dotations & réserves	140 733	153 914	170 924	9,4%	11,1%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	3 428	4 826	4 427	40,8%	-8,3%
b) Autres	34 861	39 760	40 027	14,1%	0,7%
3. AUTRES RESSOURCES	73 743	98 783	102 989	34,0%	4,3%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	174 328	90 386	86 451	-48,2%	-4,4%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-174 328	-90 386	-86 451	-48,2%	-4,4%
1. DISPONIBILITES	-57 859	-64 970	-62 465	12,3%	-3,9%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-116 469	-25 416	-23 986	-78,2%	-5,6%
emplois	-373 654	-317 045	-347 464	-15,2%	9,6%
<i>dont hors UMOA</i>	-84 521	-64 916	-88 704	-23,2%	36,6%
<i>dont emplois en souffrance</i>	1 036	624	104	-39,8%	-83,3%
ressources	257 185	291 629	323 478	13,4%	10,9%
<i>dont hors UMOA</i>	27 290	38 397	26 275	40,7%	-31,6%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
1. PRODUITS BANCAIRES	153 632	195 758	203 565	27,4%	4,0%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 513	4 733	4 451	4,9%	-6,0%
+Produits sur opérations avec la clientèle	105 168	124 060	135 608	18,0%	9,3%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	10 122	16 617	17 278	64,2%	4,0%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	911	2 174	2 611	138,6%	20,1%
+Produits sur opérations de change	18 954	33 891	31 934	78,8%	-5,8%
+Produits sur opérations de hors-bilan	12 225	12 740	10 374	4,2%	-18,6%
+Produits sur prestations de services financiers	1 169	786	902	-32,8%	14,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	664	766	436	15,4%	-43,1%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	94	9	29	-90,4%	222,2%
2. CHARGES BANCAIRES	35 249	52 444	55 391	48,8%	5,6%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 580	7 643	9 703	37,0%	27,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	21 020	22 066	22 421	5,0%	1,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	395	278	197	-29,6%	-29,1%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	835	1 930	1 167	131,1%	-39,5%
-Charges sur opérations de change	6 391	19 324	20 847	202,4%	7,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	286	205	96	-28,3%	-53,2%
-Charges sur prestations de services financiers	680	954	828	40,3%	-13,2%
-Autres charges d'exploitation bancaire	62	44	132	-29,0%	200,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	118 383	143 314	148 174	21,1%	3,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	5 929	7 905	5 202	33,3%	-34,2%
+Produits sur immobilisations financières	2 839	3 228	2 054	13,7%	-36,4%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	3 090	4 677	3 148	51,4%	-32,7%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	124 312	151 219	153 376	21,6%	1,4%
6. FRAIS GENERAUX	73 584	81 198	84 809	10,3%	4,4%
-Frais de personnel	32 685	34 644	37 566	6,0%	8,4%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 740	2 894	3 082	5,6%	6,5%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	38 159	43 660	44 161	14,4%	1,1%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	11 444	12 086	12 520	5,6%	3,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	11 527	12 093	12 845	4,9%	6,2%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	83	7	325	-91,6%	4542,9%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	39 284	57 935	56 047	47,5%	-3,3%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	17 041	27 473	21 212	61,2%	-22,8%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	42 274	51 788	41 972	22,5%	-19,0%
+Reprises de provisions	25 233	24 315	20 760	-3,6%	-14,6%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	94	9	29	-90,4%	222,2%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	22 337	30 471	34 864	36,4%	14,4%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 211	-503	-740	-141,5%	47,1%
+Subventions d'exploitation	0	120	120	-	-
+Récupérations sur créances amorties	117	167	257	42,7%	53,9%
+Produits exceptionnels	1 238	1 215	2 040	-1,9%	67,9%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	500	0	300	-100,0%	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	11	328	618	2881,8%	88,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	300	0	-	-100,0%
-Charges exceptionnelles	633	1 377	2 839	117,5%	106,2%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-198	3 168	196	-1700,0%	-93,8%
+Profits sur exercices antérieurs	2 572	4 648	3 770	80,7%	-18,9%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 770	1 480	3 574	-46,6%	141,5%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	6 422	7 024	5 575	9,4%	-20,6%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	16 928	26 112	28 745	54,3%	10,1%
+Bénéfices	23 411	32 892	30 293	40,5%	-7,9%
-Pertes	-6 483	-6 780	-1 548	4,6%	-77,2%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	18,9%	18,6%	21,5%	-0,3	2,9
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	8,4%	6,7%	8,6%	-1,7	1,9
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	60,6%	68,8%	65,5%	8,2	-3,3
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,2%	3,3%	3,3%	0,1	0,0
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,7%	1,6%	1,6%	-0,1	0,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,9%	1,8%	1,9%	-0,1	0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	2,3%	2,9%	2,9%	0,6	0,0
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,4%	1,5%	1,7%	0,1	0,2
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	12,5%	12,7%	12,0%	0,2	-0,7
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,3%	10,0%	10,0%	0,7	0,0
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,4%	8,2%	8,1%	0,8	-0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	71,9%	65,1%	65,9%	-6,8	0,8
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	43,3%	47,4%	37,8%	4,1	-9,6
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	14,3%	18,2%	19,4%	3,9	1,2
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	8,7%	11,8%	12,2%	3,1	0,4
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	29,2	29,7	30,3	1,7%	2,0%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	15,6	21,2	20,0	35,9%	-5,7%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	112,6%	79,1%	117,7%	-33,5	38,6

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
MONTANT DU CAPITAL	101 596	107 380	108 905	5,7%	1,4%
REPARTITION DU CAPITAL	101 596	107 380	108 905	5,7%	1,4%
Nationaux	42 053	45 243	40 483	7,6%	-10,5%
<i>Etat</i>	18 560	20 164	22 809	8,6%	13,1%
<i>Privés</i>	23 493	25 079	17 674	6,8%	-29,5%
Non-nationaux	59 543	62 137	68 422	4,4%	10,1%
<i>dont UMOA</i>	4 735	2 184	15 702	-53,9%	619,0%
TOTAL DU BILAN	1 844 204	2 041 319	2 168 658	10,7%	6,2%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	291	347	328	19,2%	-5,5%
Périodiques	0	4	25	-	525,0%
Permanents	291	343	303	17,9%	-11,7%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	215	263	282	22,3%	7,2%
EFFECTIFS	2 524	2 736	2 798	8,4%	2,3%
Employés	1 279	1 523	1 524	19,1%	0,1%
<i>dont Etrangers</i>	2	9	12	350,0%	33,3%
Cadres	1 245	1 213	1 274	-2,6%	5,0%
<i>dont Etrangers</i>	14	23	26	64,3%	13,0%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	804 397	1 010 518	1 267 689	25,6%	25,4%
Personnes physiques	596 655	901 584	1 145 512	51,1%	27,1%
<i>dont Etrangers</i>	10 540	11 620	28 269	10,2%	143,3%
Personnes morales	207 742	108 934	122 177	-47,6%	12,2%
<i>dont Etrangers</i>	14 473	2 012	1 020	-86,1%	-49,3%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	7,87%	6,26%	6,93%	-1,61	0,67
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	14	15	15	1	0
A - Par type					
Banques	13	13	13	0	0
Etablissements Financiers	3	2	2	-1	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	9	9	9	0	0
Banques spécialisées	4	4	4	0	0
Etablissements Financiers	3	2	2	-1	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	4	4	5	0	1
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	2	3	2	1	-1
Petits (Actifs <100 milliards)	8	8	8	0	0

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.6 : NIGER

II.6.1. - Liste des établissements de crédit

II.6.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAUX		NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES							
	BANQUES (10)			80 805	20 931	15 589	44 285	875 336	113	324 906	525	774	1 299
H 0064 B	- Société Nigérienne de Banque	SONIBANK	11/09/1990	12 000	3 165	4 147	4 688	176 193	9	43 481	115	69	184
H 0040 A	- Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	BIA-NIGER	13/01/1993	14 000	6 049	6 849	1 102	153 316	8	42 362	38	169	207
H 0038 Y	- Bank Of Africa Niger	BOA-Niger	22/04/1994	8 000	222	928	6 850	187 873	16	82 606	92	105	197
H 0095 K	- Ecobank Niger	ECOBANK-Niger	14/01/1999	5 100	0	11	5 089	161 937	16	66 823	85	81	166
H 0136 E	- Banque Atlantique - Niger	BA-NIGER	07/10/2005	7 500	0	1 654	5 846	64 548	14	29 913	28	77	105
H 0057 T	- Banque Commerciale du Niger	BCN	19/09/1988	9 950	1 492	0	8 458	13 265	1	9 783	28	30	58
H 0110 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Niger	BSIC-NIGER	25/07/2003	7 255	0	0	7 255	51 705	12	10 164	40	87	127
H 0124 R	- Banque Régionale de Solidarité du Niger	BRS-NIGER	04/11/2005	2 000	0	2 000	0	10 494	7	15 895	29	48	77
H 0081 V	- Banque Islamique du Niger	BIN	03/06/1997	5 000	3	0	4 997	29 564	9	10 816	16	55	71
H 0164 K	- Banque Agricole du Niger	BAGRI	07/02/2011	10 000	10 000	0	0	26 441	21	13 063	54	53	107
H 0129 X	- Société Sahélienne d'Investissement	SAHFI?	14/06/2005	1 315	0	1 315	0	4 975	1	0	6	5	11
	TOTAL ETABLISSEMENTS (11)			82 120	20 931	16 904	44 285	880 311	114	324 906	531	779	1 310

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	161 147	131 037	210 868	-18,7%	60,9%
- Caisse	21 869	25 148	36 729	15,0%	46,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	111 457	79 639	123 923	-28,5%	55,6%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	19 381	11 995	21 644	-38,1%	80,4%
- Comptes de prêts	6 476	13 998	27 948	116,2%	99,7%
- Valeurs non imputées	1 500	0	0	-100,0%	-
- Créances rattachées	458	252	619	-45,0%	145,6%
- Créances en souffrance	6	5	5	-16,7%	-
<i>(provisions)</i>	200	200	199	-	-0,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	361 156	426 876	521 087	18,2%	22,1%
- Portefeuille d'effets commerciaux	18 875	20 687	11 962	9,6%	-42,2%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	18 875	20 687	11 962	9,6%	-42,2%
- Autres crédits à court terme	78 063	86 647	113 469	11,0%	31,0%
. <i>Crédits de campagne</i>	2 039	966	1 353	-52,6%	40,1%
. <i>Crédits ordinaires</i>	76 024	85 681	112 116	12,7%	30,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	64 861	95 843	116 628	47,8%	21,7%
- Crédits à moyen terme	148 337	172 750	211 925	16,5%	22,7%
- Crédits à long terme	11 394	11 677	22 257	2,5%	90,6%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	625	302	842	-51,7%	178,8%
- Créances rattachées	2 406	3 031	3 829	26,0%	26,3%
- Créances en souffrance	36 595	35 939	40 175	-1,8%	11,8%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	18 677	18 027	21 791	-3,5%	20,9%
<i>(provisions)</i>	4 483	7 279	6 265	62,4%	-13,9%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	17 841	17 899	18 369	0,3%	2,6%
<i>(provisions)</i>	30 506	46 747	50 231	53,2%	7,5%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	77	13	15	-83,1%	15,4%
<i>(provisions)</i>	199	122	148	-38,7%	21,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	83 987	88 875	91 667	5,8%	3,1%
- Titres de placement	69 985	67 187	71 023	-4,0%	5,7%
- Comptes de stocks	83	128	198	54,2%	54,7%
- Débiteurs divers	5 488	5 234	6 341	-4,6%	21,2%
- Créances rattachées	621	797	644	28,3%	-19,2%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	488	1 679	1 348	244,1%	-19,7%
- Valeurs à rejeter	191	462	181	141,9%	-60,8%
- Comptes d'ordre & divers	7 131	13 388	11 932	87,7%	-10,9%
VALEURS IMMOBILISEES	41 075	55 497	56 689	35,1%	2,1%
- Immobilisations financières	20 734	29 341	27 777	41,5%	-5,3%
- Dépôts & cautionnements	514	531	541	3,3%	1,9%
- Immobilisations en cours	1 777	2 444	4 754	37,5%	94,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	263	182	469	-30,8%	157,7%
- Immobilisations d'exploitation	16 105	19 614	19 500	21,8%	-0,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	500	2 801	3 507	460,2%	25,2%
- Immobilisations hors-exploitation	1 746	3 241	4 052	85,6%	25,0%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	152	0	0	-100,0%	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	199	326	65	63,8%	-80,1%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	647 365	702 285	880 311	8,5%	25,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	124 114	136 105	168 366	9,7%	23,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	43 700	27 793	33 183	-36,4%	19,4%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	6 991	6 287	10 895	-10,1%	73,3%
- Comptes d'emprunts	72 418	100 195	122 710	38,4%	22,5%
- Autres sommes dues	136	506	501	272,1%	-1,0%
- Dettes rattachées	869	1 324	1 077	52,4%	-18,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	427 063	448 475	566 966	5,0%	26,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	278 082	279 961	372 807	0,7%	33,2%
- Dépôts à terme reçus	56 343	71 513	81 785	26,9%	14,4%
- Comptes d'épargne à régime spécial	62 692	67 535	82 701	7,7%	22,5%
- Dépôts de garantie reçus	19 565	16 175	17 549	-17,3%	8,5%
- Autres dépôts	1 171	576	1 138	-50,8%	97,6%
- Bons de caisse	1 043	847	976	-18,8%	15,2%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	5 695	9 235	7 370	62,2%	-20,2%
- Dettes rattachées	2 472	2 633	2 640	6,5%	0,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	20 386	23 811	24 335	16,8%	2,2%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	2 000	1 500	3 000	-25,0%	100,0%
- Crédoeurs divers	6 060	7 937	10 801	31,0%	36,1%
- Dettes rattachées	347	55	76	-84,1%	38,2%
- Comptes d'ordre & divers	11 979	14 319	10 458	19,5%	-27,0%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	3	3	105	-	3400,0%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	3	3	105	-	3400,0%
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	75 799	93 891	120 539	23,9%	28,4%
- Subventions d'investissement	14	56	27	300,0%	-51,8%
- Fonds affectés	2 037	2 030	2 010	-0,3%	-1,0%
- Provisions pour risques & charges	4 245	6 970	7 073	64,2%	1,5%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	400	400	400	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	636	455	2 824	-28,5%	520,7%
- Dettes rattachées	0	0	5	-	-
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 568	2 729	4 280	6,3%	56,8%
- Primes liées au capital	2 470	4 369	6 866	76,9%	57,2%
- Réserves	14 194	18 152	18 233	27,9%	0,4%
- Ecart de réévaluation	148	0	0	-100,0%	-
- Capital	53 250	66 120	82 120	24,2%	24,2%
- Dotations	0	12	5	-	-58,3%
- Report à nouveau	-13 477	-10 645	-18 819	-21,0%	76,8%
- Résultat de l'exercice	9 314	3 243	15 515	-65,2%	378,4%
TOTAL DU PASSIF	647 365	702 285	880 311	8,5%	25,3%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	12 795	14 284	25 221	11,6%	76,6%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	79 021	114 747	140 040	45,2%	22,0%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	563	725	758	28,8%	4,6%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	486 597	571 372	669 864	17,4%	17,2%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	359 238	425 524	518 606	18,5%	21,9%
a) Crédits à court terme	162 912	205 158	244 249	25,9%	19,1%
<i>dont Crédits de campagne</i>	2 039	966	1 353	-52,6%	40,1%
b) Crédits à moyen terme	148 337	172 750	211 925	16,5%	22,7%
c) Crédits à long terme	11 394	11 677	22 257	2,5%	90,6%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	36 595	35 939	40 175	-1,8%	11,8%
impayés & immobilisés	18 677	18 027	21 791	-3,5%	20,9%
<i>provisions</i>	4 483	7 279	6 265	62,4%	-13,9%
douteux & litigieux	17 918	17 912	18 384	0,0%	2,6%
<i>provisions</i>	30 705	46 869	50 379	52,6%	7,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	127 359	145 848	151 258	14,5%	3,7%
a) Titres de placement	69 985	67 187	71 023	-4,0%	5,7%
b) Immobilisations financières	20 734	29 341	27 777	41,5%	-5,3%
c) Autres immobilisations	20 142	25 830	28 847	28,2%	11,7%
d) Divers	16 498	23 490	23 611	42,4%	0,5%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	524 120	567 504	713 022	8,3%	25,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	426 591	447 342	567 326	4,9%	26,8%
a) A vue	283 777	289 196	380 177	1,9%	31,5%
b) A terme	142 814	158 146	187 149	10,7%	18,3%
dépôts à terme et bons de caisse	57 386	72 360	82 761	26,1%	14,4%
comptes d'épargne à régime spécial	62 692	67 535	82 701	7,7%	22,5%
autres	22 736	18 251	21 687	-19,7%	18,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	64 803	77 217	100 228	19,2%	29,8%
a) Capital, dotations & réserves	61 568	74 276	94 967	20,6%	27,9%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	1 192	1 712	2 337	43,6%	36,5%
b) Autres	3 235	2 941	5 261	-9,1%	78,9%
3. AUTRES RESSOURCES	32 726	42 945	45 468	31,2%	5,9%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	37 523	-3 868	43 158	-110,3%	-1215,8%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-37 523	3 868	-43 158	-110,3%	-1215,8%
1. DISPONIBILITES	-21 948	-25 276	-36 927	15,2%	46,1%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-15 575	29 144	-6 231	-287,1%	-121,4%
emplois	-138 820	-105 637	-173 520	-23,9%	64,3%
<i>dont hors UMOA</i>	-29 667	-11 487	-29 467	-61,3%	156,5%
<i>dont emplois en souffrance</i>	6	5	5	-16,7%	-
ressources	123 245	134 781	167 289	9,4%	24,1%
<i>dont hors UMOA</i>	35 696	18 961	25 632	-46,9%	35,2%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RESULTATS	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
1. PRODUITS BANCAIRES	57 209	67 623	81 863	18,2%	21,1%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 544	1 648	2 527	6,7%	53,3%
+Produits sur opérations avec la clientèle	42 787	50 259	62 214	17,5%	23,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	2 751	5 412	4 873	96,7%	-10,0%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
+Produits sur opérations de change	8 354	8 202	9 521	-1,8%	16,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	1 853	1 953	2 560	5,4%	31,1%
+Produits sur prestations de services financiers	284	467	614	64,4%	31,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	4	30	24	650,0%	-20,0%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	406	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	368	348	64	-5,4%	-81,6%
2. CHARGES BANCAIRES	12 612	15 246	19 241	20,9%	26,2%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 217	6 061	6 926	43,7%	14,3%
-Charges sur opérations avec la clientèle	5 234	5 996	7 420	14,6%	23,7%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	148	203	116	37,2%	-42,9%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
-Charges sur opérations de change	2 275	1 947	3 637	-14,4%	86,8%
-Charges sur opérations de hors-bilan	462	657	765	42,2%	16,4%
-Charges sur prestations de services financiers	187	239	198	27,8%	-17,2%
-Autres charges d'exploitation bancaire	89	143	179	60,7%	25,2%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	44 597	52 377	62 622	17,4%	19,6%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	1 443	2 294	1 891	59,0%	-17,6%
+Produits sur immobilisations financières	786	650	724	-17,3%	11,4%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 002	1 877	1 433	87,3%	-23,7%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	345	233	266	-32,5%	14,2%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	46 040	54 671	64 513	18,7%	18,0%
6. FRAIS GENERAUX	24 980	29 903	33 760	19,7%	12,9%
-Frais de personnel	9 207	12 451	14 716	35,2%	18,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 248	1 344	1 169	7,7%	-13,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	14 525	16 108	17 875	10,9%	11,0%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	3 172	3 954	4 682	24,7%	18,4%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	3 188	4 038	4 682	26,7%	15,9%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	16	84	0	425,0%	-100,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	17 888	20 814	26 071	16,4%	25,3%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	5 891	14 336	5 240	143,4%	-63,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	14 143	22 942	11 567	62,2%	-49,6%
+Reprises de provisions	8 252	8 606	6 327	4,3%	-26,5%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	368	348	470	-5,4%	35,1%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	12 365	6 826	21 301	-44,8%	212,1%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-224	-217	1 178	-3,1%	-642,9%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	145	195	179	34,5%	-8,2%
+Produits exceptionnels	342	257	1 217	-24,9%	373,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	151	20	84	-86,8%	320,0%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	35	104	0	197,1%	-100,0%
-Charges exceptionnelles	525	545	134	3,8%	-75,4%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-220	540	-144	-345,5%	-126,7%
+Profits sur exercices antérieurs	596	4 966	1 831	733,2%	-63,1%
-Pertes sur exercices antérieurs	816	4 426	1 975	442,4%	-55,4%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	2 607	3 906	6 820	49,8%	74,6%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	9 314	3 243	15 515	-65,2%	378,4%
+Bénéfices	10 270	11 825	16 227	15,1%	37,2%
-Pertes	-956	-8 582	-712	797,7%	-91,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	18,2%	18,8%	16,8%	0,6	-2,0
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	10,2%	8,4%	7,7%	-1,8	-0,7
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	49,0%	60,1%	58,5%	11,1	-1,6
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	4,7%	5,1%	4,5%	0,4	-0,6
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,4%	1,4%	1,4%	0,0	0,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,0%	2,2%	2,1%	0,2	-0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	2,4%	2,4%	2,5%	0,0	0,1
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,5%	1,7%	1,8%	0,2	0,1
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	12,8%	12,6%	13,0%	-0,2	0,4
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,1%	10,4%	10,5%	0,3	0,1
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	8,1%	8,2%	8,4%	0,1	0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	63,2%	64,8%	61,4%	1,6	-3,4
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	32,3%	67,7%	19,7%	35,4	-48,0
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	20,9%	6,2%	24,8%	-14,7	18,6
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	13,0%	3,7%	13,7%	-9,3	10,0
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	23,5	25,9	25,8	10,2%	-0,4%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	16,8	18,0	19,9	7,1%	10,6%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	-	-	-	-	-

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
MONTANT DU CAPITAL	53 250	66 120	82 120	24,2%	24,2%
REPARTITION DU CAPITAL	53 250	66 120	82 120	24,2%	24,2%
Nationaux	15 233	23 817	37 835	56,4%	58,9%
<i>Etat</i>	4 030	12 998	20 931	222,5%	61,0%
<i>Privés</i>	11 203	10 819	16 904	-3,4%	56,2%
Non-nationaux	38 017	42 303	44 285	11,3%	4,7%
<i>dont UMOA</i>	4 851	13 564	20 183	179,6%	48,8%
TOTAL DU BILAN	647 365	702 285	880 311	8,5%	25,3%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	78	92	114	17,9%	23,9%
Périodiques	0	0	1	-	-
Permanents	78	92	113	17,9%	22,8%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	48	78	81	62,5%	3,8%
EFFECTIFS	1 062	1 154	1 310	8,7%	13,5%
Employés	683	744	779	8,9%	4,7%
<i>dont Etrangers</i>	1	0	0	-100,0%	-
Cadres	379	410	531	8,2%	29,5%
<i>dont Etrangers</i>	18	18	11	-	-38,9%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	215 539	259 192	324 906	20,3%	25,4%
Personnes physiques	183 603	224 351	292 209	22,2%	30,2%
<i>dont Etrangers</i>	3 872	2 792	3 144	-27,9%	12,6%
Personnes morales	31 936	34 841	32 697	9,1%	-6,2%
<i>dont Etrangers</i>	718	1 297	1 277	80,6%	-1,5%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,05%	7,01%	6,03%	0,96	-0,98
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	11	11	11	0	0
A - Par type					
Banques	10	10	10	0	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	8	8	8	0	0
Banques spécialisées	2	2	2	0	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	0	0	0	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	4	4	4	0	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	7	7	7	0	0

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.7 : SENEGAL

II.7.1. - Liste des établissements de crédit

II.7.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (19)			166 745	6 595	59 366	100 784	3 620 312	362	1 087 074	1 152	3 190	4 342
K 0011 B	- Société Générale de Banques au Sénégal	SGBS	12/03/1965	10 000	0	3 513	6 487	632 816	54	175 548	203	609	812
K 0012 C	- Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale, Groupe Atijjarwafa Bank	CBAO, Groupe Atijjarwafa Bank	30/07/1965	11 450	897	960	9 593	631 350	88	228 672	307	732	1 039
K 0010 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	BICIS	12/03/1965	10 000	2 490	2 060	5 450	321 052	39	121 001	150	350	500
K 0039 G	- Banque de l'Habitat du Sénégal	BHS	12/12/1979	5 000	1 200	2 900	900	229 603	11	95 425	56	123	179
K 0094 R	- Ecobank-Sénégal	ECOBANK	19/02/1999	10 463	0	2 041	8 422	409 829	36	201 823	95	216	311
K 0060 E	- Crédit Du Sénégal	CDS	14/06/1989	5 000	0	250	4 750	137 385	8	18 755	43	85	128
K 0048 R	- Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal	CNCAS	14/06/1984	5 500	1 408	3 542	550	192 828	25	99 983	49	212	261
K 0100 Y	- Bank Of Africa Sénégal	BOA-SENEGAL	19/09/2001	8 500	0	2 027	6 473	156 829	26	56 642	20	151	171
K 0141 S	- Citibank - Sénégal	CITIBANK	15/05/2006	22 549	0	22 549	0	95 309	1	146	35	2	37
K 0079 A	- Banque Islamique du Sénégal	BIS	20/07/1982	10 000	600	2 825	6 575	157 113	14	13 561	16	126	142
K 0111 K	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Sénégal	BSIC-SENEGAL	22/08/2003	13 726	0	0	13 726	51 868	15	14 636	26	152	178
K 0144 W	- Banque Régionale de Marchés	BRM	13/10/2006	5 900	0	4 171	1 729	181 991	1	406	24	18	42
K 0125 A	- Banque Régionale de Solidarité du Sénégal	BRS-SENEGAL	17/05/2005	2 000	0	0	2 000	9 677	8	20 720	13	109	122
K 0117 R	- Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	BIMAO	07/01/2005	6 500	0	6 475	25	37 986	3	369	7	16	23
K 0137 N	- Banque Atlantique - Sénégal	BA-SENEGAL	28/10/2005	13 503	0	4 503	9 000	163 530	17	30 650	46	93	139
K 0140 R	- International Commercial Bank - Sénégal	ICB-SENEGAL	20/10/2005	7 404	0	0	7 404	27 997	3	2 966	11	53	64
K 0153 F	- United Bank for Africa Sénégal	UBA	09/01/2009	9 250	0	1 250	8 000	102 675	9	3 346	20	103	123
K 0156 J	- Crédit International	CI	14/01/2009	10 000	0	300	9 700	28 544	1	725	10	18	28
K 0159 M	- Diamond Bank-Bénin, Succursale du Sénégal		22/06/2010	0	0	0	0	51 930	3	1 700	21	22	43

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (**) (a)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
K 0029 W	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2) - Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	LOCAFRIQUE	14/05/1977	2 500	0	2 500	0	30 401	1	0	12	19	31
K 0145 X	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale de Dakar	SAFCA-ALIOS FINANCE	20/07/2006	2 500	0	2 500	0	12 663	0	0	9	6	15
	TOTAL ETABLISSEMENTS (21)			169 245	6 595	61 866	100 784	3 650 713	363	1 087 074	1 164	3 209	4 373

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	613 295	584 423	579 291	-4,7%	-0,9%
- Caisse	70 551	75 408	83 098	6,9%	10,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	414 656	381 087	395 275	-8,1%	3,7%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	49 922	66 004	51 709	32,2%	-21,7%
- Comptes de prêts	74 828	58 983	46 968	-21,2%	-20,4%
- Valeurs non imputées	-21	0	4	-100,0%	-
- Créances rattachées	368	373	122	1,4%	-67,3%
- Créances en souffrance	2 991	2 568	2 115	-14,1%	-17,6%
(provisions)	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 722 854	2 014 648	2 227 443	16,9%	10,6%
- Portefeuille d'effets commerciaux	89 193	102 835	98 944	15,3%	-3,8%
. Crédits de campagne	0	10 781	0	-	-100,0%
. Crédits ordinaires	89 193	92 054	98 944	3,2%	7,5%
- Autres crédits à court terme	369 697	474 116	527 625	28,2%	11,3%
. Crédits de campagne	19 323	11 927	7 351	-38,3%	-38,4%
. Crédits ordinaires	350 374	462 189	520 274	31,9%	12,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	313 466	325 859	398 012	4,0%	22,1%
- Crédits à moyen terme	681 228	812 015	858 677	19,2%	5,7%
- Crédits à long terme	91 657	98 657	118 712	7,6%	20,3%
- Affacturage	3 821	13 159	15 737	244,4%	19,6%
- Valeurs non imputées	8 007	7 397	7 462	-7,6%	0,9%
- Créances rattachées	12 421	12 890	17 875	3,8%	38,7%
- Créances en souffrance	153 364	167 720	184 399	9,4%	9,9%
. Impayées ou immobilisées	99 975	104 687	96 946	4,7%	-7,4%
(provisions)	12 336	17 669	24 040	43,2%	36,1%
. Douteuses ou litigieuses	52 935	63 028	87 377	19,1%	38,6%
(provisions)	183 414	181 372	195 721	-1,1%	7,9%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses	454	5	76	-98,9%	1420,0%
(provisions)	8	0	59	-100,0%	-
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	537 681	599 306	662 366	11,5%	10,5%
- Titres de placement	451 585	491 294	532 594	8,8%	8,4%
- Comptes de stocks	246	289	274	17,5%	-5,2%
- Débiteurs divers	13 067	10 825	11 888	-17,2%	9,8%
- Créances rattachées	6 206	6 985	10 269	12,6%	47,0%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	23 677	32 131	36 363	35,7%	13,2%
- Valeurs à rejeter	1 987	837	1 716	-57,9%	105,0%
- Comptes d'ordre & divers	40 913	56 945	69 262	39,2%	21,6%
VALEURS IMMOBILISEES	142 021	155 305	181 613	9,4%	16,9%
- Immobilisations financières	28 851	31 114	35 626	7,8%	14,5%
- Dépôts & cautionnements	2 520	2 970	3 290	17,9%	10,8%
- Immobilisations en cours	7 531	9 482	11 463	25,9%	20,9%
dont Immobilisations incorporelles	87	540	342	520,7%	-36,7%
- Immobilisations d'exploitation	78 314	78 673	76 569	0,5%	-2,7%
dont Immobilisations incorporelles	5 059	5 487	5 614	8,5%	2,3%
- Immobilisations hors-exploitation	14 696	15 515	17 337	5,6%	11,7%
dont Immobilisations incorporelles	2	0	0	-100,0%	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	9 691	16 865	36 326	74,0%	115,4%
- Créances rattachées	325	392	481	20,6%	22,7%
- Créances en souffrance	93	294	521	216,1%	77,2%
(provisions)	428	860	740	100,9%	-14,0%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	65	0	-	-100,0%
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	65	0	-	-100,0%
TOTAL DE L'ACTIF	3 015 851	3 353 747	3 650 713	11,2%	8,9%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
	0,0		(*)	2010-2011	2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	240 992	436 099	493 501	81,0%	13,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	79 211	179 298	177 032	126,4%	-1,3%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	9 800	22 168	28 412	126,2%	28,2%
- Comptes d'emprunts	149 848	231 074	285 723	54,2%	23,6%
- Autres sommes dues	949	2 484	1 269	161,7%	-48,9%
- Dettes rattachées	1 184	1 075	1 065	-9,2%	-0,9%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 281 294	2 390 972	2 561 041	4,8%	7,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 109 498	1 161 929	1 348 134	4,7%	16,0%
- Dépôts à terme reçus	512 200	547 079	515 569	6,8%	-5,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	452 839	465 693	472 724	2,8%	1,5%
- Dépôts de garantie reçus	110 357	84 800	99 192	-23,2%	17,0%
- Autres dépôts	13 431	8 104	8 018	-39,7%	-1,1%
- Bons de caisse	30 961	63 362	55 792	104,7%	-11,9%
- Comptes d'affacturage	0	451	5	-	-98,9%
- Emprunts à la clientèle	9 900	8 966	13 539	-9,4%	51,0%
- Autres sommes dues	31 903	39 801	36 835	24,8%	-7,5%
- Dettes rattachées	10 205	10 787	11 233	5,7%	4,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	110 255	110 053	152 708	-0,2%	38,8%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	4 167	7 500	15 397	80,0%	105,3%
- Crédeurs divers	32 703	31 534	38 636	-3,6%	22,5%
- Dettes rattachées	127	156	3 610	22,8%	2214,1%
- Comptes d'ordre & divers	73 258	70 863	95 065	-3,3%	34,2%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	383 310	416 623	443 463	8,7%	6,4%
- Subventions d'investissement	251	170	104	-32,3%	-38,8%
- Fonds affectés	21 893	22 145	22 389	1,2%	1,1%
- Provisions pour risques & charges	18 293	18 974	21 713	3,7%	14,4%
- Provisions réglementées	319	319	0	-	-100,0%
- Comptes bloqués d'actionnaires	190	190	190	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	2 453	9 019	8 398	267,7%	-6,9%
- Dettes rattachées	28	39	279	39,3%	615,4%
- Fonds pour risques bancaires généraux	3 230	4 296	6 327	33,0%	47,3%
- Primes liées au capital	14 879	13 150	13 980	-11,6%	6,3%
- Réserves	141 022	158 881	169 371	12,7%	6,6%
- Ecart de réévaluation	37	18	18	-51,4%	-
- Capital	161 642	165 242	169 245	2,2%	2,4%
- Dotations	0	0	8 430	-	-
- Report à nouveau	-17 719	-26 890	-24 751	51,8%	-8,0%
- Résultat de l'exercice	36 792	51 070	47 770	38,8%	-6,5%
TOTAL DU PASSIF	3 015 851	3 353 747	3 650 713	11,2%	8,9%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	149 055	145 221	116 962	-2,6%	-19,5%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	372 795	483 299	516 570	29,6%	6,9%
AUTRES ENGAGEMENTS	13 093	18 733	7 145	43,1%	-61,9%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	5 486	10 593	8 157	93,1%	-23,0%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 402 678	2 769 343	3 071 270	15,3%	10,9%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 743 894	2 051 048	2 282 778	17,6%	11,3%
a) Crédits à court terme	807 861	955 497	1 084 143	18,3%	13,5%
<i>dont Crédits de campagne</i>	19 323	22 708	7 351	17,5%	-67,6%
b) Crédits à moyen terme	681 228	812 015	858 677	19,2%	5,7%
c) Crédits à long terme	91 657	98 657	118 712	7,6%	20,3%
d) Opérations de crédit-bail	9 691	16 865	36 326	74,0%	115,4%
e) Crédits en souffrance	153 457	168 014	184 920	9,5%	10,1%
impayés & immobilisés	100 017	104 851	97 236	4,8%	-7,3%
<i>provisions</i>	12 336	17 669	24 040	43,2%	36,1%
douteux & litigieux	53 440	63 163	87 684	18,2%	38,8%
<i>provisions</i>	183 850	182 232	196 520	-0,9%	7,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	658 784	718 295	788 492	9,0%	9,8%
a) Titres de placement	451 585	491 294	532 594	8,8%	8,4%
b) Immobilisations financières	28 851	31 114	35 626	7,8%	14,5%
c) Autres immobilisations	103 061	106 640	108 659	3,5%	1,9%
d) Divers	75 287	89 247	111 613	18,5%	25,1%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 776 043	2 918 658	3 158 277	5,1%	8,2%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 275 256	2 387 685	2 565 205	4,9%	7,4%
a) A vue	1 141 401	1 202 181	1 384 974	5,3%	15,2%
b) A terme	1 133 855	1 185 504	1 180 231	4,6%	-0,4%
dépôts à terme et bons de caisse	543 161	610 441	571 361	12,4%	-6,4%
comptes d'épargne à régime spécial	452 839	465 693	472 724	2,8%	1,5%
autres	137 855	109 370	136 146	-20,7%	24,5%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	325 588	356 889	380 814	9,6%	6,7%
a) Capital, dotations & réserves	300 445	325 028	349 715	8,2%	7,6%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	6 954	7 174	7 174	3,2%	-
b) Autres	25 143	31 861	31 099	26,7%	-2,4%
3. AUTRES RESSOURCES	175 199	174 084	212 258	-0,6%	21,9%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	373 365	149 315	87 007	-60,0%	-41,7%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-373 365	-149 315	-87 007	-60,0%	-41,7%
1. DISPONIBILITES	-70 797	-75 697	-83 372	6,9%	10,1%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-302 568	-73 618	-3 635	-75,7%	-95,1%
emplois	-542 376	-508 642	-496 071	-6,2%	-2,5%
<i>dont hors UMOA</i>	-72 405	-100 768	-95 082	39,2%	-5,6%
<i>dont emplois en souffrance</i>	2 991	2 568	2 115	-14,1%	-17,6%
ressources	239 808	435 024	492 436	81,4%	13,2%
<i>dont hors UMOA</i>	57 734	90 505	89 212	56,8%	-1,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION	VARIATION
			(*)	2010-2011	2011-2012
1. PRODUITS BANCAIRES	272 773	338 311	346 838	24,0%	2,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 851	4 171	3 673	-28,7%	-11,9%
+Produits sur opérations avec la clientèle	183 528	215 750	238 611	17,6%	10,6%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	28 408	32 902	36 574	15,8%	11,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	5 155	7 079	15 855	37,3%	124,0%
+Produits sur opérations de change	33 698	59 352	31 456	76,1%	-47,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	9 005	10 183	11 134	13,1%	9,3%
+Produits sur prestations de services financiers	5 775	7 719	8 804	33,7%	14,1%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 412	1 203	810	-14,8%	-32,7%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	7	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	59	48	72	-18,6%	50,0%
2. CHARGES BANCAIRES	81 228	111 071	96 351	36,7%	-13,3%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	10 429	11 512	15 415	10,4%	33,9%
-Charges sur opérations avec la clientèle	44 483	46 193	47 277	3,8%	2,3%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	1 443	1 329	1 863	-7,9%	40,2%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	3 100	4 212	10 206	35,9%	142,3%
-Charges sur opérations de change	18 785	43 279	14 411	130,4%	-66,7%
-Charges sur opérations de hors-bilan	65	75	81	15,4%	8,0%
-Charges sur prestations de services financiers	1 615	2 057	2 165	27,4%	5,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	1 308	2 414	4 933	84,6%	104,3%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	191 545	227 240	250 487	18,6%	10,2%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	12 388	7 821	7 726	-36,9%	-1,2%
+Produits sur immobilisations financières	1 615	1 915	2 094	18,6%	9,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	10 773	5 906	5 634	-45,2%	-4,6%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	2	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	203 933	235 061	258 213	15,3%	9,8%
6. FRAIS GENERAUX	114 711	128 391	140 622	11,9%	9,5%
-Frais de personnel	47 794	55 522	59 608	16,2%	7,4%
-Impôts, taxes et versements assimilés	5 409	5 633	6 039	4,1%	7,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	61 508	67 236	74 975	9,3%	11,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	18 301	19 466	19 956	6,4%	2,5%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	18 357	19 525	19 959	6,4%	2,2%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	56	59	3	5,4%	-94,9%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	70 921	87 204	97 635	23,0%	12,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	24 456	20 960	28 153	-14,3%	34,3%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	45 725	61 518	55 217	34,5%	-10,2%
+Reprises de provisions	21 269	40 558	27 064	90,7%	-33,3%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	59	48	79	-18,6%	64,6%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	46 524	66 292	69 561	42,5%	4,9%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-739	-2 803	-6 304	279,3%	124,9%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	78	685	124	778,2%	-81,9%
+Produits exceptionnels	483	908	1 059	88,0%	16,6%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	24	280	0	1066,7%	-100,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	37	288	832	678,4%	188,9%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	1 312	2 312	-	76,2%
-Charges exceptionnelles	1 287	3 076	4 343	139,0%	41,2%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	1 035	-1 307	-5 522	-226,3%	322,5%
+Profits sur exercices antérieurs	5 234	2 788	2 625	-46,7%	-5,8%
-Pertes sur exercices antérieurs	4 199	4 095	8 147	-2,5%	98,9%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	10 028	11 112	9 965	10,8%	-10,3%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	36 792	51 070	47 770	38,8%	-6,5%
+Bénéfices	47 922	53 219	53 430	11,1%	0,4%
-Pertes	-11 130	-2 149	-5 660	-80,7%	163,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	18,0%	16,3%	16,2%	-1,7	-0,1
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	8,8%	8,2%	8,1%	-0,6	-0,1
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	56,1%	54,3%	54,4%	-1,8	0,1
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	4,9%	3,3%	3,2%	-1,6	-0,1
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,1%	2,0%	1,9%	-0,1	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,4%	2,2%	2,2%	-0,2	0,0
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,1%	3,7%	3,0%	0,6	-0,7
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,2%	0,8%	0,8%	-0,4	0,0
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	11,2%	11,5%	11,1%	0,3	-0,4
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,9%	9,2%	9,2%	0,3	0,0
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,5%	7,0%	7,0%	0,5	0,0
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	69,5%	65,1%	64,1%	-4,4	-1,0
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	34,5%	24,0%	28,8%	-10,5	4,8
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	19,2%	22,5%	19,1%	3,3	-3,4
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	10,1%	12,8%	11,3%	2,7	-1,5
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	29,8	32,3	32,2	8,4%	-0,3%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	18,4	22,0	22,3	19,6%	1,4%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	53,2%	42,0%	43,6%	-11,2	1,6

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
MONTANT DU CAPITAL	161 642	165 242	169 245	2,2%	2,4%
REPARTITION DU CAPITAL	161 642	165 242	169 245	2,2%	2,4%
Nationaux	39 782	74 989	68 461	88,5%	-8,7%
<i>Etat</i>	7 103	7 126	6 595	0,3%	-7,5%
<i>Privés</i>	32 679	67 863	61 866	107,7%	-8,8%
Non-nationaux	121 860	90 253	100 784	-25,9%	11,7%
<i>dont UMOA</i>	9 421	2 917	20 290	-69,0%	595,6%
TOTAL DU BILAN	3 015 851	3 353 747	3 650 713	11,2%	8,9%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	301	330	363	9,6%	10,0%
Périodiques	2	0	1	-100,0%	-
Permanents	299	330	362	10,4%	9,7%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	286	344	377	20,3%	9,6%
EFFECTIFS	3 846	3 971	4 373	3,3%	10,1%
Employés	2 539	2 590	3 209	2,0%	23,9%
<i>dont Etrangers</i>	11	21	54	90,9%	157,1%
Cadres	1 307	1 381	1 164	5,7%	-15,7%
<i>dont Etrangers</i>	51	49	87	-3,9%	77,6%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	746 927	996 718	1 087 074	33,4%	9,1%
Personnes physiques	668 886	907 037	975 592	35,6%	7,6%
<i>dont Etrangers</i>	46 169	78 796	80 025	70,7%	1,6%
Personnes morales	78 041	89 681	111 482	14,9%	24,3%
<i>dont Etrangers</i>	1 669	1 013	1 080	-39,3%	6,6%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	7,13%	7,17%	7,31%	0,04	0,14
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	19	19	21	0	2
A - Par type					
Banques	18	18	19	0	1
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	14	14	14	0	0
Banques spécialisées	4	4	5	0	1
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	5	5	5	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	5	7	7	2	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	9	7	9	-2	2

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ANNEXE II.8 : TOGO

II.8.1. - Liste des établissements de crédit

II.8.2. - Bilans, emplois-ressources, résultats et ratios caractéristiques

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (*)	RESEAUX (**)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	NATIONAL PRIVES				CADRES EMPLOYES	TOTAL	
	BANQUES (12)			65 686	17 732	16 430	1 291 540	174	623 942	832	969	1 801
T 0055 T	- Ecobank-Togo	ECOBANK	25/02/1988	5 000	263	638	289 977	23	137 081	141	63	204
T 0009 T	- Union Togolaise de Banque	UTB	25/04/1977	5 000	5 000	0	190 597	40	130 059	110	151	261
T 0024 K	- Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie	BTCI	16/04/1974	7 000	6 408	592	126 817	11	58 356	125	135	260
T 0005 P	- Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	BIA-TOGO	01/12/1965	6 101	4 698	703	91 108	9	24 745	66	94	160
T 0014 Z	- Banque Togolaise de Développement	BTD	12/12/1966	6 130	0	2 697	115 118	22	48 067	105	124	229
T 0151 Y	- Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit	BPEC	04/12/2007	6 500	970	3 883	37 927	28	164 520	66	106	172
T 0138 J	- Banque Atlantique - Togo	BA-TOGO	21/09/2005	6 737	0	1 401	111 605	16	32 050	98	79	177
T 0116 K	- ORABANK-Togo		08/11/2004	6 516	0	6 516	170 998	8	6 634	44	61	105
T 0133 D	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Togo	BSIC-TOGO	02/08/2005	8 067	0	0	35 557	13	9 213	38	71	109
T 0126 W	- Banque Régionale de Solidarité du Togo	BRS-TOGO	13/05/2005	2 000	0	0	7 610	2	6 648	17	18	35
T 0027 N	- Société Inter africaine de Banque	SIAB	26/01/1977	6 635	393	0	9 265	1	4 776	14	42	56
T 0160 H	- Diamond Bank-Bénin, Succursale du Togo	-	30/08/2010	0	0	0	104 961	1	1 793	8	25	33
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)			18 020	1 408	9	47 108	1	0	10	8	18
T 0076 R	- Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest	GARI	03/07/1995	12 954	0	9	28 024	1	0	7	4	11
T 0165 N	- Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	CRRH-UEMOA	12/08/2011	5 066	1 408	0	19 084	0	0	3	4	7
	TOTAL ETABLISSEMENTS (14)			83 706	19 140	16 439	1 338 648	175	623 942	842	977	1 819

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : Données provisoires

(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	223 850	244 415	318 742	9,2%	30,4%
- Caisse	24 928	26 767	32 497	7,4%	21,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	117 368	134 421	177 145	14,5%	31,8%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	46 482	50 693	64 377	9,1%	27,0%
- Comptes de prêts	32 361	30 072	42 132	-7,1%	40,1%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	484	519	651	7,2%	25,4%
- Créances en souffrance (provisions)	2 227 0	1 943 0	1 940 0	-12,8% -	-0,2% -
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	418 994	571 492	724 022	36,4%	26,7%
- Portefeuille d'effets commerciaux . Crédits de campagne	14 609 0	13 334 0	18 562 0	-8,7% -	39,2% -
. Crédits ordinaires	14 609	13 334	18 562	-8,7%	39,2%
- Autres crédits à court terme . Crédits de campagne	82 364 31	128 334 18	130 583 16	55,8% -41,9%	1,8% -11,1%
. Crédits ordinaires	82 333	128 316	130 567	55,9%	1,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	131 181	187 936	230 735	43,3%	22,8%
- Crédits à moyen terme	161 480	212 595	302 856	31,7%	42,5%
- Crédits à long terme	9 727	9 900	11 214	1,8%	13,3%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	102	36	87	-64,7%	141,7%
- Créances rattachées	2 462	4 083	5 366	65,8%	31,4%
- Créances en souffrance . Impayées ou immobilisées (provisions)	17 069 8 176 2 314	15 274 5 510 591	24 619 14 117 691	-10,5% -32,6% -74,5%	61,2% 156,2% 16,9%
. Douteuses ou litigieuses (provisions)	8 892 42 974	9 762 52 706	10 502 65 473	9,8% 22,6%	7,6% 24,2%
. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses (provisions)	1 2 307	2 1 523	0 2 534	100,0% -34,0%	-100,0% 66,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	98 794	147 141	200 583	48,9%	36,3%
- Titres de placement	78 554	126 854	177 871	61,5%	40,2%
- Comptes de stocks	4	5	21	25,0%	320,0%
- Débiteurs divers	5 159	6 396	8 408	24,0%	31,5%
- Créances rattachées	1 658	2 475	3 200	49,3%	29,3%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	345	510	336	47,8%	-34,1%
- Valeurs à rejeter	1 169	2	13	-99,8%	550,0%
- Comptes d'ordre & divers	11 905	10 899	10 734	-8,5%	-1,5%
VALEURS IMMOBILISEES	117 978	104 880	94 870	-11,1%	-9,5%
- Immobilisations financières	80 760	68 196	53 750	-15,6%	-21,2%
- Dépôts & cautionnements	642	641	741	-0,2%	15,6%
- Immobilisations en cours dont Immobilisations incorporelles	1 944 121	2 104 298	3 974 356	8,2% 146,3%	88,9% 19,5%
- Immobilisations d'exploitation dont Immobilisations incorporelles	28 853 3 167	29 221 3 233	31 146 2 415	1,3% 2,1%	6,6% -25,3%
- Immobilisations hors-exploitation dont Immobilisations incorporelles	5 768 0	4 709 0	5 254 0	-18,4% -	11,6% -
- Crédit-bail & opérations assimilées	11	6	1	-45,5%	-83,3%
- Créances rattachées	0	3	4	-	33,3%
- Créances en souffrance (provisions)	0 0	0 0	0 0	- -	- -
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	431	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	431	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	859 616	1 067 928	1 338 648	24,2%	25,4%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	106 280	156 826	255 681	47,6%	63,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	34 193	39 548	57 442	15,7%	45,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	32 351	34 716	41 166	7,3%	18,6%
- Comptes d'emprunts	39 341	81 885	155 815	108,1%	90,3%
- Autres sommes dues	99	44	88	-55,6%	100,0%
- Dettes rattachées	296	633	1 170	113,9%	84,8%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	602 691	748 711	879 966	24,2%	17,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	267 580	349 216	428 532	30,5%	22,7%
- Dépôts à terme reçus	149 979	206 997	246 829	38,0%	19,2%
- Comptes d'épargne à régime spécial	146 509	157 001	169 423	7,2%	7,9%
- Dépôts de garantie reçus	32 243	28 438	27 392	-11,8%	-3,7%
- Autres dépôts	929	318	331	-65,8%	4,1%
- Bons de caisse	437	544	594	24,5%	9,2%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	3 200	4 512	3 516	41,0%	-22,1%
- Dettes rattachées	1 814	1 685	3 349	-7,1%	98,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	21 558	20 086	49 189	-6,8%	144,9%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	0	0	12 500	-	-
- Crédeurs divers	5 225	4 990	6 032	-4,5%	20,9%
- Dettes rattachées	27	1 468	254	5337,0%	-82,7%
- Comptes d'ordre & divers	16 306	13 628	30 403	-16,4%	123,1%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	29	30	30	3,4%	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	29	30	30	3,4%	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	129 058	142 275	153 782	10,2%	8,1%
- Subventions d'investissement	18	11	42	-38,9%	281,8%
- Fonds affectés	1 458	1 584	1 715	8,6%	8,3%
- Provisions pour risques & charges	15 809	14 249	14 175	-9,9%	-0,5%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	0	0	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	1 982	5 821	6 363	193,7%	9,3%
- Dettes rattachées	19	97	127	410,5%	30,9%
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 643	2 575	2 775	-2,6%	7,8%
- Primes liées au capital	342	273	373	-20,2%	36,6%
- Réserves	16 325	19 132	23 886	17,2%	24,8%
- Ecart de réévaluation	7 394	7 030	6 953	-4,9%	-1,1%
- Capital	78 124	80 640	83 706	3,2%	3,8%
- Dotations	2 471	2 471	7 256	-	193,6%
- Report à nouveau	-6 462	-5 512	-9 227	-14,7%	67,4%
- Résultat de l'exercice	8 935	13 904	15 638	55,6%	12,5%
TOTAL DU PASSIF	859 616	1 067 928	1 338 648	24,2%	25,4%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	35 870	41 751	52 747	16,4%	26,3%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	142 336	132 650	195 149	-6,8%	47,1%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	8 827	2 579	2 839	-70,8%	10,1%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	636 250	824 031	1 020 105	29,5%	23,8%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	416 888	567 925	718 993	36,2%	26,6%
a) Crédits à court terme	228 601	330 150	380 303	44,4%	15,2%
<i>dont Crédits de campagne</i>	31	18	16	-41,9%	-11,1%
b) Crédits à moyen terme	161 480	212 595	302 856	31,7%	42,5%
c) Crédits à long terme	9 727	9 900	11 214	1,8%	13,3%
d) Opérations de crédit-bail	11	6	1	-45,5%	-83,3%
e) Crédits en souffrance	17 069	15 274	24 619	-10,5%	61,2%
impayés & immobilisés	8 176	5 510	14 117	-32,6%	156,2%
<i>provisions</i>	2 314	591	691	-74,5%	16,9%
douteux & litigieux	8 893	9 764	10 502	9,8%	7,6%
<i>provisions</i>	45 281	54 229	68 007	19,8%	25,4%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	219 362	256 106	301 112	16,8%	17,6%
a) Titres de placement	78 554	126 854	177 871	61,5%	40,2%
b) Immobilisations financières	80 760	68 196	53 750	-15,6%	-21,2%
c) Autres immobilisations	37 207	36 675	41 115	-1,4%	12,1%
d) Divers	22 841	24 381	28 376	6,7%	16,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	753 632	911 735	1 083 706	21,0%	18,9%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	600 877	747 026	889 117	24,3%	19,0%
a) A vue	270 780	353 728	432 048	30,6%	22,1%
b) A terme	330 097	393 298	457 069	19,1%	16,2%
dépôts à terme et bons de caisse	150 416	207 541	247 423	38,0%	19,2%
comptes d'épargne à régime spécial	146 509	157 001	169 423	7,2%	7,9%
autres	33 172	28 756	40 223	-13,3%	39,9%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	105 300	114 261	123 497	8,5%	8,1%
a) Capital, dotations & réserves	94 448	99 815	108 424	5,7%	8,6%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	1 401	2 412	2 745	72,2%	13,8%
b) Autres	10 852	14 446	15 073	33,1%	4,3%
3. AUTRES RESSOURCES	47 455	50 448	71 092	6,3%	40,9%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	117 382	87 704	63 601	-25,3%	-27,5%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-117 382	-87 704	-63 601	-25,3%	-27,5%
1. DISPONIBILITES	-24 928	-26 768	-32 518	7,4%	21,5%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-92 454	-60 936	-31 083	-34,1%	-49,0%
emplois	-198 438	-217 129	-285 594	9,4%	31,5%
<i>dont hors UMOA</i>	-44 322	-45 335	-106 876	2,3%	135,7%
<i>dont emplois en souffrance</i>	2 227	1 943	1 940	-12,8%	-0,2%
ressources	105 984	156 193	254 511	47,4%	62,9%
<i>dont hors UMOA</i>	21 694	27 534	20 676	26,9%	-24,9%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
1. PRODUITS BANCAIRES	81 337	100 739	181 575	23,9%	80,2%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 682	3 085	4 031	15,0%	30,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	49 876	64 310	82 111	28,9%	27,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	7 752	9 932	13 126	28,1%	32,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	11	0	4	-100,0%	-
+Produits sur opérations de change	14 922	15 196	75 804	1,8%	398,8%
+Produits sur opérations de hors-bilan	3 780	4 088	4 721	8,1%	15,5%
+Produits sur prestations de services financiers	1 245	1 718	1 639	38,0%	-4,6%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 211	2 589	723	113,8%	-72,1%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	142	179	584	26,1%	226,3%
2. CHARGES BANCAIRES	25 070	28 481	96 775	13,6%	239,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 398	4 713	7 994	96,5%	69,6%
-Charges sur opérations avec la clientèle	13 175	15 487	19 607	17,5%	26,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	1 006	549	542	-45,4%	-1,3%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	10	0	0	-100,0%	-
-Charges sur opérations de change	7 698	6 795	67 738	-11,7%	896,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	-	-
-Charges sur prestations de services financiers	700	895	792	27,9%	-11,5%
-Autres charges d'exploitation bancaire	83	42	102	-49,4%	142,9%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	56 267	72 258	84 800	28,4%	17,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	3 843	3 571	2 929	-7,1%	-18,0%
+Produits sur immobilisations financières	2 624	2 247	1 786	-14,4%	-20,5%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 233	1 335	1 159	8,3%	-13,2%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	14	11	16	-21,4%	45,5%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	60 110	75 829	87 729	26,2%	15,7%
6. FRAIS GENERAUX	35 467	41 411	46 630	16,8%	12,6%
-Frais de personnel	14 464	16 122	18 271	11,5%	13,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 633	1 728	1 949	5,8%	12,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	19 370	23 561	26 410	21,6%	12,1%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	5 694	5 744	7 074	0,9%	23,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	5 832	6 074	7 171	4,1%	18,1%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	138	330	97	139,1%	-70,6%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	18 949	28 674	34 025	51,3%	18,7%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	4 575	8 182	12 512	78,8%	52,9%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	15 640	16 321	18 959	4,4%	16,2%
+Reprises de provisions	11 065	8 139	6 447	-26,4%	-20,8%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	142	179	584	26,1%	226,3%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	14 516	20 671	22 097	42,4%	6,9%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-1 696	-2 510	-1 437	48,0%	-42,7%
+Subventions d'exploitation	0	0	20	-	-
+Récupérations sur créances amorties	1	1	1	-	-
+Produits exceptionnels	178	473	65	165,7%	-86,3%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	125	91	875	-27,2%	861,5%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	54	296	469	448,1%	58,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	172	126	1 108	-26,7%	779,4%
-Charges exceptionnelles	1 774	2 653	821	49,5%	-69,1%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-1 324	-1 378	-299	4,1%	-78,3%
+Profits sur exercices antérieurs	684	1 033	643	51,0%	-37,8%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 008	2 411	942	20,1%	-60,9%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	2 561	2 879	4 723	12,4%	64,1%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	8 935	13 904	15 638	55,6%	12,5%
+Bénéfices	11 095	17 865	20 420	61,0%	14,3%
-Pertes	-2 160	-3 961	-4 782	83,4%	20,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	13,9%	11,3%	11,8%	-2,6	0,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	4,1%	2,7%	3,4%	-1,4	0,7
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	73,6%	78,2%	73,6%	4,6	-4,6
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,4%	3,8%	3,9%	0,4	0,1
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,2%	2,3%	2,5%	0,1	0,2
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,4%	2,5%	2,8%	0,1	0,3
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,3%	3,1%	8,7%	-0,2	5,6
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,5%	1,5%	1,9%	0,0	0,4
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	13,3%	13,1%	12,8%	-0,2	-0,3
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,5%	9,7%	10,1%	0,2	0,4
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,1%	7,2%	7,3%	0,1	0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	73,4%	65,7%	63,4%	-7,7	-2,3
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	24,0%	28,4%	36,2%	4,4	7,8
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	15,9%	19,2%	18,4%	3,3	-0,8
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	7,9%	10,9%	11,2%	3,0	0,3
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	21,1	23,9	25,6	13,3%	7,1%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	11,3	16,5	18,7	46,0%	13,3%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	100,0%	0,0%	400,0%	-100,0	400,0

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012 (*)	VARIATION 2010-2011	VARIATION 2011-2012
MONTANT DU CAPITAL	78 124	80 640	83 706	3,2%	3,8%
REPARTITION DU CAPITAL	78 124	80 640	83 706	3,2%	3,8%
Nationaux	40 777	34 878	35 579	-14,5%	2,0%
<i>Etat</i>	23 266	15 699	19 140	-32,5%	21,9%
<i>Privés</i>	17 511	19 179	16 439	9,5%	-14,3%
Non-nationaux	37 347	45 762	48 127	22,5%	5,2%
<i>dont UMOA</i>	17 334	22 285	13 520	28,6%	-39,3%
TOTAL DU BILAN	859 616	1 067 928	1 338 648	24,2%	25,4%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	157	169	175	7,6%	3,6%
Périodiques	1	1	1	-	-
Permanents	156	168	174	7,7%	3,6%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	104	120	157	15,4%	30,8%
EFFECTIFS	1 683	1 733	1 819	3,0%	5,0%
Employés	1 049	975	977	-7,1%	0,2%
<i>dont Etrangers</i>	18	4	6	-77,8%	50,0%
Cadres	634	758	842	19,6%	11,1%
<i>dont Etrangers</i>	15	15	14	-	-6,7%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	583 543	593 763	623 942	1,8%	5,1%
Personnes physiques	543 946	562 839	561 525	3,5%	-0,2%
<i>dont Etrangers</i>	26 925	34 611	34 805	28,5%	0,6%
Personnes morales	39 597	30 924	62 417	-21,9%	101,8%
<i>dont Etrangers</i>	1 028	1 382	3 238	34,4%	134,3%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	5,87%	5,55%	5,75%	-0,32	0,20
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	13	13	14	0	1
A - Par type					
Banques	11	11	12	0	1
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	10	10	11	0	1
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	0	1	1	1	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	3	3	6	0	3
Petits (Actifs < 100 milliards)	10	9	7	-1	-2

(*) : données provisoires

Montants en millions de FCFA

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
AOÛT 2013



Commission Bancaire de l'UMOA
Secrétariat Général
Boulevard Botreau Rousset (rue privée CRRAE-UMOA)
01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 20 25 57 57 - Fax : (225) 20 22 45 52
Site web : www.bceao.int - Email : courrier.z02sg@bceao.int